



Les Métallos du Québec

TOME 2

1981-2014

SYNDICAT DES MÉTALLOS

565, boul. Crémazie Est, bureau 5100, Montréal Qc H2M 2V8

Rédaction

Martin Bisaillon

Collaboration

Michel Arsenault, Arnold Dugas, Clément Godbout, Lawrence McBrearty, Daniel Roy Clairandree Cauchy, Guy Farrell , Marie-Danielle Lapointe, Daniel Mallette, Roseline Mongeon

Révision linguistique

Guy Raymond

Conception graphique de la couverture

Anne Brissette

Photo de la page couverture

Jimmy Desbiens

Infographie

Anne Brissette

Nous remercions les personnes (ou organisations) suivantes dont une ou des photos ont été utilisées dans ce livre : Clément Allard, Clairandree Cauchy, Michel Cloutier, Stéphane Deschênes, Michel Elliott, Michel Faucher, Wayne Gloutney, Serge Jongué, Journal *Le Nord-Est*, André Laplante, Les productions de l'œil, Daniel Mallette, Jacques Nadeau, Éric R. Pelletier, Normand Rajotte, Yvon Robert, Robert Sauvageau (Studio Henrichon), Robert-Pierre Venne.

Dépôt légal 4^e trimestre 2014
Bibliothèque nationale du Québec

ISBN : 978-2-9814874-0-7



Les Métallos du Québec

TOME 2

1981-2014

Introduction

À l'occasion de la 50^e assemblée annuelle du Syndicat des Métallos, cet ouvrage s'inscrit dans la suite de celui signé par notre premier directeur élu au suffrage universel des membres, Jean Gérin-Lajoie, sur l'histoire des Métallos de 1936 jusqu'à 1981. Il poursuit ainsi un important exercice de mémoire, pour que les prochaines générations de militants connaissent leurs racines et pour qu'ils puissent en tirer force et fierté¹.



D'où nous vient notre nom ? Drôle de question, pour commencer ce livre qui retrace notre histoire depuis 1981. Elle est pourtant fondamentale, car, pour les Métallos, savoir d'où l'on vient est essentiel pour comprendre notre fonctionnement et ces particularités qui font notre force et qui nous distinguent des autres organisations syndicales.

Qui de mieux placé que Jean Gérin-Lajoie pour expliquer d'où viennent nos racines ?

Une affirmation flagrante de l'identité québécoise des Métallos a été l'usage du mot « Métallos » remplaçant l'usage de « Métallurgistes unis d'Amérique », qui lui-même avait remplacé l'usage de « Steel » ou de « United Steelworkers of America ». Son premier usage écrit dans le journal du Syndicat remonte à mars 1960. On le doit à l'initiative du rédacteur d'alors des pages françaises du journal, Pierre-Louis Gélinas. [...] Son usage dans les journaux et les médias québécois s'est rapidement généralisé².

Nous étions à l'époque 11 000 métallos au Québec. Notre district autonome, le District 5, a été créé le 1^{er} juin 1961 par la réunion de 90 sections locales québécoises. Notre première assemblée annuelle ainsi que notre premier scrutin pour élire un directeur se sont tenus en 1965. Jean Gérin-Lajoie a été élu de justesse. Il est resté en poste jusqu'en 1981.

En 1970, nous étions 30 000 métallos. Dix ans plus tard, nous étions près de 50 000, répartis dans 217 sections locales. Notre croissance semblait être poussée par un élan irréversible, mais c'était avant la grande crise économique de 1981-1983, qui allait nous forcer à nous redéfinir. Au cours de cette période, nous avons perdu 30 % de nos membres, une véritable catastrophe³.



1. Le masculin est utilisé afin d'alléger le texte et comprend le féminin. Parce que notre syndicat est fait de travailleurs et de travailleuses, de militants et de militantes, d'hommes et de femmes de cœur, de métallos !

2. GÉRIN-LAJOIE, Jean. *Les Métallos, 1936-1981*, Boréal Express, 1982, p. 147.

3. Rapport de Clément Godbout, *Assemblée annuelle des Métallos*, 10 mai 1983, p 3.

Denis Roy, délégué de la section locale 2843 (Dominion Bridge), s'instruit en lisant le livre sur l'histoire des Métallos rédigé par notre premier directeur élu, Jean Gérin-Lajoie.



Certains auraient baissé les bras devant une telle saignée, mais nous sommes des métallos et, comme toujours, nous n'avons pas été que des spectateurs inactifs devant les événements. Nous avons retroussé nos manches et cherché des solutions afin de traverser cette crise.

Depuis nos débuts alors que le recruteur Jos Rankin débarquait en hydravion pour mobiliser les travailleurs de

Tout comme le Syndicat des Métallos, ces travailleurs de la mine Bell d'Asbestos soutiennent le camp du « oui » lors du référendum de mai 1980. Les Métallos ont été le premier syndicat québécois à prendre position en faveur de la souveraineté dans les années 1970. À la même époque, le Congrès d'orientation des Métallos canadiens reconnaissait quant à lui le droit du Québec à l'autodétermination. Notons la présence du président de la section locale, André Filion, qui porte la chemise noire à gauche.

Schefferville – puisque la compagnie lui interdisait l'accès au train –, les Métallos ont toujours consacré des efforts importants au recrutement de nouveaux membres. C'est ce qui a permis à notre organisation de grandir pendant que d'autres stagnaient ou disparaissaient au fil des mutations de l'économie.

Sous la direction de Clément Godbout au début des années 1980, alors que les secteurs des mines, de la sidérurgie et de la fabrication périllicitaient, nous avons donc élaboré des stratégies pour sauver nos emplois et diversifier nos activités. Travailleurs de la restauration et de l'hôtellerie, agents de sécurité, chauffeurs de taxi, entre autres, sont venus se joindre aux Métallos de la première heure qui composaient alors la majorité des membres de notre syndicat. Ils savaient qu'avec les Métallos leurs intérêts seraient défendus avec rigueur et passion. Ils y ont été accueillis comme des frères et des sœurs.

Lawrence McBrearty, Arnold Dugas et Michel Arsenault ont succédé à Clément Godbout, chacun faisant progresser notre syndicat à sa manière.

Il fut un temps où un premier ministre n'hésitait pas à prendre une bonne bière avec des syndicalistes.

En 1981, René Lévesque – qui cherche son briquet – et Lawrence McBrearty, alors coordonnateur pour la Côte-Nord, discutent dans une brasserie de Sept-Îles, sous le regard de Raymonde Bolduc, présidente de la section locale 7401 (minière Québec Cartier). À ses côtés, on reconnaît le permanent syndical Clément Lemieux.





Sous la direction de Daniel Roy, nous sommes aujourd'hui au-delà de 60 000 métallos dans le District 5. Nous provenons d'une centaine de sections locales et de plus de 650 milieux de travail répartis sur le territoire du Québec. La structure de notre organisation a progressivement changé. Les sections locales composées ont pris de l'ampleur et une majorité des métallos s'y trouvent aujourd'hui.

Nous œuvrons toujours à la défense de nos membres, certes, mais aussi pour une société plus juste et plus égalitaire pour tous. On ne compte jamais les heures ni les ressources pour donner un coup de pouce à nos concitoyens, que ce soit en soutien pour des groupes communautaires ou afin de venir en aide à des communautés dévastées par des catastrophes, comme au moment du déluge du Saguenay en 1996, pendant de la crise du verglas en 1998 ou, plus récemment, lors de la tragédie à Lac-Mégantic.

Grâce aux alliances que nous avons forgées avec des travailleurs de partout dans le monde, nous avons réussi à faire entendre notre voix par-delà les frontières, sur la planète tout entière.

Notre histoire des 35 dernières années est faite de luttes et de victoires, mais aussi de défaites parfois difficiles. Rien ne nous a été octroyé sans que nous ne luttions pour l'obtenir. Nous sommes riches de ce passé édifiant.

Murdochville, Alma, Sorel, Contrecoeur, Québec, Fermont, Gagnon, Schefferville, Sept-Îles, Port-Cartier, Havre-Saint-Pierre, Chicoutimi, Lachine, Rouyn-Noranda, Matagami, Thetford Mines, Saint-Georges-de-Beauce, Lambton, Saint-Jean-sur-Richelieu, Bécancour, Trois-Rivières, Marieville, Sainte-Thérèse, Varennes, Joliette, Montréal, Salaberry-de-Valleyfield, Drummondville, Waterville, Sherbrooke, Charlevoix, Orford, Mont-Joli, Matane, Chibougamau, Chapais et les Îles-de-la-Madeleine sont autant de noms que nous pourrions graver sur un monument en hommage à nos combats passés et à venir. Le bleu métallos s'affiche fièrement jusqu'au Nunavik dans le Grand-Nord québécois et partout où vivent nos membres aux quatre coins du Québec.

Vigile devant l'Assemblée nationale pour commémorer les victimes d'accidents du travail. En 2013, 184 personnes sont décédées au travail au Québec. Qu'on se le dise : les métallos exercent souvent des métiers dangereux. La prévention, l'organisation du travail, l'utilisation de matériel approprié et le recours à des procédures adéquates peuvent faire la différence entre la vie et la mort. Malgré les efforts majeurs déployés par les sections locales, on déplore le décès de près de deux confrères par année au cours de la dernière décennie.

Dans le triomphe comme dans l'échec, jamais nous n'oublions qui nous sommes ni pourquoi nous défendons nos droits, ceux de nos familles et notre dignité.

Nous sommes des gens fiers, travaillants, résilients, pragmatiques et combattifs.

Nous savons nous adapter pour progresser.

Nous savons que d'immenses défis nous attendent et nous sommes prêts à les relever.

Dans l'histoire des Métallos de 1936 à 1981, notre premier directeur, Jean Gérin-Lajoie, a écrit ceci :

[Les Métallos ont] voulu faire leur histoire plutôt que de la subir. D'où ma confiance dans leur avenir, et ma conviction de l'importance de ce syndicat pour tous les travailleurs et pour la société québécoise⁴.

Ce livre constitue la suite de son ouvrage. Sans prétendre fournir une chronique complète et exhaustive, il se veut néanmoins un survol des faits saillants qui ont marqué les dernières décennies.

C'est notre histoire, celle que nous avons façonnée à notre manière, comme le concluait si bien Jean Gérin-Lajoie.

La voici.



4. GÉRIN-LAJOIE, Jean. *Op. cit.*, p. 243.

Jean Gérin-Lajoie

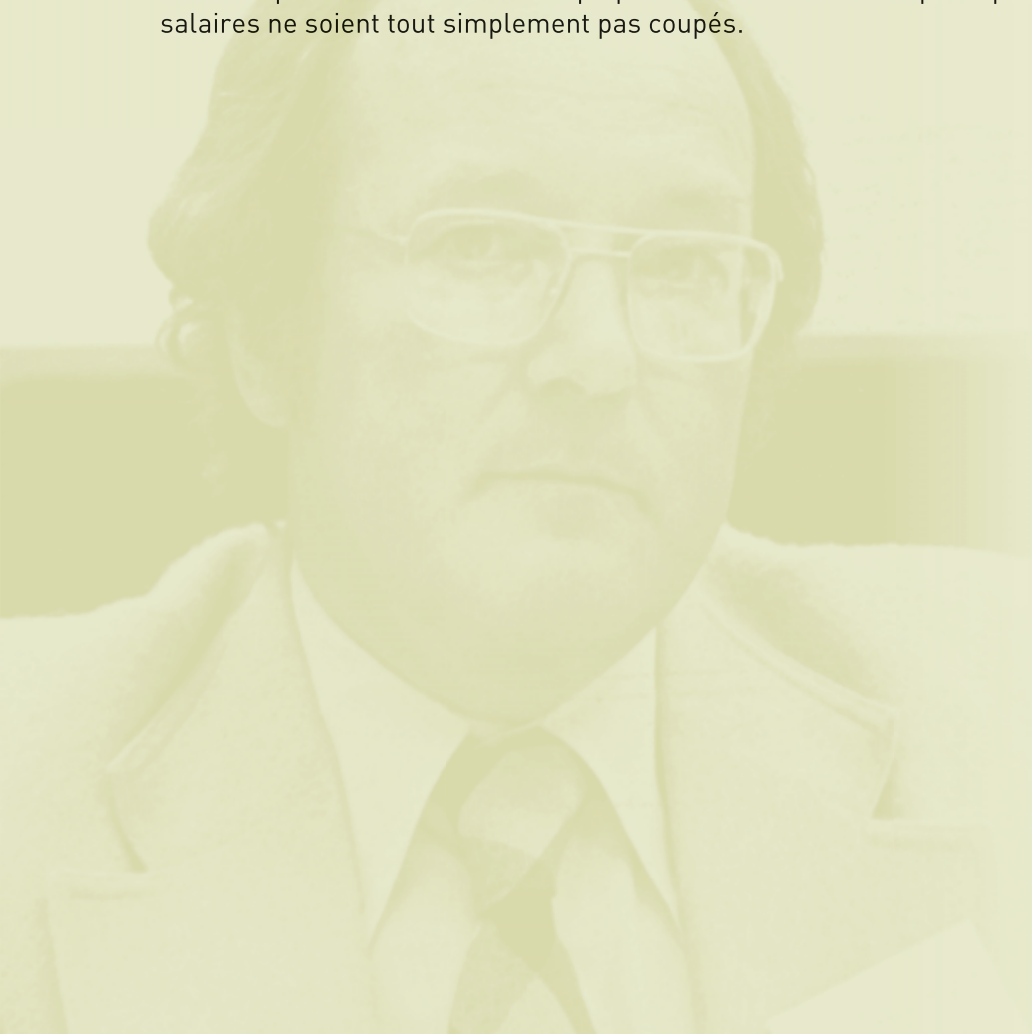
De 1965 à 1981

Premier directeur élu des Métallos québécois, Jean Gérin-Lajoie se qualifie aujourd'hui d'observateur intéressé, mais lointain. Celui qui a écrit notre histoire de 1936 à 1981 a un message pour nous.

Je pense que les Métallos, en raison de leur importance dans le secteur privé, constituent un bon contrepoids dans la société. La preuve est l'intervention de Daniel Roy à propos des cimenteries, par rapport aux projets du gouvernement du Québec. En témoignent aussi les prises de position au sujet du développement minier en particulier ou du développement économique en général. Je pense aussi à la position du Syndicat sur la transformation du minerai dans le développement du Nord.

Le Syndicat des Métallos n'a jamais laissé l'idéologie étouffer sa vocation première, soit de défendre les travailleuses et les travailleurs sans supprimer les employeurs. Je crois que c'est une des choses qui caractérisent les syndicats du secteur privé en Amérique du Nord en général.

Le syndicalisme nord-américain n'oublie pas ses origines. J'ai été frappé de ça quand j'ai écrit l'histoire des Métallos, en retournant en 1936, au cœur de la Grande Dépression. On n'oublie pas l'humilité de nos origines quand celles-ci prennent source à une époque où il fallait se battre pour que les salaires ne soient tout simplement pas coupés.



Chapitre 1

Chapitre 1

Lorsque Clément Godbout devient directeur des Métallos le 1^{er} septembre 1981, le monde est à l'aube de sa plus importante crise économique depuis les années 1930.

Les taux hypothécaires atteignent 22 %, celui du chômage est au-delà de 10 % et le taux d'inflation monte à 12,4 % au Canada. En trois ans, le Syndicat des Métallos est amputé de près du tiers de ses membres en raison de la crise qui frappe le secteur de la sidérurgie. L'économie du Québec est durement touchée, enregistrant 44 % des faillites à travers le Canada en 1981.

C'est dans ce contexte pour le moins difficile qu'on entreprend de rendre la structure du syndicat plus légère en réorganisant la région du Sud du Québec en deux entités : celle de Montréal et celle du Sud du Québec, respectivement sous la coordination de Fernand Paquette et de Pierre Foucault. À l'époque, Lawrence McBrearty est coordonnateur pour la Côte-Nord, la péninsule gaspésienne, les Îles-de-la-Madeleine et le Labrador tandis que la région du Nord-Ouest du Québec est sous la responsabilité d'Antonio Bruno. En tout, 30 permanents et une quinzaine d'employés de soutien veillent aux intérêts des membres métallos.

En 1981, près de 20 % des 45 000 métallos ont suivi une formation et 188 d'entre eux ont donné des cours à d'autres membres grâce à l'apport du responsable de l'éducation Michel Blondin en poste depuis 1975. Malgré ces éloquents résultats, les Métallos savent qu'il faut en faire plus à ce chapitre.

Le recrutement de nouveaux membres est également difficile. Nos lois ne sont pas toujours efficaces. La lenteur des gouvernements à agir, jumelée aux craintes des travailleurs, créent des obstacles à surmonter. « Il nous faut forcer nos représentants



« Dignité et sécurité de l'emploi et des conditions de vie. » Tel était le thème d'une manifestation organisée le 21 novembre 1981 pour protester contre les hausses fulgurantes des taux d'intérêt. Il faut dire qu'en septembre 1981 les taux hypothécaires frôlaient 22 %, le taux de chômage dépassait les 10 % et le taux d'inflation était de 12,4 %.



Michel Blondin, responsable à l'éducation de notre syndicat de 1974 à 1987, a mis en place le système d'éducation par les pairs qui fait la fierté des Métallos. Il a ensuite été adjoint au directeur avant de se joindre au Fonds de solidarité FTQ en 1991. Des centaines, voire des milliers de militants ont bénéficié de ses qualités de pédagogue et de communicateur.



Les conjointes des travailleurs de la Stelco à Contrecœur manifestent en soutien à leurs revendications durant la grève de 1981. Elles rappellent que lorsqu'un travailleur est en conflit de travail, c'est toute sa famille qui est touchée. Les membres luttèrent alors contre des horaires de 12 heures, qui les amenaient à alterner des quarts de travail de jour et de nuit, selon un rythme difficile pour la santé et la vie de famille. Fait à noter : les métallos ontariens de la Stelco, membres de la section locale 1005, ont prolongé leur propre grève pour soutenir leurs confrères de Contrecœur.

gouvernementaux, qui semblent souffrir d'une grande perte d'intégrité physique au niveau de l'ouïe lorsqu'on leur parle de syndicalisation, à bouger⁵ », fait remarquer Clément Godbout dans son premier rapport, présenté lors de la 17^e assemblée annuelle à Montréal les 12 et 13 novembre 1981.

Ce n'est pas tout : on déplore également les conflits qui affectent le mouvement syndical, notamment le maraudage. C'est d'ailleurs durant cette période que Michel Blondin implante un programme de formation à l'intention des recruteurs.

Les Métallos sont aux premiers rangs des revendications pour que les lois du travail soient améliorées en vue de faciliter la syndicalisation, notamment celle des travailleurs autonomes.

C'est donc sous le signe de la continuité dans les valeurs et du changement dans certaines approches que l'équipe Clément Godbout amorce son premier mandat à la direction du District 5, alors que les conditions économiques s'annoncent particulièrement turbulentes. Les Métallos sont appelés à se retrousser les manches : les défis sont de taille.

Face à la crise : agir

En 1982, 20 000 métallos du Québec sont victimes de mises à pied, comme 90 000 de nos confrères canadiens et 520 000 autres partout en Amérique. Les secteurs traditionnels des Métallos périssent. Les mines d'Abitibi et de la Côte-Nord ferment ou survivent avec difficulté. Les emplois fondent à vue d'œil dans la sidérurgie. Des pans complets de l'industrie manufacturière s'effondrent. Ainsi, la plupart des usines de la rue Dickson, à Montréal, ferment entre 1981 et 1984. Plusieurs usines de l'ouest de la métropole mettent aussi la clé dans la porte.

5. Rapport annuel de Clément Godbout, directeur, 1981, p. 12.



En octobre 1982, Clément Godbout, Fernand Daoust, Marcel Edoïn, Tino Denanney, Gérard Docquier et des travailleurs de Sidbec (usine de Longueuil) manifestent devant le bureau du député de Taillon et premier ministre du Québec, René Lévesque, à une époque où l'industrie de la sidérurgie traverse une crise terrible. Au terme du conflit, les Métallos empêcheront la fermeture des laminoirs à plat.

Il faut trouver une riposte à cette véritable saignée. Elle viendra d'un changement profond de stratégie : recruter des travailleurs qui gagnent leur vie dans des secteurs d'activité autres que la métallurgie et les mines. Au Québec, 1,5 million d'entre eux ne bénéficient pas de la protection d'un syndicat comme le nôtre. De ce nombre, 70 % sont des femmes qui travaillent souvent à temps partiel.

Ces travailleurs et travailleuses sont isolés, mal informés, sans protection, soumis aux caprices de l'employeur et mal payés. Ils ont à faire face à des employeurs puissants et ils ont un urgent besoin de nous [...]. Syndiquer les non-syndiqués, ce sera difficile et coûteux, mais si ce n'est pas là notre mission première, toute la notion fondamentale de solidarité est remise en cause et l'avenir de tout le mouvement syndical est en danger⁶.



Durant les années 1980, le syndicat de la compagnie minière Québec Cartier (section locale 7401) a pu compter sur l'énergie de sa présidente Raymonde Bolduc. Compositrice à ses heures, on lui doit la *Chanson des Métallos*.

Clément Godbout est convaincu que les Métallos sont les mieux aptes à entreprendre cette tâche colossale. Même s'il prévoit des luttes difficiles, il explique que c'est un devoir pour les Métallos d'entreprendre cette diversification afin d'améliorer le sort des travailleurs laissés à eux-mêmes. L'implication de tous les métallos est sollicitée, non seulement pour le recrutement, mais aussi pour la mise sur pied de comités de chômeurs. « Nous n'avons pas le droit, en tant que syndicat, de ne pas nous occuper de nos compagnons et compagnes de travail qui sont en mises à pied. [...] Nos membres ne doivent pas être seuls et isolés [en cette période de crise]⁷ », explique-t-il.

Plus que jamais, les Métallos militent pour la création d'emplois et la diversification économique. C'est dans cette optique qu'est organisée une grande marche pour l'emploi dans les rues de Sept-Îles le 23 octobre 1982.



Comme tous les directeurs des Métallos, Clément Godbout explique sans relâche la pertinence des gestes faits par le Syndicat pour défendre leurs droits.

6. Rapport annuel de Clément Godbout, directeur, 1982, p. 22.

7. *Traits d'union*, no 1, mars 1983.



Clément Godbout

De 1981 à 1991

Mes plus grands défis comme directeur

Ce dont je suis le plus fier comme directeur des Métallos, c'est d'avoir été capable de maintenir la vitesse de croisière d'un syndicat comme le nôtre, un syndicat qui a été un des fers de lance de stratégies et d'orientations de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ).

Je suis content d'avoir maintenu le cap dans un climat parfois difficile, au début des années 1980, quand j'ai succédé à Jean Gérin-Lajoie. Je suis arrivé en plein au moment où frappait une crise sans précédent en Amérique du Nord. Les grandes sidérurgies américaines étaient en chute libre. L'effet a été dévastateur pour les mines de fer de la Côte-Nord, pour la sidérurgie québécoise et pour notre secteur manufacturier.

Les Métallos des États-Unis ont eu toute une bataille à livrer. Ils ont perdu beaucoup de membres. Nécessairement, nous en avons subi les contrecoups. Quand j'ai été élu comme directeur, on avait perdu beaucoup de membres. Avec Louis Laberge, Fernand Daoust, mon adjoint et les coordonnateurs régionaux, nous avons consulté beaucoup de gens afin de trouver la meilleure stratégie de recrutement dans des métiers non traditionnels, notamment dans les secteurs de l'hôtellerie et des agents de sécurité. Au départ, nous n'étions pas unanimes au sujet du choix d'aller dans cette direction.

On aurait pu faire des erreurs, mais, finalement, ça a fonctionné. Il y a de quoi être fier. Je me suis rendu compte avec l'expérience que le mouvement syndical a toujours eu raison de regarder dans les secteurs où les travailleurs sont les plus mal pris. Ça a donné un deuxième souffle aux Métallos.

Un syndicat qui s'adapte

De nouveaux membres arrivaient avec des problèmes que nous ne connaissions pas toujours bien. Je crois sincèrement que, comme organisation, ça nous a amenés plus loin dans notre appréciation du monde du travail. Je n'avais jamais pensé, par exemple, qu'une personne qui porte un plateau dans un restaurant développait des maux de dos. Nous ne savions pas quelles étaient toutes les fonctions d'un agent ou d'une agente de sécurité. Nous avons dû trouver ensemble des solutions durables à ces nouvelles problématiques.

C'est aussi durant ces années que l'arrivée d'un plus grand nombre de femmes dans des secteurs occupés traditionnellement par des hommes a mené à des changements bénéfiques pour la solidarité et l'action syndicale. Chez les Métallos comme dans d'autres syndicats de la FTQ, les femmes ont pris leur place dans la structure syndicale.

On parle souvent, dans le mouvement syndical, de la dignité du travail et de la dignité des travailleuses et des travailleurs. Cette dignité doit s'appliquer à tous, peu importe leur secteur.

À la FTQ

L'autre moment fort de mon passage comme directeur a été l'avènement du Fonds de solidarité FTQ. Louis Laberge, Fernand Daoust et Jean-Guy

Frenette, entre autres, ont joué un rôle très important dans sa mise sur pied. Ça a été important dans ma vie, parce que ça nous démontre qu'on est vraiment une société unique. Nulle part ailleurs dans le monde le mouvement syndical n'a fait cela. Ce succès s'explique en partie par la volonté des travailleurs et par l'appui du gouvernement social-démocrate de René Lévesque.

Mon départ des Métallos pour aller à la FTQ en 1991 a été déchirant. J'aurais pu me présenter pour un quatrième mandat, mais finalement j'ai été convaincu par Louis Laberge de faire le saut. J'ai trouvé difficile de quitter les Métallos, dont je faisais partie depuis l'âge de 19 ans. Je n'avais vraiment pas très bien connu d'autres syndicats. J'avais l'impression de quitter ma famille.

Je veux remercier sincèrement tous ceux et celles qui m'ont toujours apporté leur aide durant toutes ces années. Ce sont eux qui ont travaillé sans relâche et avec dévouement. Je souhaite rappeler la collaboration extraordinaire des adjoints, des coordonnateurs régionaux qui se sont succédé ainsi que le rôle essentiel de mon assistante et du personnel de soutien. J'aimerais également souligner la collaboration des permanents, des dirigeants de sections locales, des militants. C'est grâce à eux et au soutien de nos membres que nous avons pu relever les défis qui se présentaient.

L'avenir des Métallos et du mouvement syndical

À mon avis, que l'on soit en 2014, en 2020 ou en 1980, sans solidarité, il n'y a rien... Je n'ai jamais vu un spécialiste me donner une autre option que la solidarité. Dans les nouveaux secteurs qui ne se syndiquent pas actuellement, c'est une question de temps. Il est normal que le mouvement change ses approches et prenne des orientations nouvelles.

Comme société francophone dans une mer anglophone, nous avons intérêt à être tissés serré, surtout dans le contexte actuel. Lorsqu'on appartient à un syndicat, c'est pour l'avenir de nos enfants et pour la dignité. Peu importe les époques, ce fait demeure. L'économie s'étant globalisée, nos jobs s'en voient fragilisées, ce qui n'était pas le cas à mon époque. C'est pour cela qu'on a besoin de solidarité.

Celui ou celle qui signe sa carte de membre dans un syndicat comme celui des Métallos connaîtra des moments faciles et d'autres difficiles. Des responsabilités sont liées à l'appartenance au mouvement syndical. Il y a des combats à mener. Il y aura aussi possiblement des déceptions, voire des échecs, mais en fin de compte, la solidarité et l'union des travailleuses et des travailleurs améliorent la société en général.

J'y crois plus que jamais.

L'équipe de permanents, sous la direction de Clément Godbout, en 1989





Manifestation des grévistes de l'affinerie Noranda CCR (aujourd'hui Glencore) à Montréal-Est en 1981

Pour la première fois, des commerces et des institutions ferment leurs portes pour permettre à un plus grand nombre de manifestants de participer à ce cri du cœur contre les licenciements massifs et les fermetures. Le président de la FTQ, Louis Laberge, marche à nos côtés et nous parle de son projet du Fonds de solidarité FTQ, qui doit voir le jour l'année suivante.

S'informer et recruter

Les travailleurs de Sept-Îles manifestent au centre-ville pour réclamer des emplois en 1982.



Responsable de l'information des Métallos depuis le milieu des années 1970, Jean-Marc Carle est très actif pour améliorer les communications au sein de notre organisation. Dans les années 1980, plusieurs journaux naissent dans les sections locales. Au *Métallo*, publié depuis 1965, s'ajoute le bulletin de liaison *Traits d'union* en 1983. Tiré à 5000 exemplaires, son objectif est de faire le lien entre les militants de notre syndicat.

Malgré la morosité économique, on y annonce que les 125 travailleurs des usines Meubles Shermag à Lennoxville et à Scottstown joignent nos rangs, de même que des travailleurs d'Air Liquide et de Polychem Products, entre autres.

Un mois plus tard, 1300 nouveaux membres provenant du secteur des agents de sécurité se joignent aux Métallos. Ils font partie de l'Union des agents de sécurité du Québec, qui compte alors 7000 syndiqués et qui



Dans les années 1980, Jean-Marc Carle explique l'importance de la communication et de l'information chez les Métallos.



Le premier Canadien élu à la présidence du Syndicat international, Lynn Williams

avait conclu un contrat de service avec les Métallos en 1981. Ils deviennent progressivement membres à part entière de la section locale 8922.

À la fin de 1983, la crise commence à se résorber. Clément Godbout amorce un second mandat à la tête du District 5. Le président international des Métallos, Lloyd McBride, meurt subitement. Il est remplacé par le premier Canadien à occuper ce poste, Lynn Williams. Auparavant secrétaire international, Lynn Williams avait également été directeur du District 6 (Ontario) des Métallos. Il a présidé aux destinées du Syndicat pendant 11 ans et est décédé le 5 mai 2014.

Le 28 mai 1983, plus de 15 000 personnes participent à une grande manifestation pour protester contre le taux de chômage élevé qui accable les Québécois depuis le début de la crise économique de 1981. Cet homme propose sa solution au problème.





Un grand leader du mouvement syndical québécois, Louis Laberge, président de la FTQ à cette époque, s'adresse aux Métallos en 1984.

Fonds de solidarité FTQ

Le Fonds de solidarité de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ) est créé le 3 mars 1983. Le Congrès de la FTQ entérinera l'initiative dans une assemblée mouvementée en décembre 1983. Le président de la FTQ, Louis Laberge, à l'origine du projet avec son fidèle conseiller Jean-Guy Frenette, invitera même les journalistes à se joindre à lui à l'avant pour compter les votes pour et contre, les délégués étant invités à se lever pour voter. Le vote favorable sonne un ralliement clair autour du projet, qui deviendra une réussite du mouvement syndical québécois. Le premier investissement du Fonds est réalisé en décembre 1984. Il s'agit d'une prise de participation d'une valeur de 500 000 \$ dans la Scierie des Outardes, à Baie-Comeau, qui regroupe 700 travailleurs syndiqués avec la FTQ. Aujourd'hui, plus de 2500 entreprises bénéficient de l'intervention du Fonds au Québec grâce à plus de 600 000 actionnaires. Les Métallos ont participé dès la première heure au développement de cet outil économique majeur dans le développement du Québec en encourageant, dans chaque section locale, la mise en place de campagnes d'adhésion via des déductions hebdomadaires automatiques. Un important réseau de responsables locaux s'étend dans les milieux de travail. On compte aujourd'hui 200 travailleurs métallos qui sollicitent d'autres travailleurs métallos afin de les inviter à cotiser au Fonds et, surtout, de les sensibiliser à l'importance de mettre de l'argent de côté pour leur retraite.

Ces travailleurs du Groupe Continental gardent le moral malgré la grève qu'ils ont vécue en 1983.





Vers une sortie de la crise

Pour le Syndicat des Métallos, la principale source de fierté au terme de ces années de turbulence est d'avoir surmonté plusieurs obstacles avec énergie et détermination, comme le fait remarquer le directeur lors de la 20^e assemblée annuelle à Jonquière.

Nous nous sommes tous lancés vigoureusement dans le recrutement de nouveaux métallos. Depuis deux ans environ, nous avons déposé à date 150 requêtes en accréditation et nous avons été capables de syndiquer environ 8500 nouveaux métallos. [...] Grâce à l'effort des permanents et d'officiers de syndicats locaux, nous avons tenu, de façon habile, la pointe du canot dans les eaux tumultueuses de ces rapides qui n'en finissaient plus⁸.

Parmi ceux qui bénéficient désormais de la protection des Métallos, les travailleurs des restaurants Marie-Antoinette sont liés par un contrat de service dans 15 établissements partout au Québec. Des formations leur sont

Les 22 métallos de l'usine Polychem à Saint-Jean-sur-Richelieu ont déclenché la grève en septembre 1983 pour améliorer leurs conditions salariales dans le cadre de la négociation de leur première convention collective. Après un mois de débrayage, ils ont conclu un accord avec leur employeur pour un contrat de travail d'une durée d'un an dans lequel ils obtenaient un ajustement de 50 cents l'heure en plus d'une augmentation de 1\$ l'heure.



En conflit depuis le 12 avril 1984, les 80 employés de production en grève et les 19 employés de bureau en lock-out de l'usine Federal Pioneer de Granby.

8. Rapport annuel de Clément Godbout, directeur, 1984, p. 5.



La 21^e assemblée annuelle des Métallos du Québec s'est tenue sur le thème « Développer nos solidarités », en octobre 1985. À la veille du retour au pouvoir des libéraux de Robert Bourassa, Clément Godbout faisait la constatation suivante : « Tous les moyens sont bons pour amener tout le Québec, prétendant que les syndicats sont trop forts, qu'ils sont une entrave sérieuse à l'efficacité et à la compétitivité des entreprises [...]. Si on nous attaque avec autant d'énergie, c'est que l'efficacité de notre action pour la promotion et le respect de ceux et celles que nous représentons n'est certes pas négligeable. » On reconnaît sur la scène, de gauche à droite, les coordonnateurs Pierre Foucault, Marcel Bureau, Fernand Paquette, Antonio Bruno, Lawrence McBrearty, Michel Arsenault, Monique Morneau (secrétaire de direction), le directeur Clément Godbout et son adjoint Gaston Beaulieu, ainsi que des membres de comités.

offertes tout au long de l'année 1984, tant et si bien qu'avant la fin de l'année 1000 d'entre eux, répartis dans 16 restaurants, obtiennent leur accréditation avec les Métallos. À l'issue d'une négociation musclée, ils obtiennent des augmentations de salaire de 13 à 20 % échelonnées sur trois ans.

C'est une percée majeure qui fera boule de neige dans ce secteur de l'économie auparavant laissé à lui-même, notamment chez les 125 travailleurs des 14 restaurants « Petit Colonel » qui, eux aussi, obtiennent lors de la négociation de leur première convention collective des conditions de travail de loin supérieures à celles qu'ils avaient avant de se syndiquer avec nous. Dans le secteur de l'hôtellerie, des premières conventions sont négociées dans plusieurs établissements, dont le Concorde à Québec.



Une image vaut mille mots : « dignité et sécurité » apparaissent sur la banderole derrière ce travailleur de la Sidbec, qui porte son bébé dans un sac ventral. C'est en 1985.

Comme le fait remarquer Clément Godbout, ces nouvelles adhésions, même si elles constituent de bonnes nouvelles, représentent un défi de taille en matière d'intégration.

L'arrivée de ces nouveaux métallos, dont une bonne partie sont des femmes, nous oblige à réfléchir sur des objectifs et des défis nouveaux, et nous force à découvrir et connaître les aspects d'emplois nouveaux pour lesquels nous n'avons pas été habitués jusqu'à maintenant. L'expertise et l'expérience de ces nouveaux métallos apporteront un éclairage nouveau qui influencera notre action syndicale et le résultat en sera que notre syndicat sera encore mieux équipé et plus fort⁹.

Rester vigilants

En dépit de ces percées importantes, tout n'est pas rose. Les 3000 métallos de la chaîne Sidbec-Dosco entreprennent des négociations difficiles avec le gouvernement en octobre 1984. Ils signent leur convention collective le 15 avril 1985.

Dans plusieurs usines, des conflits sont nécessaires pour faire valoir nos droits. Il faut dire qu'à la grandeur du Québec le patronat tente de surfer sur la crise économique afin d'enlever aux travailleurs des droits acquis de longue date.

Négociations, grèves, lockout et règlements se succèdent, que ce soit chez Montco à Anjou, chez Tioxyde à Tracy, à la mine Bell de Thetford Mines ou à Feux d'artifice Hands de Papineauville. De manière générale, ces conflits se terminent à notre avantage.

Il est clair dans plusieurs cas que, même s'ils essaient de nous bernier, les employeurs ne jouent pas avec le feu dans le contexte d'une économie qui se remet en route.



Ancien président de la section locale 5567 de la mine IOC, à Schefferville, Gilles Audette a été permanent, puis responsable du recrutement des agents de sécurité au début des années 1980 et ensuite coordonnateur pour la région de Montréal.

Sidbec-Dosco

Fondée par le gouvernement de Jean Lesage en 1964, Sidérurgie du Québec (Sidbec) avait pour objectif de créer des emplois au Québec en concurrençant l'Ontario dans la production de l'acier et en transformant localement le minerai de fer de la Côte-Nord, à



l'époque exporté en totalité aux États-Unis. Les Métallos obtiennent l'accréditation syndicale en mai 1965. La création de Sidbec était en droite ligne avec le slogan de la Révolution tranquille, « Maîtres chez nous ». En 1968, Sidbec a acheté l'aciérie Dosco, à Contrecoeur. Puis, en août 1994, Sidbec-Dosco est devenue Ispat-Sidbec. La privatisation, sous le gouvernement libéral de Robert Bourassa et de son ministre de l'Industrie et du Commerce Gérald Tremblay, survenait après des années de rumeurs. La société est aujourd'hui détenue par ArcelorMittal.

Manifestation en décembre 1986 contre la privatisation de Sidbec. Les travailleurs et le Syndicat des Métallos ont été au cœur de la mise en valeur de la sidérurgie québécoise.

9. Ibid., p. 6.



Membre depuis 1971, Gaétan Paré est un militant qui a marqué notre syndicat. Il a été le président fondateur de la première section locale composée, la SL 7625. M. Paré a contribué à la naissance du Comité des avantages sociaux Métallos (CASOM). Il est décédé d'un cancer en juillet 2012. Un prix est décerné chaque année en son nom par le CASOM.

Le conflit de travail le plus révélateur de cet esprit est certainement celui vécu en février 1985 par les 63 métallos de la Métallurgie générale de Longueuil. Après à peine trois heures de débrayage, ils ont gagné des augmentations salariales de 4,5 % et de 5 % dans le cadre d'un contrat de travail de deux ans. « Il faut dire que la compagnie avait tenté de négocier une convention collective avec un gel de salaires, comme pour suivre une directive du Conseil du patronat. Mais ça ne pogne plus¹⁰ », observe-t-on dans l'édition de mars du bulletin *Traits d'union*.

L'année 1985 se termine par des élections provinciales. Les Métallos soutiennent la réélection d'un gouvernement du Parti québécois, car, même si depuis 1976 tout n'a pas été parfait, le bilan du PQ en ce qui a trait aux droits des travailleurs est impressionnant. Les dispositions anti-briseurs de grève, la formule Rand, la Loi sur la santé et la sécurité du travail sont, entre autres, des progrès fondamentaux qui ont amélioré les conditions de travail des métallos et de l'ensemble de la population québécoise. Celle-ci, toutefois, décide en grande majorité de faire confiance aux libéraux. Robert Bourassa fait un retour à l'Assemblée nationale le 2 décembre 1985. Un an plus tôt, le gouvernement progressiste-conservateur de Brian Mulroney a pris le pouvoir à Ottawa. Les deux politiciens ne cachent pas leurs sympathies pour le patronat. Ils sont fortement majoritaires dans leurs parlements respectifs. Il faudra demeurer vigilants.

Un demi-siècle

Les Métallos commencent 1986 dans cette ambiance qui semble peu favorable aux droits des travailleurs. S'amorce alors l'époque de la finance triomphante, où l'on vénère les nouveaux riches détenteurs d'actions qui en veulent toujours plus et qui font leurs gains sur le dos des travailleurs.

L'assemblée qui souligne les 50 ans de présence du Syndicat au Québec constitue une occasion de rappeler nos valeurs fondamentales :



Le vice-président du Congrès du travail du Canada, Richard Mercier, et Clément Godbout applaudissent Gérard Docquier lors de l'assemblée annuelle de 1985.

10. *Traits d'union*, no 19, mars 1985, p. 2.



Assemblée annuelle en 1986. On voit à l'avant-plan Jean Lapointe, permanent de la région de Québec, qui a par la suite été responsable de la solidarité internationale et de l'action politique chez les Métallos.

À travers la riche expérience qu'il a vécue, notre syndicat, les Métallos, s'est toujours accroché avec vigueur et ardeur aux intérêts de tous sans exception. Qu'ils soient membres ou non n'a pas d'importance. De toujours nous avons voulu donner un projet de société visant l'avancement généreux et noble de celle-ci. C'est avec passion et sincérité que nous l'avons fait¹¹.

Pendant que le gouvernement progressiste-conservateur privatise à outrance les sociétés d'État à Ottawa (Air Canada, le CN, etc.), le gouvernement Bourassa, à Québec, s'engage dans la déréglementation. L'objectif est clair : privatiser les profits, mais faire assumer les risques par les travailleurs ou les gouvernements.

On constate alors que les plus grands défenseurs des privatisations sont ceux-là même qui se sont enrichis grâce à l'État pendant et après la Révolution tranquille. Dans une économie comme la nôtre, qui s'est grandement bâtie et développée grâce à l'apport conjugué des travailleurs et de l'État, ces attaques sont durement ressenties.

Cela n'empêche pas notre syndicat de poursuivre sa progression. À la fin de 1986, nous sommes près de 50 000 membres grâce aux 177 requêtes en accréditation touchant 11 519 salariés que nous avons déposées entre le 31 août 1984 et le 1^{er} septembre 1986.

Parmi ces membres se trouvent les 200 travailleurs d'American Can, dans l'Est de Montréal, qui se joignent à nous et obtiennent une bien meilleure convention collective (salaires, ancienneté maintenue lors de transferts et repas payés par l'employeur), tout comme leurs collègues de l'usine de Baie-d'Urfé. Dans cette foulée, en plein milieu d'une grève de deux semaines en 1988, les 300 travailleurs du fabricant de matériel de transport Manac, en Beauce, se joignent à nous à leur tour, ouvrant la voie à la syndicalisation d'autres entreprises manufacturière de la région. L'union internationale des rembourreurs et les Métallos fusionnent aussi en 1986. Quelque 600 travailleurs joignent ainsi nos rangs.



Manifestation des travailleurs de Sidbec contre la privatisation de l'entreprise en décembre 1986. « La privatisation de Sidbec, ni en tout ni en partie, ce n'est même pas sur notre table à dessin », a affirmé le ministre Daniel Johnson juste avant Noël, au grand soulagement de 3500 travailleurs de Contrecœur, de Montréal et de Longueuil.

11. Rapport annuel de Clément Godbout, directeur, novembre 1986, p. 6.

Le 7 mai 1986, ces trois travailleuses de l'agence de sécurité Burns, responsable de la sécurité aux aéroports de Dorval et de Mirabel, se réjouissent de leur victoire à l'issue d'une grève. Elles revendiquaient, entre autres, la parité salariale avec leurs confrères du Québec. Leur salaire horaire était de 4\$ l'heure. Le Syndicat a obtenu gain de cause sur toute la ligne, avec un salaire majoré à 6,20\$ l'heure.



D'autres moments sont difficiles. Après des mois de rumeurs, l'entreprise de fabrication d'aspirateurs Electrolux, de Pointe-Claire, ferme ses portes le 6 mars 1987. Ils sont 372 travailleurs à perdre leur emploi après que le gouvernement du Québec ait versé 900 000 \$ en subvention pour améliorer l'usine. Le choc est d'autant plus fort que jamais la compétence des travailleurs ni la productivité n'ont été remises en cause par l'employeur. Une campagne de boycottage est mise en branle.



Émile Boudreau

Pionnier du Syndicat des Métallos et de la FTQ, Émile Boudreau s'est éteint en novembre 2006, à l'âge de 90 ans. Né le 12 décembre 1915 à Petit Rocher au Nouveau-Brunswick, Émile Boudreau a vécu toutes les étapes de notre histoire. Il a été tour à tour trappeur, bûcheron, colon et mineur à Normétal en Abitibi. Dès 1944, il est élu secrétaire de l'Association des employés, qui devient une section locale du Syndicat des Métallos en 1950. L'année suivante, il est nommé représentant des Métallos en Abitibi, puis coordonnateur régional des Métallos pour la Côte-Nord et la Gaspésie. Plus tard il est nommé adjoint au directeur québécois du Syndicat des Métallos et occupe le poste de vice-président du Conseil du travail de Montréal de 1973 à 1977.

« Il est le père du Service de la santé et de la sécurité de la FTQ et un des artisans de la Loi sur la santé et la sécurité du travail au Québec », se souvient Henri Massé, alors qu'il était président de la FTQ. « Émile a été un des militants qui a contribué à faire de notre syndicat une force incontournable pour l'avancement social et politique de la société québécoise. Le Syndicat des Métallos vient de perdre un de ses grands pionniers », commente pour sa part le directeur des Métallos de l'époque, Michel Arsenault, après le décès de M. Boudreau.

En lui rendant hommage à l'occasion de son décès, l'ancien ministre du Travail péquiste Pierre Marois affirme sans détour que la Loi sur la santé et la sécurité du travail adoptée en 1979 ne serait pas ce qu'elle est sans le travail acharné d'Émile Boudreau. Celui-ci a mis la main à la pâte très directement dans l'élaboration de la législation. Plusieurs principes retenus figurent d'ailleurs déjà dans certaines conventions collectives métallos, tels le droit de refuser d'accomplir des tâches dangereuses ou encore l'existence de comités paritaires de santé et sécurité. Ce sont des hommes et des femmes comme lui qui ont jalonné notre histoire. Ils doivent nous inspirer à l'avenir.

Quelques jours plus tard, le 1^{er} avril 1987, les Métallos sont ébranlés par une épouvantable tragédie. Un feu éclate à la mine de Murdochville. La courroie de transmission en caoutchouc d'un convoyeur de minerai s'embrase et l'incendie emprisonne une cinquantaine de mineurs sous terre. Ils sont pris au piège pendant 24 heures dans les plus profondes galeries. Un mineur perd la vie. Plus que jamais, ses confrères prennent conscience de la dangerosité de leur métier. Ironie du sort, au moment de la prochaine négociation, qui se conclura l'année suivante, les métallos de Murdochville ratifieront un contrat historique, qui instituera l'assurance invalidité de longue durée, un mécanisme d'indexation des salaires au coût de la vie et une amélioration substantielle du régime de retraite.

Le libre-échange entre le Canada et les États-Unis

En octobre 1987, les gouvernements canadien et américain concluent une entente de libre-échange. Il est difficile à l'époque de prévoir l'impact de ce traité, car il annonce une petite révolution dans la manière de commercer avec nos voisins du Sud. Il stipule, entre autres, l'élimination des droits de douane et la réduction des barrières non tarifaires, en plus d'inclure les échanges de services. Il s'agit du principal axe de développement économique des progressistes-conservateurs de Brian Mulroney, qui visent à mettre un terme au protectionnisme américain.

L'accord avec Washington est très préoccupant pour nous. [...] Il se peut que le Québec ait moins à perdre que l'Ontario avec ce traité. Toutefois, il est clair qu'il y aura des gagnants et des perdants. [...] Il nous faut bien réaliser aujourd'hui que le statu quo n'est pas la solution, puisque tout change et très rapidement. Qu'on le veuille ou non, une bonne partie de notre économie, depuis une quinzaine d'années, a disparu. Maintenant, nous la vivons, dans bien des cas, dans un contexte d'une économie mondiale¹².

Les métallos du Québec, dont plusieurs membres travaillent dans des compagnies exportatrices, insistent pour entendre les arguments de part et d'autre afin de mieux comprendre les enjeux. C'est dans cette optique que Jacques Parizeau est invité à prononcer une conférence dans le cadre de la 23^e assemblée annuelle des Métallos, en novembre 1987.

Le Syndicat demande que la question du libre-échange soit traitée à l'occasion d'élections, afin qu'un débat national ait lieu. C'est finalement le cas avec les élections fédérales de 1988, dont l'enjeu principal est le libre-échange avec les États-Unis. À cette occasion, péquistes et libéraux provinciaux unissent leurs voix pour louer en chœur les mérites de l'accord, à leur avis très profitable pour le Québec. Par conséquent, la population soutient largement l'initiative du premier ministre du Canada, Brian Mulroney. Celui-ci est réélu par une forte majorité le 21 novembre.

Mulroney se consacrera désormais au deuxième axe de sa politique, soit la réconciliation du Québec avec le reste du Canada, dans le cadre de l'Accord du lac Meech. C'est une autre paire de manches.



De 1969 à 1985, Émile Vallée était au service de la recherche des Métallos au bureau national, d'abord à Toronto jusqu'en 1978 puis au bureau législatif d'Ottawa. Il a aussi travaillé au Congrès du travail du Canada avant d'occuper les fonctions de conseiller politique à la FTQ de 1995 à 2006.

12. Rapport annuel de Clément Godbout, directeur, novembre 1987.



Assemblée annuelle 1988 du Syndicat des Métallos. Luc Lallier et Gérard Grégoire ne cachent pas leur enthousiasme. On note aussi la pipe au bec : autre temps, autres mœurs.

Des enjeux multiples

« Même s'il faisait frette, on a gagné ! » C'est en chantant cette chanson que les quelque 1000 travailleurs des restaurants Marie-Antoinette rentrent au travail après deux semaines de grève en février 1988. À la suite d'une conciliation, ils améliorent leurs conditions de travail, même si par pragmatisme ils acceptent que « les augmentations de salaire restent faibles, car la situation financière de la compagnie demeure fragile¹³ ».

Un bras de fer se joue aussi cette année-là dans les mines d'amiante chrysotile. Les travailleurs de la mine Lac d'Amiante font la grève pendant 13 semaines. Ils obtiennent finalement gain de cause quant à la majeure partie de leurs demandes, notamment sur la sous-traitance, la formation, la santé et la sécurité, et les horaires de travail. Fait à noter, ils font de la réouverture de la mine Bell, qui appartient au même employeur, une condition de leur retour au travail. Un bel exemple de solidarité entre travailleurs.

Une autre convention d'importance est signée en ce début d'année par les 1700 métallos de Continental Can au Canada, dont quelque 600 au Québec, à Saint-Laurent. Outre les augmentations de salaire et les améliorations aux prestations de retraite, cette convention prévoit que les travailleurs peuvent faire le don d'un sou l'heure au Fonds humanitaire des Métallos. Toutefois, la compagnie a camouflé ses difficultés au Syndicat et prendra tout le monde par surprise en fermant quelques mois plus tard.

Notre syndicat s'implique également dans la défense de la langue française au Québec. Compte tenu des attermoissements du gouvernement de Robert Bourassa et de sa volonté de réduire la portée de la loi 101, les Métallos participent à la Grande Marche pour le Québec français, qui regroupe 25 000 personnes le 17 avril 1988 dans les rues de Montréal. Un an plus tard, ce seront près de 60 000 personnes qui marcheront dans la ville pour la même cause.



Herby Bérubé, qui a longtemps été le président de la section locale 5778 à la mine Québec Cartier, à Gagnon, à Firelake et à Fermont, intervient lors de l'assemblée annuelle de 1988.

13. Traits d'union, mars 1988.



Manifestation des travailleurs de Coleco dans le quartier Saint-Henri, à Montréal, le 1^{er} juin 1987 pour protester contre la fermeture de l'usine. On y fabriquait des jouets, notamment les célèbres poupées Bout d'chou. Ce travailleur licencié se pose une question.

Fonds humanitaire

Le Fonds humanitaire des Métallos a été créé en 1985 grâce à la détermination du directeur national Gérard Docquier, qui provient d'une section locale québécoise. C'est le premier organisme syndical de développement international en son genre. Les membres individuels du Syndicat contribuent au Fonds par le biais de clauses permettant de retenir des dons de bienfaisance directement de leurs paies. Cela est établi dans les conventions collectives, qui prévoient également des contributions des employeurs. Le Fonds recueille environ un million de dollars par an « pour appuyer des programmes d'aide, de lutte contre la pauvreté et de perfectionnement de la main-d'œuvre à l'échelle internationale et offrir des secours au Canada, comme des dons à des banques alimentaires et de l'aide en cas de catastrophe naturelle* ». Lors de la crise du verglas en 1998, ces ressources ont été très utiles aux populations sinistrées.

* UNITED STEELWORKERS – MÉTALLOS. Le Fonds humanitaire des Métallos – Un aperçu du Fonds humanitaire, [www.usw.ca/syndicat/humanitaire/propos?id=0002] (6 août 2014).



Gérard Docquier vote à main levée au congrès de la Fédération internationale des organisations de travailleurs de la métallurgie. M. Docquier a été directeur national des Métallos de 1977 jusqu'à sa retraite en 1991. On lui doit la création du Fonds humanitaire des Métallos en 1985. D'origine belge, il a immigré au Québec à l'âge de 20 ans. Il est entré au Syndicat alors qu'il travaillait chez Pirelli Cables, à Saint-Jean-sur-Richelieu (devenue Prysmian, fermée en 2010). Il est devenu permanent syndical au tournant des années 1950. Monsieur Docquier a grandement contribué à jeter les bases du système de formation que l'on connaît aujourd'hui au Syndicat. Il s'est éteint le 3 février 2010.

Manifestation du 12 mars 1989, la Marche pour un Québec français.

Les Métallos ont toujours eu à cœur la langue française. Dans plusieurs milieux de travail, ils ont revendiqué pour que les conventions soient écrites et négociées en français et pour qu'on puisse travailler en français. Cette bataille se poursuit encore en 2014 avec certains employeurs étrangers. Il allait donc de soi que les Métallos marchent avec les Québécois lors des grandes manifestations de l'époque pour la langue française.



La défense de notre identité nous a toujours tenu à cœur et notre langue est encore traitée avec mépris par certains patrons à la fin des années 1980. C'est le cas de celui des Emballages Biltwell, qui a demandé, en vain, que la convention de ses 50 travailleurs soit négociée en anglais. Tout au long de leur histoire, les Métallos ont insisté sur l'utilisation du français comme langue de travail et, par le fait même, comme langue de négociation. Le respect a plusieurs facettes. « Le français au travail, ça s'impose! » est le thème de la manifestation qui se tient le 1^{er} mai 1989 à l'occasion de la Fête internationale des travailleurs et travailleuses.

Un autre enjeu important commence à poindre à cette époque : celui de l'environnement. L'incendie des BPC à Saint-Basile-le-Grand en août 1988 et, de manière plus générale, le trou dans la couche d'ozone et les pluies acides forcent les gouvernements à se concerter. Selon Clément Godbout, le mouvement syndical ne peut rester inactif.

[II] est clair que les travailleurs et les travailleuses veulent une bonne "job", mais ils et elles exigent un Québec propre. La lutte pour notre environnement doit être notre lutte. Nous devons nous battre contre les pollueurs. Je vous demande de mettre tous les efforts nécessaires pour empêcher les industries de salir. [...] Nous devons par la négociation collective inclure dans nos conventions des dispositions qui ont comme objectif le développement d'un environnement sain. Nos revendications à cet égard sont aussi importantes que celles sur la santé et la sécurité au travail¹⁴.

Enfin, sur le front de l'assurance chômage, le gouvernement progressiste-conservateur amorce en 1989 une offensive pour enlever des droits aux travailleurs en prolongeant les délais de carence, en pénalisant les travailleurs qui démissionnent ou sont congédiés, en pigeant dans la caisse. Comme on le voit, les décennies passent, mais les atteintes à nos droits sont constantes.

14. Rapport annuel de Clément Godbout, directeur, novembre 1988.

Manifestation le 7 juin 1988 pour sauver les décrets, dont celui qui régit les conditions de travail dans le domaine de la sécurité privée. Clément Godbout, directeur, Arnold Dugas, coordonnateur, Hélène Bérubé, permanente, et Jean-Pierre Lapointe, permanent. À la suite de cette manifestation, les décrets ont été prolongés par le gouvernement.





Le directeur national, Gérard Docquier s'adresse aux métallos lors de la 24^e assemblée annuelle, à Québec, les 1^{er} et 2 décembre 1988. On voit de gauche à droite Fernand Paquette, Pierre Foucault, Paul Lepage, Clément Godbout et Antonio Bruno. Soulignons qu'à l'époque les provinces atlantiques faisaient partie du District 5 et que Paul Lepage en était le directeur du sous-district.



Lors de l'assemblée annuelle de 1988, sur le thème « L'heure des choix », on peut constater que les enjeux des caisses de retraite et de la syndicalisation sont comme aujourd'hui au cœur des débats. Ce qui a changé, par contre, c'est qu'on ne retrouve plus cigarettes et cendriers sur nos tables!

À l'interne, c'est en 1989 que le Comité des avantages sociaux Métallos (CASOM) voit le jour. Celui-ci permet de mettre en commun différents groupes afin d'obtenir de meilleurs prix en matière d'assurance collective.

Notre syndicat, fidèle à son histoire, s'inscrira dans la prochaine décennie comme un acteur majeur des débats politiques et sociaux qui enflammeront le Québec.

Ces agents de sécurité, dont les uniformes témoignent de la diversité de leurs affectations, participent à l'ouverture officielle du bureau de l'Union des agentes et des agents de sécurité du Québec (section locale 8922) en septembre 1990. En 1983, grâce à leur affiliation avec les Métallos, les 6000 agents de sécurité ont été les premiers en Amérique du Nord à s'accorder la dignité syndicale. Cette section locale compte aujourd'hui 14 000 membres.



Clément Godbout prononce son allocution à notre 25^e assemblée annuelle, en 1989. Devant lui, des travailleurs en conflit de travail peuvent compter sur le soutien des délégués. En plein débat sur l'Accord du lac Meech, Clément Godbout réitère la position des Métallos sur la question nationale : « Le Québec a le droit fondamental de travailler, de s'exprimer en français et d'avancer comme collectivité francophone dans le contexte nord-américain et international. »

L'échec de l'Accord du lac Meech

L'année 1989 se termine sur fond d'impasse dans le dossier de l'Accord du lac Meech. Il semble de moins en moins probable que le Québec signe la Constitution de 1982.

Au moment du rapatriement de la Constitution de Londres à Ottawa, en 1982, le gouvernement du Québec avait décidé de ne pas adhérer au nouveau document constitutionnel. Le gouvernement fédéral, dirigé depuis 1984 par le progressiste-conservateur Brian Mulroney, tente de dénouer l'impasse en proposant une nouvelle entente connue sous le nom d'Accord du lac Meech. Elle obtient l'approbation de la Chambre des communes et de l'Assemblée nationale du Québec, en 1987. Pour entrer en vigueur, l'accord doit être ratifié par les législatures des 10 provinces du Canada avant juin 1990. Malgré les pressions, deux provinces refusent la ratification – Terre-Neuve, Manitoba – , ce qui entraîne l'échec de l'accord. Ce dénouement est interprété au Québec, seule province du pays à majorité francophone, comme un rejet de la part du Canada anglais. Le mouvement souverainiste, qui favorise l'accession du Québec à l'indépendance, connaîtra un élan marqué au cours des prochains mois. Le gouvernement fédéral et les provinces tenteront de l'endiguer en 1992 en formulant un autre projet constitutionnel (l'Entente de Charlottetown) qui fera l'objet d'un référendum national.*

* PERSPECTIVE MONDE. 23 juin 1990. Échec de l'accord constitutionnel du lac Meech au Canada, [perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMEve?codeEve=474] (5 août 2014).

« Innover, c'est notre avenir » était le thème de la 23^e assemblée annuelle des Métallos, en novembre 1987. Fort préoccupés par le projet de libre-échange avec les États-Unis, les Métallos étaient désireux d'entendre les points de vue de part et d'autre quant à ce délicat dossier. Dans cette optique, Jacques Parizeau alors ancien ministre des Finances sous René Lévesque, était venu s'adresser aux délégués métallos à propos de l'accord promu par le gouvernement de Brian Mulroney. Quelques mois plus tard, M. Parizeau remplaçait Pierre-Marc Johnson et devenait chef du Parti québécois.





Isabelle Caron

Vice-présidente de la section locale 9400

Réceptionniste au Sheraton Laval depuis 1999

Âgée de 41 ans

Je me suis impliquée il y a peu de temps, parce que personne ne le faisait. J'ai constaté rapidement que c'est «gros», les Métallos. Il y a une grande unité entre nous dans toutes les sphères économiques. Je perçois une grande solidarité. Quand tu vois ça, tu comprends à quoi ça sert, un syndicat. Je suis positive quant à l'avenir. Des mouvements vont freiner la tendance vers la droite qu'on entend ces temps-ci et qui veut affaiblir les syndicats.

Chapitre 2

Chapitre 2

Nous serons le Québec de demain

«**N**ous serons le Québec de demain » était le thème de la 26^e assemblée annuelle, tenue à Jonquière en 1990, la dernière de Clément Godbout à titre de directeur. Politiquement, c'est une année extrêmement turbulente au Québec.

D'abord, il y a le rejet de l'Accord du lac Meech par deux provinces (Terre-Neuve et le Manitoba), ce qui provoque l'échec de l'accord le 23 juin. Par la suite, Lucien Bouchard, qui avait démissionné quelques semaines auparavant de ses fonctions comme ministre et député progressiste-conservateur, fonde avec une poignée de députés déçus le Bloc québécois. Cette année-là, plus de 100 000 personnes se réunissent pour la Fête nationale, une manière d'exprimer notre fierté collective malgré ce revers.

En juillet, une opération policière menée à Kanesatake, près d'Oka, aboutit à une impasse alors qu'un policier est tué lors d'un affrontement. Ensuite à Kahnawake, les Mohawks bloquent la route 138 et les accès au pont Honoré-Mercier. Il en résulte un siège extrêmement pénible qui durera jusqu'à la fin septembre. Même si cette crise touche avant tout les relations entre Québec et les peuples des Premières Nations, les politiciens du Canada anglais s'invitent dans le débat. Il en résulte plusieurs attaques vicieuses contre l'identité québécoise qui ont pour effet de jeter de l'huile sur le feu.

La question nationale revient au premier plan de la vie politique. Robert Bourassa crée la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec, dirigée par le péquiste Jean Campeau et le libéral Michel Bélanger. Près de 600 mémoires sont présentés à la Commission. Celui de la FTQ, entériné par les Métallos, prend position pour un Québec souverain et social-démocrate.



Réunis en congrès les 4 et 5 octobre 1990, les membres de la section locale 8470 (hôtellerie et restauration, devenue la section locale 9400 depuis) réfléchissent à harmoniser les demandes syndicales lors de la prochaine négociation de chaque unité. On reconnaît au centre la présidente de la section locale, Laure Lapierre.

Lawrence McBrearty

De 1991 à 1994



Directeur québécois de 1991 à 1994, Lawrence McBrearty a ensuite été directeur canadien jusqu'en 2004.

Mes plus grands défis comme directeur

Pendant mon mandat de près de trois ans en tant que directeur du District 5, un de mes plus grands défis a été d'être à la hauteur des attentes de nos membres. J'ai toujours voulu garder en mémoire d'où je venais et le chemin parcouru.

Je voulais maintenir une unité forte dans le Syndicat et créer de la relève provenant de la base, comme ce fut le cas pour la forte majorité de nos permanents.

À cette époque, les enjeux politiques au Québec étaient très présents. C'était l'après-Meech et l'atmosphère politique

était en ébullition. Le premier ministre du Canada, Brian Mulroney, avait fait un référendum national pour faire approuver l'Accord de Charlottetown. Nous, les Métallos du Québec, étions pour le « non ».

Dans le temps, les placements du Fonds de grève du District 5 étaient à la Banque Royale du Canada (7 millions de dollars). Le président de cette banque avait fait une déclaration contre le Québec pendant la campagne référendaire. Je savais que ça ne faisait pas l'affaire de nos membres. Aussi, j'avais profité du congrès spécial de la FTQ pour annoncer que le Syndicat des Métallos retirait ses fonds de la Banque Royale. La nouvelle a eu tout un impact au Québec! On a fait fabriquer des chandails pour notre délégation de métallos avec un gros « non » inscrit dans le dos. Cette décision politique n'était pas difficile à prendre, mais elle a galvanisé les troupes au congrès de la FTQ.

Dans ce travail, il ne se passe pas une journée sans que de grands défis se présentent, d'où l'importance de pouvoir compter sur l'appui d'un adjoint. Je voudrais profiter de cette occasion pour remercier mon adjoint, André Tremblay.

C'est valorisant d'avoir la chance de travailler en collaboration avec ses consœurs et confrères afin d'améliorer les conditions de vie et de travail de nos membres. Notre action a un effet bénéfique sur l'ensemble de l'économie, sur les familles et sur les plus démunis.

L'avenir des Métallos et du mouvement syndical

Le Syndicat des Métallos est un organisme de revendication qui combat sans relâche pour le bien-être des travailleuses et des travailleurs et de leur communauté. Je vois que certains veulent nous exclure des débats de société. Je constate que certains attaquent nos engagements sociaux et politiques en disant que nos cotisations ne doivent servir qu'à des fins syndicales. Je n'accepte pas cette manière de voir les choses. Nous sommes un joueur important dans le Québec d'aujourd'hui et de demain.

Nous ne sommes pas différents des autres associations, que ce soit celle des employeurs ou d'autres professionnels du même type, et nous voulons avoir voix au chapitre.

Je suis optimiste pour l'avenir de notre syndicat et de l'ensemble du mouvement syndical. Nous avons un passé remarquable et je suis persuadé que nous aurons un avenir qui répondra aux besoins de nos membres et contribuera à façonner la société dans laquelle ils désirent vivre. C'est vrai qu'on doit s'ajuster continuellement. Pendant mes 10 ans comme directeur national, je fus responsable, entre autres, des relations internationales de notre syndicat. J'ai eu l'opportunité d'entreprendre des conversations approfondies avec les représentants syndicaux de plusieurs pays et je peux vous assurer que nous, tant les Québécois que le Syndicat des Métallos, nous sommes reconnus pour notre combativité, notre ténacité et notre solidarité.

Continuons de bien former et informer nos membres et les métallos seront toujours solidaires.



L'équipe de permanents, sous la direction de Lawrence McBrearty en 1992.



Le responsable de l'information André Laplante et le président de la section locale 8990 Richard Boudreault (aujourd'hui coordonnateur) échangent avec le permanent Aubin D'Amours lors de la visite d'un milieu de travail en 1987.

Au centre-ville de Normétal, Clément Godbout et son adjoint Lawrence McBrearty inaugurent en juillet 1992 un cénotaphe en mémoire des 18 mineurs décédés dans la mine de Normétal. Celle-ci a cessé ses activités en 1975, après 50 ans d'exploitation. Clément Godbout y a été embauché en 1958. Avant de devenir permanent syndical en 1965, il a été secrétaire financier de la section locale 4514. Cette section locale a été fondée par Émile Boudreau en 1951.



Voici un extrait de ce mémoire :

Nous voulons la souveraineté pour le plein emploi bien sûr, pour des politiques économiques adaptées à notre structure industrielle et pas à celle de l'Ontario assurément... mais aussi, mais surtout nous voulons la souveraineté parce que le Québec est notre seul pays, que nous voulons l'occuper et le proclamer, parce que c'est normal qu'un peuple ait un pays et que le Canada sera toujours le pays des autres¹⁵.

15. Mémoire présenté par la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ) à la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec, novembre 1990, p. 2.

Une société distincte

Lors de l'échec de l'Accord du lac Meech, le premier ministre Robert Bourassa a exprimé avec éloquence la déception des Québécois :

«Au nom de tous les Québécois, je veux exprimer ma plus profonde déception, déception qui s'explique par tous les efforts qui ont été faits par différents gouvernements depuis une dizaine d'années. Il y a dix ans, à la suite du référendum du 20 mai 1980, le gouvernement du Québec de ce temps, dirigé par M. Lévesque, avait fait plusieurs efforts pour réintégrer le Québec dans la Constitution canadienne. Il avait fait preuve, si je réfère à une expression utilisée par le chef de l'opposition [Jacques Parizeau] cet après-midi, d'une grande flexibilité, mais avec un résultat évidemment décevant, puisque le Québec avait été exclu de la Constitution canadienne. [...] Le Canada anglais doit comprendre d'une façon très claire que, quoi qu'on dise et quoi qu'on fasse, le Québec est, aujourd'hui et pour toujours, une société distincte, libre et capable d'assumer son destin et son développement.* »

* ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC. Journal des débats, vol. 31, no 62, 22 juin 1990, p. 4134.

Gains dans le secteur minier

Alors que ça bouge sur le front politique, l'année 1990 nous permet d'enregistrer d'importants gains. Sur la Côte-Nord par exemple, les négociations des travailleurs de la compagnie minière Québec Cartier se soldent par un succès éclatant. Ils sont les premiers des quelque 5000 travailleurs du secteur à entériner leur convention collective.

« Les autres métallos [du secteur minier] ont pu négocier des ententes comparables. Les gains obtenus sont exceptionnels : 33 % d'augmentation moyenne pour les salaires et 18 % pour les avantages sociaux [pour des périodes de trois ans]¹⁶. »

Les 288 métallos de QIT Fer et Titane, de Havre-Saint-Pierre, négocient de leur côté des augmentations salariales de 38 % et plus sur trois ans, dont une amélioration de leur indemnité de vie chère qui est intégrée à leur salaire. Quant aux 951 travailleurs syndiqués de Ivaco, à Marieville, ils ratifient une convention collective qui leur procure une augmentation de salaire de 26,7 % sur trois ans.

La bataille des chauffeurs de taxi

Les choses se déroulent parfois moins bien, notamment dans le milieu du taxi. Depuis 1988, les Métallos mènent une campagne assidue en vue de syndiquer les chauffeurs de taxi, à la demande



Les chauffeurs de taxi ont manifesté à plusieurs reprises pour revendiquer leur droit à la syndicalisation. Le 30 septembre 1998, c'est près de 1200 d'entre eux qui se sont massés devant les bureaux du premier ministre Lucien Bouchard. À l'époque, 4500 cartes d'adhésion ont été signées par des chauffeurs pour s'affilier à la section locale 9217 des Métallos. Le Syndicat des Métallos est impliqué dans l'industrie du taxi depuis 1988, alors que des chauffeurs ont demandé notre aide pour se regrouper. Le Tribunal du travail a finalement conclu en 1990 que les travailleurs de l'industrie du taxi ne pourraient pas être syndiqués, notamment en raison de leur statut d'emploi qui s'apparente à celui d'un travailleur autonome et de la difficulté à définir le réel employeur. Pour leur venir en aide, les Métallos ont créé le Regroupement professionnel des chauffeurs de taxi, qui offre des services exclusifs moyennant une cotisation annuelle (ils sont aujourd'hui réunis au sein du Regroupement des travailleurs autonomes Métallos [RTAM]). En outre, le Syndicat des Métallos, de concert avec le Fonds de solidarité FTQ, a créé FinTaxi dans le but d'octroyer des prêts à des taux raisonnables pour financer l'achat de permis.

16. *Traits d'union*, no 71, mai 1990.



Le chauffeur de taxi Roland Robidoux marche jusqu'à Québec en 1990 pour le droit à la syndicalisation. On reconnaît à ses côtés, à gauche, l'adjoint au directeur Lawrence McBrearty, le secrétaire général de la FTQ Fernand Daoust et, à droite, le directeur Clément Godbout.

de ces derniers. Nous nous heurtons à un Code du travail désuet, alors que l'employeur est difficile à désigner et que le statut des chauffeurs oscille entre celui de travailleur autonome et celui de salarié. Fatigué de l'inaction du gouvernement, le chauffeur de taxi Roland Robidoux, 63 ans, décide de marcher de Montréal à Québec afin d'aller déposer une pétition de 35 000 signatures réclamant la syndicalisation des chauffeurs. M. Robidoux arrive à Québec le 16 mai 1990, soutenu par 150 collègues qui manifestent avec lui devant le siège du Parlement. Le président de la FTQ, Louis Laberge, et notre directeur, Clément Godbout, y sont aussi.

Pour M. Godbout, qui a œuvré inlassablement afin de consolider nos acquis et de développer nos horizons vers d'autres travailleurs, il est clair que de grands défis nous attendent. Il émet dans son rapport une mise en garde contre toute complaisance, que le mouvement syndical devrait savoir éviter s'il veut continuer à progresser :

Le mouvement syndical participera-t-il à la construction de la société québécoise de l'an 2000? Ou ses jours sont-ils comptés comme ceux d'un parti politique qui s'accroche à ses succès et à son pouvoir, refusant de comprendre que la société qu'il a servie aspire à un changement¹⁷ ?

17. Rapport annuel de Clément Godbout, directeur, novembre 1990, p. 10.



Les 114 travailleurs de Produits d'emballage Ball, à Baie-d'Urfé, ont déclenché la grève le 6 février 1990, essentiellement pour protester contre la manière dont ils étaient traités. Au cœur de leurs revendications, la confidentialité de leur talon de paie, le respect de l'ancienneté et l'assouplissement des mesures disciplinaires. Sur cette photo prise le 13 juin 1990, ils reçoivent un don de solidarité.

Les Métallos vont savoir continuer leur marche vers une plus grande solidarité. Plus que jamais, au cours des années suivantes, nous serons aux premiers rangs de l'évolution du mouvement syndical, que ce soit au chapitre de la mondialisation ou en matière de diversification.

Changement de garde

L'année 1991 en est une de transition dans les divers postes de direction chez les Métallos. Clément Godbout quitte ses fonctions de directeur pour être élu secrétaire général de la FTQ. Il succède à Fernand Daoust, qui accède quant à lui à la présidence de la FTQ, à la suite du départ à la retraite de Louis Laberge. C'est Lawrence McBrearty qui prend la direction des Métallos. Assermenté le 27 juin, il avait auparavant gravi les échelons de notre Syndicat pendant 29 ans, de la mine de Murdochville à la fonction de coordonnateur régional pour la région Côte-Nord, Bas-Saint-Laurent, Gaspésie, Îles-de-la-Madeleine. Au niveau national, notre directeur Gérard Docquier quitte également ses fonctions pour aller occuper la coprésidence de la Commission canadienne de mise en valeur de la main-d'œuvre. Leo Gerard, qui dirigeait le District 6, lui succède.

Comme Clément Godbout, Lawrence McBrearty entreprend son mandat alors que l'économie se détériore au pays. La réalité est implacable :

Depuis que j'occupe le poste de directeur, rarement une semaine ne s'est terminée sans que je reçoive un appel de détresse : mises à pied massives, fermetures d'usine annoncées pour une telle date, requêtes en fusion d'accréditations fédérales et provinciales, compagnies annonçant des stratégies de rationalisation, entreprises déménageant soit aux États-Unis ou en Ontario et prochainement au Mexique. [...] Ce qui est le plus déplorable dans certaines situations, c'est que même lorsque nous offrons notre participation pour la survie des emplois et de l'entreprise, plusieurs refusent carrément¹⁸.

18. Rapport annuel de Lawrence McBrearty, directeur, novembre 1991, p. 7.



Ces métallos du Canadian Tire de Sept-Îles manifestent devant leur magasin placardé en raison d'un lockout décrété par l'employeur le 6 février 1991. On aperçoit Daniel Roy, alors président de la section locale composée 7065, et le permanent syndical Gordon Ringuette. Le conflit s'est terminé trois mois plus tard avec des gains salariaux de 15% à 30% en plus de nombreuses améliorations en ce qui a trait aux horaires, aux statuts, à l'ancienneté, etc.

Des fermetures et des mises à pied frappent Sivaco, à Marieville et à Chambly, Camchib, à Chibougamau, Distex, à Anjou, et Leviton, à Sherbrooke, entre autres.

Il n'empêche que, durant la période d'août 1990 à septembre 1991, 212 conventions collectives sont signées grâce à nos efforts, tandis que 32 grèves sont nécessaires pour faire valoir nos droits.

Par exemple, après deux mois de grève, les salariés de l'hôtel Georgesville à Saint-Georges-de-Beauce ratifient en janvier 1991 leur première convention collective. Elle leur assure des augmentations salariales allant de 15 à 35%



La déléguée sociale Ginette Favron, qui travaillait en 1991 à la Crown Cork & Seal, est ici photographiée avec ses trois filles dans le cadre d'un reportage de la revue *Le Métallo*.



sur trois ans. Les 425 travailleurs de Lab Chrysotile, division Lac d'Amiante à Black Lake, entérinent un contrat de travail de trois ans. Même chose à Murdochville, où les 450 métallos de Mines Gaspé signent pour trois ans. Malgré un contexte économique difficile, nous constatons que plusieurs employeurs ont évolué et comprennent que les Métallos font partie de la solution. Le taux de chômage est de 11 % en 1992 et l'extension du libre-échange avec le Mexique qui se profile fait craindre le pire. Les politiques économiques conservatrices des Thatcher, Reagan et Mulroney menacent également les travailleurs. Encore une fois, nous devons nous dépasser pour maintenir notre position dans la société.

L'assemblée annuelle de 1991, à l'Auberge des Seigneurs de Saint-Hyacinthe, se déroule sur le thème « Pour mieux vivre ». Elle marque l'entrée en fonction du nouveau directeur québécois des Métallos, Lawrence McBrearty, assermenté le 27 juin précédent. Il déclare : « Je constate que les Métallos sont toujours à l'avant-garde dans la réflexion sur l'avenir du mouvement syndical et sur les ajustements nécessaires pour en assurer la survie dans un monde en profonde transformation. » Cette observation est encore pertinente aujourd'hui.



Des dignitaires se sont rendus à Black Lake pour signer la Convention internationale sur l'usage sécuritaire de l'amiante chrysotile en 1988. Or les travailleurs de la mine d'amiante de Black Lake étaient en pleine grève. Devant le refus de Clément Godbout de franchir un piquet de grève, la convention s'est signée devant celui-ci. On voit de dos Marcel Masse, ministre fédéral de l'Énergie, des Mines et des Ressources à l'époque.

Notre influence grandit

Au début des années 1990, le Fonds humanitaire des Métallos est de plus en plus sollicité pour venir en aide aux plus démunis. Que ce soit pour de l'aide aux cuisines collectives, un don à la Maison du Père ou une contribution pour l'achat d'un scanner à l'Hôpital de Sept-Îles, nous répondons présents.

Les Métallos se mobilisent également pour venir en aide au Téléthon de la paralysie cérébrale. Un chèque de 17 000 \$ est remis à l'animateur Jean-Pierre Coallier en notre nom le 2 février 1992. Un autre montant de 5000 \$ est remis en notre nom au Téléthon Jean Lapointe dédié aux personnes aux prises avec des problèmes d'alcoolisme et de toxicomanie. Nos interventions auprès des moins nantis de la société se maintiennent jusqu'à ce jour.

Notre présence est sollicitée dans d'autres pays. Par exemple, le permanent de la région de Québec, Jean Lapointe, se rend dans les pays d'Europe de l'Est à la suite de l'effondrement du mur de Berlin pour aider les travailleurs de ces anciens pays communistes à mettre en place une démocratie syndicale. Il travaillera par la suite au développement de la solidarité internationale au District 5.

Sur le plan politique, nous affirmons notre engagement envers le Québec de manière spectaculaire. En pleine campagne référendaire fédérale, nous retirons en octobre 1992 les montants de notre Fonds de grève et de notre Fonds d'éducation, près de 7 millions de dollars, de la Banque Royale du Canada pour protester contre la publication par cette banque d'un rapport qui décrit le Québec comme étant incapable d'assurer sa viabilité économique en cas d'accession à la souveraineté.

Le 15 novembre 1991, des travailleurs chiliens en visite au Québec ont participé à une rencontre avec des syndiqués de Noranda CCR, renforçant ainsi les liens qui unissent les Métallos à leurs collègues à travers le monde. Le président de la section locale, Yves Meunier, est la troisième personne debout à partir de la droite.



Sur la première ligne en santé et sécurité

En 1992, une explosion à la mine de charbon Westray, en Nouvelle-Écosse, fait 26 morts. À la suite de cette terrible tragédie, le Syndicat des Métallos organise une campagne afin d'amener le gouvernement fédéral à adopter une loi qui permettra que soient poursuivis au criminel les employeurs qui font preuve de négligence causant la mort de travailleurs. Plusieurs militants métallos du secteur des mines au Québec participent au lobbying auprès des parlementaires. Nos efforts ont finalement porté leurs fruits en 2004 avec l'adoption de la loi C-21, aussi connue sous le nom de « loi Westray ».

Soulignons par ailleurs qu'à cette période les Métallos sont aussi sur la première ligne pour faire indemniser pleinement les travailleurs victimes de l'amiantose et de la silicose. Le responsable de la santé et de la sécurité de l'époque, Gérard Lachance, lui-même issu des mines d'amiante chrysotile, s'y emploie avec ardeur. Son successeur, René Bellemare, prendra sa relève dans le dossier du béryllium, auquel sont exposés nombre de travailleurs en milieu industriel. Des procédures sont mises en place pour limiter l'exposition des travailleurs à cet élément.



La dignité des travailleurs et la formation sont deux des principes essentiels chez les Métallos. Sur cette photo prise en 1992, nos confrères qui participent à un groupe d'alphabétisation incarnent ces valeurs avec éloquence.

« Le peuple du Québec n'accepte plus qu'on utilise le chantage et la peur pour l'empêcher de choisir librement son avenir¹⁹ », déclare Lawrence McBrearty lors du Congrès spécial de la FTQ, au cours duquel nous arborons fièrement le « non » sur nos chandails. L'Accord de Charlottetown, une version édulcorée de l'Accord du lac Meech, est rejeté par l'ensemble de la population canadienne le 26 octobre 1992.

Au terme de cette année mouvementée, Lawrence McBrearty rappelle les deux axes de notre implication sociale :

Cette victoire permet au Québec de respirer et de briser l'encerclement qu'aurait signifié une victoire du « oui ». Je tiens à remercier ceux et celles qui ont travaillé bénévolement pour faire de cette campagne un grand succès [...] Il va falloir poursuivre notre travail afin de mobiliser le peuple québécois en affirmant sans relâche et en expliquant clairement la nécessité de réaliser la souveraineté du Québec. Il va falloir aussi comme syndicalistes que nous poursuivions sans relâche notre travail pour convaincre les gens que nos revendications vont dans le sens des intérêts de la société québécoise. Nous voulons un Québec souverain, mais aussi humain²⁰.

Arnold Dugas est élu à la direction du District 5 le 23 novembre 1993, tandis que Lawrence McBrearty assume désormais les fonctions de directeur national. Un long conflit fait alors rage à la compagnie Shockbéton, de Saint-Eustache. Au bout de 23 mois de conflit face à un employeur, la famille Bibeau, qui a complètement méprisé ses travailleurs, une entente est conclue. Même les épreuves difficiles ont leur aspect positif : on retiendra que durant ces longs mois les 75 métallos de Saint-Eustache ont pu compter sur de nombreuses preuves de solidarité et d'entraide de leurs confrères du Québec et de l'Ontario.

19. *Traits d'union*, no 95, novembre 1992.

20. Rapport annuel de Lawrence McBrearty, directeur, novembre 1992, p. 17.

L'usine de manganèse Elkem, de Beauharnois, a fermé ses portes le 24 mai 1991 pour une période indéterminée, mettant 160 personnes à la rue. Pendant des mois, les Métallos et la FTQ ont demandé au gouvernement d'appuyer un plan de relance. Le ministre de l'Industrie et du Commerce de l'époque, Gérald Tremblay, n'a rien fait dans ce dossier, même si le gouvernement avait investi 8 millions de dollars en 1988 pour rénover le haut fourneau, qui était alors le plus productif du monde. Ironie de l'affaire, les usines norvégiennes de la compagnie, qui étaient moins productives, continuaient pendant ce temps à alimenter le marché canadien. Sur cette photo, on aperçoit les travailleurs qui manifestent le 19 mai 1992 pour réclamer une action gouvernementale. On reconnaît sur la photo Guy Farrell (adjoint au directeur aujourd'hui) à gauche, ainsi que Jocelyn Bouillon.



C'est avec panache que les Métallos se sont prononcés lors du congrès spécial de la FTQ, en octobre 1992, contre l'entente de Charlottetown. Dans le débat qui a fait rage sur l'entente, la Banque Royale a affirmé que la souveraineté du Québec serait catastrophique. Afin de protester contre cette ingérence dans la démocratie et ce mépris du Québec, le directeur des Métallos de l'époque, Lawrence McBrearty, a décidé de retirer de cette banque le fonds de grève des 45 000 travailleurs du Syndicat. On retrouve au sein du groupe Lawrence McBrearty et son adjoint André Tremblay.



Christian Ricard

Président de la section locale composée 9414
Journalier à Gelpac, de Marieville, depuis 2000
Âgé de 55 ans

Être un métallo, c'est d'abord venir en aide aux autres travailleurs qui n'ont pas la possibilité ou les capacités de se défendre. C'est la motivation principale de mon implication. Mais au départ, je me suis engagé par hasard, parce que des gens travaillant dans mon entreprise m'ont demandé de le faire. J'ai alors découvert qu'il y avait beaucoup de services et de formations offerts aux travailleuses et travailleurs chez les Métallos. Je vois l'avenir avec confiance, surtout avec les fusions que j'ai vues depuis quelques années et aussi les regroupements au niveau mondial qui nous permettront de faire valoir nos droits.

Pour la souveraineté et ouverts sur le monde

L'année 1994 marque aussi l'élection du Parti québécois de Jacques Parizeau. En septembre, les libéraux de Daniel Johnson sont évincés du pouvoir après neuf ans de règne grâce, entre autres, à notre engagement en faveur du PQ. La recette libérale de laisser-aller économique a fait en sorte qu'un mois avant les élections, le taux de chômage était à 12,4 % au Québec. « Nous sommes très heureux d'avoir contribué à l'élection de Jacques Parizeau. Pour la première fois en neuf ans, nous pouvons compter sur un gouvernement québécois un peu plus ouvert et sensible aux besoins des travailleurs et travailleuses²¹ », croit Arnold Dugas.

Cet espoir passe au second plan au sein du PQ, car Jacques Parizeau décide rapidement de tenir un référendum sur la souveraineté. La date est fixée au 30 octobre 1995. Au fédéral, Jean Chrétien est premier ministre depuis 1993. Une bataille titanesque s'annonce entre l'héritier de René Lévesque et celui de Pierre Elliott Trudeau.

Il va sans dire que la vie politique québécoise est monopolisée par ce débat tout au long de 1995. Un responsable est nommé pour coordonner nos actions durant la campagne référendaire. Au cours des mois précédant le référendum, une douzaine de militants syndicaux, dont des métallos, siègent aux commissions régionales sur l'avenir du Québec, tandis que le président de la FTQ, Louis Laberge, fait partie des commissaires nationaux. La FTQ y dépose un mémoire pressant le gouvernement d'aller de l'avant rapidement avec le référendum. La position de la centrale, à laquelle souscrivent les Métallos, est sans équivoque :

NOTRE OUI N'EST PAS CONDITIONNEL. *On ne prépare pas la construction d'un pays en compilant des « listes d'épicerie » revendicatives. La souveraineté n'est pas pour nous un simple moyen pour parvenir ailleurs, il s'agit aussi d'un objectif légitime et fondamental dont plusieurs peuples avant le nôtre ont fait une priorité²².*

Le référendum de 1995

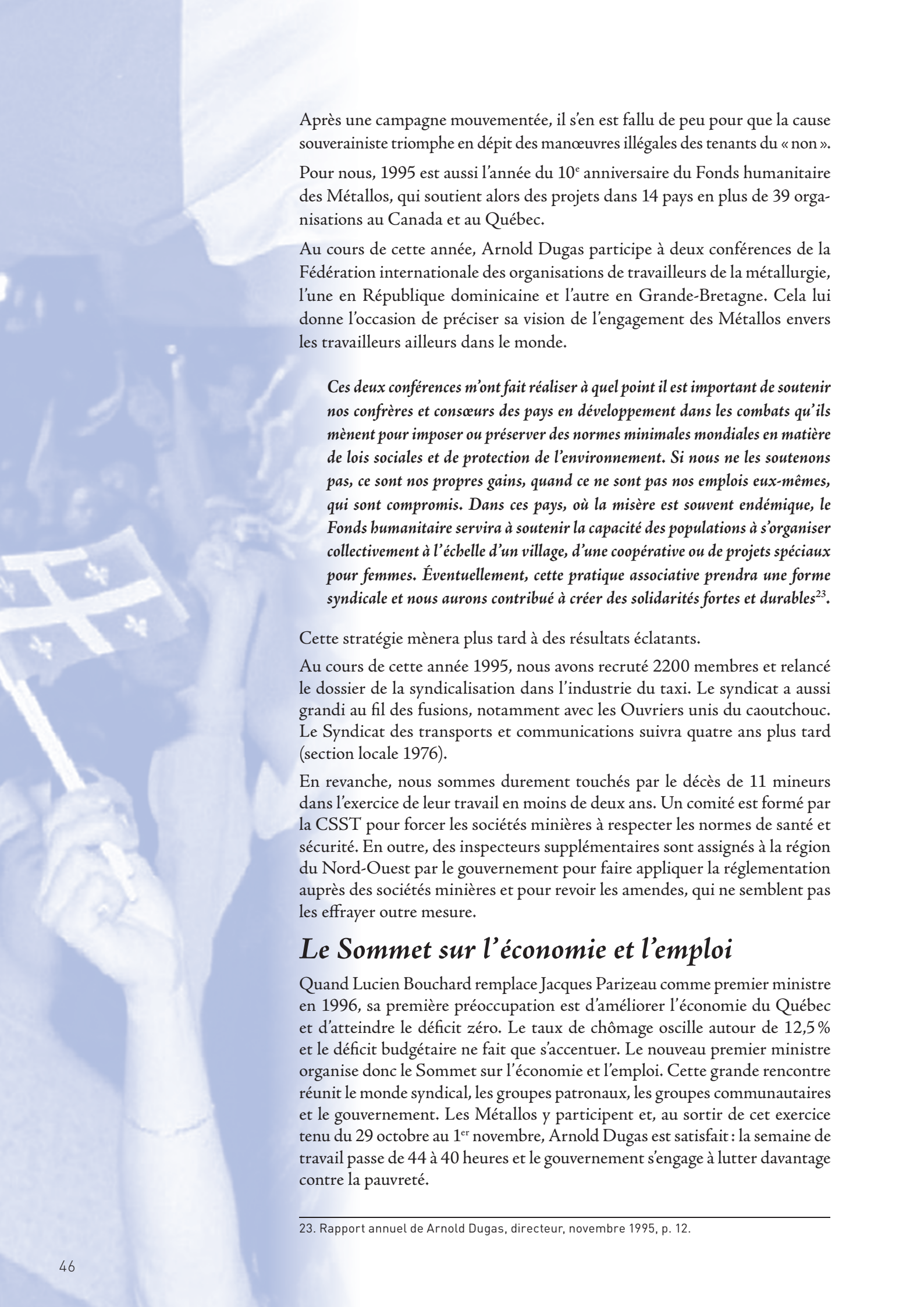
Le 30 octobre 1995, les Québécois répondent « non » à la question suivante :

« Acceptez-vous que le Québec devienne souverain, après avoir offert formellement au Canada un nouveau partenariat économique et politique, dans le cadre du projet de loi sur l'avenir du Québec et de l'entente signée le 12 juin 1995 ? »

L'écart entre le « oui » et le « non » est de 54 288 voix. Le « non » obtient 50,58 % des votes, le « oui » 49,42 %. Jacques Parizeau démissionne le lendemain du référendum. Lucien Bouchard lui succède en 1996.

21. Rapport annuel de Arnold Dugas, directeur, novembre 1994, p. 9.

22. Mémoire présenté par la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ) à la Commission nationale sur l'avenir du Québec, le 23 mars 1995, p. 8.



Après une campagne mouvementée, il s'en est fallu de peu pour que la cause souverainiste triomphe en dépit des manœuvres illégales des tenants du « non ». Pour nous, 1995 est aussi l'année du 10^e anniversaire du Fonds humanitaire des Métallos, qui soutient alors des projets dans 14 pays en plus de 39 organisations au Canada et au Québec.

Au cours de cette année, Arnold Dugas participe à deux conférences de la Fédération internationale des organisations de travailleurs de la métallurgie, l'une en République dominicaine et l'autre en Grande-Bretagne. Cela lui donne l'occasion de préciser sa vision de l'engagement des Métallos envers les travailleurs ailleurs dans le monde.

Ces deux conférences m'ont fait réaliser à quel point il est important de soutenir nos confrères et consœurs des pays en développement dans les combats qu'ils mènent pour imposer ou préserver des normes minimales mondiales en matière de lois sociales et de protection de l'environnement. Si nous ne les soutenons pas, ce sont nos propres gains, quand ce ne sont pas nos emplois eux-mêmes, qui sont compromis. Dans ces pays, où la misère est souvent endémique, le Fonds humanitaire servira à soutenir la capacité des populations à s'organiser collectivement à l'échelle d'un village, d'une coopérative ou de projets spéciaux pour femmes. Éventuellement, cette pratique associative prendra une forme syndicale et nous aurons contribué à créer des solidarités fortes et durables²³.

Cette stratégie mènera plus tard à des résultats éclatants.

Au cours de cette année 1995, nous avons recruté 2200 membres et relancé le dossier de la syndicalisation dans l'industrie du taxi. Le syndicat a aussi grandi au fil des fusions, notamment avec les Ouvriers unis du caoutchouc. Le Syndicat des transports et communications suivra quatre ans plus tard (section locale 1976).

En revanche, nous sommes durement touchés par le décès de 11 mineurs dans l'exercice de leur travail en moins de deux ans. Un comité est formé par la CSST pour forcer les sociétés minières à respecter les normes de santé et sécurité. En outre, des inspecteurs supplémentaires sont assignés à la région du Nord-Ouest par le gouvernement pour faire appliquer la réglementation auprès des sociétés minières et pour revoir les amendes, qui ne semblent pas les effrayer outre mesure.

Le Sommet sur l'économie et l'emploi

Quand Lucien Bouchard remplace Jacques Parizeau comme premier ministre en 1996, sa première préoccupation est d'améliorer l'économie du Québec et d'atteindre le déficit zéro. Le taux de chômage oscille autour de 12,5 % et le déficit budgétaire ne fait que s'accroître. Le nouveau premier ministre organise donc le Sommet sur l'économie et l'emploi. Cette grande rencontre réunit le monde syndical, les groupes patronaux, les groupes communautaires et le gouvernement. Les Métallos y participent et, au sortir de cet exercice tenu du 29 octobre au 1^{er} novembre, Arnold Dugas est satisfait : la semaine de travail passe de 44 à 40 heures et le gouvernement s'engage à lutter davantage contre la pauvreté.

23. Rapport annuel de Arnold Dugas, directeur, novembre 1995, p. 12.

Le déluge

Du 19 au 21 juillet 1996, des pluies torrentielles tombent sur le Saguenay-Lac-Saint-Jean. La rivière Ha! Ha!, la rivière à Mars et la rivière Chicoutimi sortent de leur lit et inondent Chicoutimi et La Baie sous deux mètres d'eau par endroits. Des barrages cèdent et des réservoirs débordent. Un torrent de boue déferle et emporte même avec lui la chambre forte de la Caisse populaire. Près de 16 000 personnes sont évacuées et les dégâts se chiffrent à 1,5 milliard de dollars.

D'autres dossiers de l'année 1996 sont dignes de mention. D'abord, la relance de la syndicalisation des chauffeurs de taxi. Matthias Rioux, ministre du Travail, s'engage à faire avancer le dossier après avoir rencontré Arnold Dugas lors du Sommet sur l'économie et l'emploi.

Aussi, nous accueillons 6000 nouveaux membres associés de la Fédération des syndicats du secteur de l'aluminium (FSSA) au terme d'une négociation qui se conclut avec la signature d'une entente à La Baie le 19 juin. Cette entente, signée par le président international des Métallos, George Becker, et le président de la FSSA, Raymond Labonté, prendra fin en 2004.

C'est aussi en 1996 que le dossier de l'amiante chrysotile resurgit dans l'actualité, avec son bannissement par la France. Une mobilisation s'organise pour maintenir des emplois de qualité dans la région de l'amiante. Nous pouvons compter sur l'aide de notre ancien directeur Clément Godbout, désormais président de la FTQ.

Enfin, nous sommes également venus en aide aux gens du Saguenay, victimes des inondations, via le Fonds humanitaire et diverses collectes. Nous avons remis 150 000 \$ aux sinistrés, alors que Alcan doublait la mise, pour un total de 300 000 \$.



On reconnaît à droite sur cette photo prise en 2004 la permanente Silvy Vaudry, qui travaillait auparavant à l'usine Bauer Nike de Saint-Jérôme.

Cette photo des métallos de l'usine Bauer Nike de Saint-Jérôme a été prise en octobre 1996. On y comptait à cette époque près de 1200 travailleurs qui y fabriquaient, entre autres, des patins. Conséquence directe de la mondialisation et des délocalisations, l'entreprise emploie désormais une trentaine de personnes, principalement dans la recherche et la fabrication d'équipement de hockey sur mesure.





L'usine Caradon Indalex a mis ses 160 travailleurs en lockout le 19 mars 1996. Durant le conflit de deux mois, la compagnie basée en Angleterre a fait appel à des briseurs de grève. Pire encore, un des lockoutés, Lucien Deslauriers, a été gravement blessé quand un camion à la solde de la compagnie a foncé dans un piquet de grève devant l'usine située à Pointe-Claire. C'est à 76 % que les membres ont accepté les offres patronales. Ils ont obtenu une clause d'indexation au coût de la vie, mais aussi, comme le notait le permanent syndical Bruno Lefebvre (qu'on aperçoit au centre de la photo) : « La compagnie a compris qu'elle devait négocier. Nous avons été chercher un bon règlement et surtout le respect. »

Au terme de cette année 1996, des tendances se dégagent dans la transformation de notre économie. L'éclosion des PME, la fragilité des industries dites lourdes et les changements technologiques sont autant d'enjeux qui nous touchent directement, comme le mentionne Arnold Dugas.

Nous constatons bien que les développements technologiques, particulièrement au chapitre des communications, remettent en cause l'organisation du travail héritée du siècle dernier. Nous sommes bien conscients que la semaine de 40 heures dans une entreprise qui nous engage à la sortie de l'école n'est plus le modèle de référence dans le monde du travail. [...] Comme syndiqués responsables, il faut chercher à comprendre la nouvelle dynamique de l'emploi²⁴.

En mutation

La fin de la décennie nous permet de consolider nos alliances avec nos partenaires étrangers, entre autres en leur venant en aide. C'est le cas notamment dans le dossier de Echlin, à Mexico. Quand ces personnes essaient de se syndiquer avec la Fédération autonome des travailleurs mexicains, la compagnie les fait intimider par des brutes jusqu'à ce qu'ils adhèrent plutôt à un syndicat soutenu par le parti au pouvoir.

Echlin, qui fabrique des pièces d'automobile, possède une usine à Montréal, nommée Brake Parts. Aussi, le Syndicat des Métallos, dirigé au niveau canadien par Lawrence McBrearty, dépose une plainte contre ces pratiques antisyndicales et discriminatoires en vertu des dispositions de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA), en vigueur depuis 1994.

Nous luttons également contre la prolifération des *maquiladoras*, ces usines mexicaines qui ne paient pas décemment leurs travailleurs (50 \$ en moyenne par semaine) et qui ne servent pratiquement qu'à manufacturer des produits destinés à l'exportation vers nos marchés.

24. Rapport annuel d'Arnold Dugas, directeur, novembre 1996, p. 29.

La crise du verglas

Du 5 au 10 janvier 1998, une pluie verglaçante tombe pendant 80 heures dans le sud-ouest du Québec, laissant de 50 à 100 millimètres de verglas sur toutes les infrastructures électriques, avec plus d'intensité en Montérégie et à Montréal. Des pylônes d'Hydro-Québec s'affaissent, entre 3 et 3,5 millions de personnes sont privées d'électricité pendant plusieurs jours, voire plusieurs semaines. Près de 900 000 sinistrés se réfugient dans des installations mises en place à la hâte par la sécurité civile, qui est débordée par l'ampleur de la catastrophe. L'état d'urgence est proclamé et l'armée canadienne vient en aide aux autorités. Les Métallos ne restent pas les bras croisés. Ils mobilisent 70 bénévoles au centre de distribution alimentaire de Saint-Jean-sur-Richelieu. Ceux-ci livrent quotidiennement des denrées alimentaires payées par le Fonds humanitaire des Métallos, qui engage 125 000 \$ dans l'opération. Ce n'est pas tout: pour chauffer les sinistrés, 125 cordes de bois sont envoyées de Port-Cartier et 500 de la réserve de Mistissini (photo) et de Chibougamau. Les métallos d'Abitibi-Témiscamingue remplissent des camions de couvertures et de bois de chauffage à destination du « triangle noir », le secteur de la Montérégie le plus touché. La panne, qui se termine au bout de cinq semaines, est certainement une des catastrophes naturelles les plus impressionnantes des dernières décennies au Québec.



Dans le cadre du 40^e anniversaire de la FTQ, la centrale a invité les familles de ses membres à un match des Expos un samedi après-midi, le 26 avril 1997. Les Métallos avaient contribué à distribuer plusieurs des 7500 billets gratuits offerts aux jeunes d'Hochelaga-Maisonneuve. La fête s'est déroulée de belle façon, les Expos écrasant les Mets de New York par la marque de 10 à 0. C'était la troisième victoire de Pedro Martinez cette année-là. Le Fonds de solidarité FTQ était un actionnaire des Expos, ayant investi 7 millions de dollars dans le club en 1990.



Jean-François Banville, de la section locale 6254 chez Mines Wabush, à Pointe-Noire, donne des dépliants à un nouveau membre sur les avantages d'appartenir au Syndicat lors d'une séance de formation en décembre 1998.

Au Québec aussi, il faut composer avec les comportements odieux de certaines entreprises qui ont perdu tout respect envers les travailleurs qui les ont pourtant enrichies.

C'est le cas chez Philips Électronique, à Saint-Jérôme, qui déménage aux États-Unis même si son usine est productive et a bénéficié d'importantes subventions. Même chose chez Beloit, à Sherbrooke, qui ferme après 114 ans d'existence. À la Dominion Bridge, de Lachine, on frôle la catastrophe en 1998 à cause de la négligence de ses dirigeants (voir l'encadré en page 52).

Alors que les milieux de travail évoluent rapidement, le Syndicat ajoute en 1999 une nouvelle corde à son arc : les Fonds Métallos. Gérés par le Comité des avantages sociaux Métallos, donc par des membres, ces fonds regroupent les programmes d'épargne-retraite de plusieurs sections locales ou unités, ce qui permet d'abaisser les frais de gestion.



Ces travailleurs de Beloit, à Sherbrooke, manifestent pour déplorer la fermeture de leur usine de fabrication d'équipement pour pâtes et papiers le 24 avril 1998. L'usine est représentée ici par un cerueil. Pour sauver leur entreprise, les piqueteurs interpellent Jean Charest, qui était à l'époque candidat à la chefferie du Parti libéral et ex-député de la circonscription fédérale de Sherbrooke. Cette fermeture a entraîné la perte de 220 emplois.



Le 18 septembre 1998, Phillips annonce la fermeture de son usine de Saint-Jérôme, après 27 ans d'existence, dans le cadre d'une restructuration qui entraîne l'arrêt de la production dans un tiers de ses 244 installations à travers le monde. La compagnie néerlandaise entend exploiter davantage la main-d'œuvre dans les pays émergents, aux dépens des quelque 135 travailleurs de Saint-Jérôme, dont 71 % sont des femmes. Réunis le 23 novembre 1998, les travailleurs ne peuvent que constater les dégâts après une mission économique infructueuse menée aux Pays-Bas.



La solidarité sociale envers les plus démunis a toujours été au cœur de l'engagement des Métallos dans la société, comme en témoigne cette collecte de paniers de Noël effectuée en 1998 par les travailleurs de Noranda CCR, à Montréal-Est.



Claudette Lacelle

Section locale 7812

Ancienne de chez Philips, à Saint-Jérôme, fermé le 22 décembre 1998.

Âgée de 72 ans

Je suis métallo jusqu'au bout ! On apprend chez les Métallos à donner à nos membres, à être à l'écoute. Ce sont des choses qu'on ne trouve pas ailleurs dans d'autres syndicats. Pour moi, être métallo, c'est s'engager à vraiment aider les gens. On m'a appris avec toute la formation que j'ai reçue le sens de la justice, comment défendre les gens de plusieurs manières. Pas juste les gens de notre local, mais aussi d'autres gens de petits locaux. Grâce à la formation, j'ai été chercher une assurance dans la vie que je n'avais pas avant de connaître les Métallos.

Je trouve que le mouvement syndical doit persister malgré les attaques. Faut pas que le mouvement s'affaiblisse. C'est la seule manière que les gens ne seront pas esclaves de leurs employeurs.



Guy Farrell

« Qu'est-ce qu'ils auraient fait dans la vie, ces gens-là ? »

L'adjoint du directeur du Syndicat des Métallos, Guy Farrell, est entré à la Dominion Bridge de Lachine en 1974, à l'âge de 17 ans, comme soudeur puis assembleur, suivant les traces de son père. Impliqué très tôt dans l'activité syndicale de son usine, il est devenu président de la section locale 2843 en 1990. C'est à ce titre qu'il est impliqué dans le conflit de travail de 1998.

Voici comment il a vécu les événements :

Le conflit à la Dominion Bridge a commencé le 10 septembre 1998. On n'avait pas eu nos paies et on était inquiets par la faillite de l'entreprise alors détenue par Michel Marengère, qui possédait aussi la MIL Davie, acquise pour 1 \$, gracieuseté du gouvernement du Québec.

On craignait le transfert de nos jobs de Lachine vers Lévis. On était passés, depuis mon embauche en 1974, de 1500 à seulement 500 travailleurs. On voyait bien que les relations de travail n'allaient pas avant le conflit.

Le 17 septembre, on a manifesté dans les rues de Lachine. On avait aussi organisé une conférence de presse à notre local de la rue Victoria. Lors de la manifestation, on a eu le soutien des commerçants et des gens qui nous croisaient. Il y avait vraiment une solidarité de la communauté envers nous. Après la manifestation, qui faisait le trajet de 1 km de notre local jusqu'à l'usine, j'ai pris la parole. J'ai commencé à « booster » nos troupes et je leur ai dit de monter dans trois autobus. Ces autobus de la STCUM étaient cachés depuis le début de la manifestation, parce qu'on avait eu l'appui du syndicat des chauffeurs. On a dit aux policiers qui nous surveillaient qu'on s'en allait à l'hôtel de ville de Lachine. Je suis monté dans un autobus avec des journalistes et je leur ai dit qu'en réalité on s'en allait bloquer le pont Mercier.

On est arrivés au pont vers 10 h et on est repartis à 11 h, sans le bloquer complètement, mais en ralentissant la circulation pour sensibiliser les automobilistes. On disait : « Le gouvernement est responsable de ce qui arrive. Il a vendu le chantier MIL Davie de Lauzon pour 1 \$ à Michel Marengère et ce dernier veut y transférer nos emplois ! Ce pont-là, on l'a construit, alors on peut le bloquer et même le démolir. »

Bref, il faut lutter constamment, ne jamais baisser la garde.

L'environnement économique a toujours été sans borne. Ceux qui en profitent tentent aujourd'hui, par tous les moyens, d'abolir les frontières que les États se sont données, qui apparaissent comme autant de freins à leurs ambitions. [...] On ne peut entrer dans le nouveau millénaire sans s'attaquer à l'hypothèque qui pèse sur la démocratie²⁵.

Les années 2000 seront les années de la mondialisation économique. Les Métallos seront aux premières loges pour que la mondialisation syndicale se réalise en même temps. Nous serons de toutes les luttes pour la dignité des travailleurs.

25. Rapport annuel de Arnold Dugas, directeur, novembre 2000, p. 5.



Tout au long de cette bataille, nous avons travaillé avec nos alliés dans la communauté, avec le service Urgence-emploi du Conseil régional FTQ de Montréal, avec le groupe Transaction pour l'emploi (CDEC-Lachine) et avec les élus locaux. C'est devenu la lutte de tout un quartier, de tout le Sud-Ouest.

Après les manifestations, le piquetage, les coups d'éclat, l'heure des solutions est arrivée. À l'époque, Henri Massé était président de la FTQ. Mon vice-président Pierre Arseneau et moi l'avons rencontré pour parler du dossier. Le Fonds de solidarité FTQ a trouvé un partenaire – ADF de Terrebonne – et a investi dans l'entreprise.

On a rouvert le 12 novembre 1998 avec un nouveau contrat de travail. Je n'oublierai jamais l'assemblée de ratification du contrat. J'ai vu des travailleurs de 40, 50 et 60 ans qui pleuraient, parce qu'on avait sauvé leur travail, leur futur. Qu'est-ce qu'ils auraient fait dans la vie, ces gens-là ? L'usine de Lachine fermera finalement en 2003, ADF transférant les opérations vers Terrebonne. À l'époque, 180 personnes y travaillaient encore. Les cinq années d'existence additionnelle ont néanmoins permis à plusieurs métallos de prendre leur retraite dignement.

Les travailleurs de la Dominion Bridge ont bloqué l'entrée du pont Honoré-Mercier le 17 septembre 1998, en guise de protestation contre la fermeture projetée de l'usine. Rappelons que ce pont avait été construit par cette même compagnie.



Le camionneur Gaétan Jean s'est retrouvé dans de beaux draps le 16 juin 1998, alors qu'il conduisait son poids lourd à Leetsdale, en Pennsylvanie. Il a été appréhendé par la police pour avoir traversé un pont avec un chargement trop lourd. Même s'il plaidait n'avoir jamais vu de panneau d'interdiction, le résident de Lévis s'est vu imposer une amende de 15000\$ US, l'équivalent d'une année de salaire pour le père de six enfants. Quand les Métallos ont appris la mésaventure de M. Jean, ils se sont portés à sa défense, même s'il ne faisait pas partie du Syndicat. Après une enquête du bureau des Métallos à Pittsburgh, on a découvert qu'un autre routier avait été acquitté peu de temps auparavant de la même accusation, parce que la signalisation du pont était incorrecte. « Seul, je n'aurais jamais pu m'en sortir. J'aurais une dette de 25000\$, j'aurais été amputé pour le reste de ma vie ! » a dit M. Jean au journal *La Presse*.



Les travailleurs de Dominion Bridge ont multiplié les manifestations pour la survie de l'usine à l'automne 1998.



Arnold Dugas

De 1994 à 2000

Mécanicien d'entretien à la Compagnie minière Iron Ore du Canada à partir de 1965, j'ai commencé ma carrière syndicale en 1968 comme délégué de la section locale 5569, puis comme vice-président en 1969 et ensuite président de 1970 à 1976. Je suis devenu représentant syndical en 1977 dans la région de Montréal, avant d'agir comme coordonnateur des régions de Québec, puis de St-Jean-sur-Richelieu, de 1986 à 1993. Élu directeur en 1993, je le suis demeuré jusqu'à ma retraite du monde syndical en 2000. Ces 30 années d'engagement ont été marquées par de grands événements politiques, dont deux référendums sur la souveraineté du Québec, la signature de l'Accord de libre-échange nord-américain, deux récessions, la crise du pétrole.

Ces événements ont eu une influence sur le mouvement syndical et nous avons dû faire preuve d'adaptabilité, de tenacité et d'imagination.

Faits marquants de ces 30 dernières années

Un syndicat existe d'abord pour ses membres, pour leur donner des services et améliorer leurs conditions de travail. Il est plus facile d'offrir un plus grand nombre de services de qualité lorsqu'il existe une masse critique. Nous avons donc déployé beaucoup d'énergie pour le recrutement de nouveaux membres et modifié la structure pour être présents dans un plus grand nombre de secteurs économiques. Traditionnellement identifié aux industries manufacturière, minière et métallurgique, le Syndicat des Métallos s'est diversifié et a recruté des membres dans les secteurs secondaires et tertiaires, tels que la restauration, le taxi, l'industrie du camionnage, et celui des agents de sécurité.

La qualité de la formation offerte aux métallos est aussi l'une de nos grandes fiertés! Elle porte sur plusieurs sujets tels que l'histoire du syndicalisme, les lois du travail, les normes internationales, la santé et la sécurité du travail, la communication, la négociation, les griefs etc. La formation syndicale est un des puissants emblèmes des Métallos.

Au niveau international, notre structure permet d'avoir beaucoup de contacts et une grande présence à travers le monde. Le Syndicat des Métallos est très apprécié par les autres syndicats. Je l'ai constaté personnellement, ayant eu le privilège de travailler avec des syndicats de l'Argentine, du Chili, du Japon, de Russie et de l'Angleterre.

Mes plus grands défis comme directeur

Mon objectif principal a toujours été de donner le meilleur service à nos gens pour qu'ils soient heureux et fiers d'appartenir à leur syndicat. C'est un gros mandat et un extraordinaire défi humain, 24 heures sur 24 et sept jours par semaine! J'ai eu l'occasion de travailler avec des délégués et des représentants dévoués dans les sections locales. Je profite de l'occasion ici pour souligner l'engagement de toute mon équipe, dont je garde un excellent souvenir et en particulier celui de mon adjoint André Tremblay. Je les en remercie. En tant que directeur, je multipliais les activités, formelles et informelles, devant parfois assister à deux événements une même soirée. L'horaire était chargé, c'est le moins qu'on puisse dire. Ça entre souvent en conflit avec la vie familiale. J'ai pu compter sur la compréhension et même l'engagement de ma conjointe Liliane, à mes côtés pendant toutes ces années.

Le poste de directeur requiert d'être à l'écoute des membres et près de la base. La passion, l'acharnement et la dévotion sont les préalables essentiels pour ce poste.

Parmi mes plus grands projets, il y a la tentative de syndicalisation de l'industrie du taxi. Les nombreuses discussions avec une multitude de ministres n'ont malheureusement pas suffi. Québec a fermé la porte. C'était en 1994-1995. Quelle déception pour moi et pour tous les travailleurs qui y ont cru !

Durant ces 30 années, j'ai siégé à un grand nombre de comités, chez les métallos, à la FTQ, à la CSST, au Fonds de solidarité FTQ, etc. J'ai particulièrement apprécié ceux où on avait un impact direct sur la vie des travailleurs, les conditions de travail, les compétences professionnelles, la création, la sauvegarde ou le maintien d'emplois, le redressement économique de régions, de secteurs d'activités ou d'entreprises en difficulté. Avec d'autres centrales syndicales, j'ai aussi participé à la création des Associations sectorielles paritaires (ASP), qui ont amené les employeurs et les syndicats à travailler ensemble à la prévention des accidents et des maladies du travail.

Je suis aussi particulièrement fier d'avoir contribué à la disparition graduelle des clauses de discrimination sexuelle dans les conventions collectives. Il n'était pas rare au début de ma carrière que les salaires des femmes soient plus faibles que ceux des hommes pour un même type d'emploi. Cette discrimination héritée des « temps anciens » m'a toujours paru injuste et j'ai (presque) toujours réussi à l'éliminer, de sorte qu'aujourd'hui elle a complètement disparu. À travail égal, salaire égal, c'est un principe auquel j'ai toujours cru.

Avenir des Métallos

Le contexte dans lequel nous vivons en 2014 est inquiétant. Le discours antisyndical est repris partout. Ce qui est le plus révoltant, c'est qu'on s'attaque directement à ceux qui ont bâti le Québec à force de privations et de luttes. Pourtant, tous les travailleurs, syndiqués ou non, profitent des conditions de vie (salariales, professionnelles et organisationnelles) pour lesquelles nous avons lutté.

Les jeunes officiers et délégués devront travailler très fort et mettre leurs ressources en commun afin d'assurer nos acquis. La ferveur syndicale baisse à travers le monde mais au Québec, grâce à nos efforts et à un contexte favorable, le taux de syndicalisation se maintient. Il faudra demeurer très vigilant et tenir compte du nouveau contexte du travail : la présence accrue des femmes, des travailleurs nés ailleurs et des aînés toujours au travail, des emplois à temps partiel et des emplois précaires.

L'avenir passe par les jeunes, hommes et femmes. Ils doivent savoir pourquoi et comment on s'est rendus là, grâce aux luttes passées de leurs pères et mères et de leurs grands-parents. C'est maintenant à eux de poursuivre la lutte pour l'avenir de nos familles, de nos enfants et de toute notre société.



L'équipe de permanents, sous la direction de Arnold Dugas en 1995

Chapitre 3

Chapitre 3

« Mondialisons le syndicalisme »

Le dernier rapport d'Arnold Dugas en tant que directeur du District 5, à l'occasion de notre 36^e assemblée annuelle, avait pour titre l'impératif *Mondialisons le syndicalisme*. Nous sommes 55 000 membres au début du 21^e siècle, une force très importante dans le secteur privé au Québec.

C'est à ce titre que nous participons à deux consultations importantes menées par le gouvernement du Québec. La première concerne le fonctionnement de notre système de santé et la seconde porte sur la situation et l'avenir de la langue française. En ce qui a trait à la santé, nous mettons l'accent sur les services offerts aux plus de 65 ans, car nombreux sont nos membres qui approchent l'âge de la retraite. Qu'ils soient mineurs ou serveuses, chauffeurs ou manutentionnaires, les Métallos travaillent dur et ont droit à des services de santé adéquats. À propos de la question linguistique, il s'agit pour nous de revendiquer l'usage prioritaire du français dans les entreprises, un combat qu'il ne faut jamais abandonner.

Même si nous signons d'avantageuses conventions collectives dans le secteur minier, notamment à Mines Gaspé, de Murdochville, ou à la minière IOC, à Sept-Îles, nous faisons face à d'autres défis.

Par exemple, nous réclamons la mise sur pied d'un programme d'aide pour les travailleurs qui perdent leur emploi à cause des répercussions du libre-échange avec les États-Unis et le Mexique (ALÉNA). Le gouvernement fédéral fait la sourde oreille, pendant que dans certains cas les patrons se comportent comme de véritables voyous.

C'est le cas à l'usine Zapata, à LaSalle, le 2 mars 2000. « Les travailleurs ont su à 14 h 55 que leur usine fermait la journée même, relate le permanent Claude Boyer. À 15 h, tout le monde était dehors sans même avoir pu récupérer ses outils. » Il appert que l'usine préparait sa fermeture depuis deux ans en catimini, même si ses dirigeants reconnaissent que les 35 travailleurs de LaSalle étaient plus productifs que ceux de l'Oklahoma et du Mexique.



Dès 2001, les Métallos étaient très conscients des défis de la mondialisation, comme l'illustre la page couverture du Rapport du directeur de notre 37^e assemblée annuelle.



« Les Métallos sont aussi des femmes. » Cette photo prise lors d'un atelier, le 31 mars 2000 à Saint-Hyacinthe, illustre bien les transformations vécues par notre syndicat depuis le début des années 1980. Il y a eu non seulement l'ajout des sections locales des secteurs de l'hôtellerie, de la restauration et des entreprises de services, mais aussi l'arrivée des femmes dans des métiers que l'on qualifiait autrefois de non traditionnels. Cet apport a été – et est toujours – extrêmement bénéfique aux Métallos.

Les 65 employés de bureau de l'usine Goodyear, à Valleyfield, sans contrat de travail depuis quatre ans, ont débrayé le 27 avril 2000. Ils ont défendu leurs droits durant 395 jours afin d'améliorer et de rendre plus équitable leur régime de retraite.



Au cours de ce long combat, les membres de la section locale 919, présidée par Alain Hogue, ont obtenu l'appui de Madeleine Parent, pionnière du syndicalisme et du féminisme au Québec.



Cette fermeture sauvage s'inscrit dans un contexte où on s'apprête à étudier une proposition de Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA) lors d'un sommet prévu à Québec en avril 2001.

Le Sommet des peuples

Conscients des enjeux de la mondialisation sur nos conditions de travail et sur celles de nos camarades d'autres pays, nous faisons partie d'une coalition mise sur pied en 1997, l'Alliance sociale continentale. Celle-ci est composée de syndicats, de groupes communautaires, de groupes environnementaux et de mouvements étudiants de partout en Amérique.

En participant à cette alliance, notre but est de faire un contrepoids aux décisions qui sont prises par les dirigeants politiques et leurs alliés du patronat derrière des portes closes, sans consultation, relativement à l'élargissement du libre-échange.

Nous avons participé au premier Sommet des peuples qui s'est tenu à Santiago, au Chili, en 1998, au même moment où les chefs d'État des Amériques étaient réunis pour commencer à discuter de la mise en place de la ZLÉA.



En préparation du deuxième Sommet des peuples, prévu à Québec en avril 2001 – le premier s'est tenu à Santiago au Chili en 1998 –, ces membres de délégations étrangères sont venus nous rendre visite afin de coordonner la lutte contre le néolibéralisme à l'occasion des négociations des chefs d'États américains concernant la Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA). On voit à gauche Judith Marshall, du Fonds humanitaire des Métallos.



Le thème de la 36^e assemblée annuelle des Métallos, en novembre 2000 au Centre Sheraton de Montréal, était « Mondialisons le syndicalisme », riposte nécessaire à la mondialisation industrielle. Depuis 1997, les Métallos font partie de l'Alliance sociale continentale formée de syndicats, de groupes sociaux et de groupes environnementaux de partout dans le monde.

Puisque le second Sommet des peuples aura lieu à Québec les 21 et 22 avril 2001, le Regroupement québécois sur l'intégration continentale, dont nous faisons partie, reçoit de l'Alliance sociale le mandat de préparer l'événement. Les Métallos ont joué un rôle crucial pour une forte participation syndicale au Sommet des peuples. En marge du Sommet, les Métallos ont organisé une commission d'enquête sur le comportement de quatre transnationales canadiennes : Alcan, Dana, Noranda et Cominco. Les quelque 500 participants à cette commission sont à même de constater à quel point ces multinationales sont délinquantes, tant au chapitre des relations de travail que de l'environnement, quand il n'y a pas de syndicat pour les rappeler à l'ordre.

L'activité connaît un grand succès, tout comme l'ensemble du Sommet des peuples. Pendant cinq jours, 2000 personnes provenant de 35 pays en Amérique ont échangé sur le thème des « Amériques démocratiques, équitables et solidaires ».

Malgré leurs requêtes, les délégués du Sommet des peuples n'ont pas pu rencontrer les 34 chefs d'État réunis pour le Sommet des Amériques et, au terme de trois jours de délibérations, ils ont adopté une déclaration finale et un plan d'action. La déclaration finale du Sommet des peuples rejette le projet de zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA) prévu pour 2005, que les délégués jugent « raciste, sexiste et destructeur pour l'environnement »²⁶.



Les Métallos ont organisé le 19 avril 2001 une commission d'enquête sur le comportement de quatre transnationales canadiennes : Alcan, Dana, Noranda et Cominco, à l'occasion du Sommet des peuples à Québec. On voit ici le directeur canadien des Métallos, Lawrence McBrearty, au micro. À l'arrière, on reconnaît parmi les commissaires l'homme politique néo-démocrate Ed Broadbent à gauche, la députée brésilienne Telma de Souza, le sénateur chilien Jorge Lavandero et la présidente de la Fédération des femmes, Françoise David. Des travailleuses des *maquiladoras* mexicaines ont notamment témoigné de leurs conditions de travail. L'événement nous a permis de tisser des liens avec des travailleurs du Brésil, du Pérou, du Chili et du Mexique.

26. RADIO-CANADA INFORMATION. La Marche des peuples, [ici.radio-canada.ca/nouvelles/dossiers/mondialisation/sommetQuebec02.shtml] (5 août 2014).



Michel Arsenault

De 2000 à 2007

À mon arrivée à la direction en décembre 2000, avec l'aide précieuse de mon adjoint Yvon Clément, nous avons immédiatement bâti une solide équipe de coordonnateurs régionaux composée de Daniel Roy (Sept-Îles), Jean-Pierre Lapointe (Québec), Gérard Grégoire (Saint-Jean-sur-Richelieu), Bruno Lefebvre (Montréal) et Marcel Sasseville au nouveau bureau de Sainte-Thérèse. Nous avons également centralisé le recrutement au niveau du district et nommé Marcel Édoin coordonnateur du service.

Maintenir les services aux membres

Nos plus grands défis étaient de maintenir l'excellent service aux membres et d'en assurer l'avenir, dans un contexte de grand roulement de personnel en raison des départs à la retraite.

Nous avons donc bénéficié du Collège FTQ-Fonds afin de permettre, dans un premier temps, aux permanents de parfaire leurs connaissances, et de les remplacer durant leur participation à la formation par des officiers syndicaux qui avaient des aptitudes et le désir de devenir représentants. Notre service de l'éducation a eu le mandat, avec l'aide du service de formation économique du Fonds de solidarité FTQ, d'instaurer deux semaines annuelles de formation pour l'ensemble des permanents en tenant compte des besoins de chacun. Ça nous a permis d'outiller nos permanents sur les thèmes de l'économie, des communications, de la santé et sécurité, etc. Nous trouvions important qu'ils sachent lire un bilan financier, qu'ils comprennent le domaine d'industrie avec lequel ils négocient, qu'ils puissent saisir, par exemple, l'importance des fluctuations des prix des métaux.

Recrutement de nouveaux membres

Nous perdions des membres tous les jours, en raison des changements technologiques, des mises à pied massives et des fermetures d'entreprises. La seule solution afin de maintenir un syndicat fort, influent et viable, était de recruter de nouveaux membres, qui avaient besoin et envie de bâtir une force collective pour améliorer leurs conditions de travail.

Nous avons donc formé une équipe de militants afin de nous épauler chaque fois qu'une campagne de recrutement était amorcée. Dès la première année, nous nous sommes positionnés au premier rang en matière de recrutement dans l'ensemble des districts de notre Syndicat en Amérique du Nord, ainsi que parmi les syndicats affiliés à la FTQ. Cette nouvelle formule de recrutement nous a permis non seulement de maintenir notre membership, mais aussi de l'augmenter d'année en année.

Donner un deuxième souffle à la formation syndicale

Nous sentions qu'après 25 ans des changements s'imposaient au service de l'éducation. Il ne fallait surtout pas éliminer la formation par les pairs, mais le profil et les attentes de nos membres, tout comme la société dans laquelle nous évoluions, avaient changé depuis un quart de siècle et il fallait s'y adapter.

Après une tournée auprès des locaux et des membres, la nouvelle responsable du service de l'éducation, Marie-Danielle Lapointe, a alors proposé à l'équipe de direction de revoir le contenu de nos cours, d'en développer de nouveaux et de perfectionner notre matériel pédagogique. Ce fut fait. Les cours font par ailleurs l'objet d'un encadrement systématique, pour mieux soutenir les formateurs.

L'avenir des Métallos et du mouvement syndical

Notre force, c'est le contact avec les militants. Il y a peu de syndicats au Québec où la direction rencontre les militants deux fois par année comme nous. En plus de l'assemblée annuelle, les rencontres régionales permettent aux officiers de se redynamiser. Nos membres retournent chez eux plus forts, mieux soudés et prêts à transmettre les valeurs syndicales dans les milieux de travail.

J'ai confiance en l'avenir. Oui, les syndicats sont critiqués, ça a été vrai de tout temps. Mais j'ai espoir en la jeunesse du Québec.

J'ai travaillé entre autres pendant cinq ans chez les Métallos à l'international et ça ma donné des perspectives. Nous avons commencé à mon époque à créer des liens intersyndicaux, ce qui est essentiel en raison des changements apportés par la mondialisation. Les Métallos ont maintenant les outils nécessaires pour faire face à des employeurs transnationaux.

Partout où je suis allé dans le monde, j'ai constaté que les sociétés avec un taux de syndicalisation élevé sont plus équitables et ont une classe moyenne forte. Je pense notamment à l'Allemagne, qui est le moteur économique de l'Europe avec un taux de syndicalisation de 40 %, comme le nôtre.

En Amérique du Nord, nommez-moi une société avec un système de garderies, une législation sur l'équité salariale, des congés parentaux ou un Code du travail comme le nôtre. Il n'y en a pas. Nous avons tout ça, parce que notre société est syndiquée.

Je ne crois pas que les Québécois soient prêts à abandonner ces valeurs. Les gens savent très bien que le monde syndical a eu une influence sur nos programmes sociaux universels et notre qualité de vie.

L'équipe de permanents, sous la direction de Michel Arsenault en 2001



Les travailleurs lockoutés de la compagnie minière Québec Cartier sont préoccupés lors d'une assemblée générale tenue durant le printemps 2001. Outre ce lockout de six semaines, les quelque 800 travailleurs de l'usine de bouletage à Pointe-Noire et de la mine Scully au Labrador ont connu 10 semaines d'interruption de travail cette année-là : « C'est la pire période pour le minerai de fer dans la région depuis la crise des années 1980, pendant laquelle les activités à Gagnon et à Fermont avaient été interrompues. On ne sait plus si ça risque d'empirer et combien de temps ça va durer », constatait à l'époque Daniel Roy, coordonnateur.



Les Métallos participent en grand nombre, le 20 avril 2001, à une manifestation rassemblant plus de 60 000 personnes lors du Sommet des peuples, en marge du Sommet des Amériques à Québec.

Le sommet culmine le samedi 21 avril 2001 par une grande manifestation au cours de laquelle 60 000 personnes défilent à Québec jusqu'à Expo-Cité, où plusieurs discours sont tenus. Dans une atmosphère de fête, beaucoup dénoncent le climat de violence qui a fait rage tout au long du sommet. Il faut dire que les chefs d'État se sont retranchés derrière un périmètre de sécurité de 3,8 km et que la répression policière envers certains manifestants a été très brutale. Au terme du sommet, on compte 460 arrestations et 431 personnes blessées. L'image de la Vieille Capitale prise en otage par les puissants, inaccessible comme une forteresse du Moyen-Âge, restera bien gravée dans les mémoires.



À Fermont, rien de mieux qu'une omelette géante pour garder le moral sur un piquet de grève!



Ces travailleurs de la Fonderie Laperle passent le temps lors d'un lockout sauvage décrété par les nouveaux propriétaires de l'entreprise le 28 décembre 2001. Au terme de sept mois de conflit, au cours desquels l'employeur a été reconnu coupable d'avoir violé à plusieurs reprises le Code du travail en utilisant des briseurs de grève, une entente est finalement intervenue entre les deux parties. Fonderie Laperle appartenait depuis peu à des propriétaires américains. Dans l'édition du 25 mars 2002 de *La Presse*, Guy Farrell les décrivait ainsi : « Ces gens-là ont une mentalité qu'on retrouve dans le sud des États-Unis, où on essaie de détruire le syndicat en place. » C'était sans compter sur la solidarité des Métallos.

L'événement est tout de même un succès pour nous. Nous avons tissé de nouveaux liens durables avec des travailleurs de partout en Amérique.

Ces réalisations nous permettent d'envisager l'avenir avec optimisme, malgré les aspects négatifs de la ZLÉA, rapportés ici par Michel Arsenault, notre nouveau directeur depuis décembre 2000 :

L'extension du libre-échange au reste des Amériques jette dans un même espace économique des pays de poids économiques inégaux et de niveaux de développement extrêmement différents, et ce, sans balise pour s'assurer que le nivellement des conditions de vie se fera vers le haut. [...] Il ne se passe pas une année sans que plusieurs de nos membres ne perdent leur emploi suite à une fermeture, à un déménagement ou à une consolidation des activités d'entreprises rentables œuvrant au Québec chez nos voisins du Sud. Les plus récents exemples sont ceux d'Auscan-Zapata au Mexique, Philips au Brésil ou encore Alcatel aux États-Unis²⁷.

Tout comme ses prédécesseurs, Michel Arsenault constate que la mondialisation de l'économie se trouve au cœur de nos enjeux syndicaux. Sous sa gouverne, un premier Conseil mondial d'entreprises est créé avec les syndicats locaux de Noranda, partout en Amérique. L'objectif de ces conseils mondiaux est de faire en sorte d'équilibrer les conditions de travail entre les travailleurs de différents pays aux conditions sociales fort différentes. C'est une réponse logique à la mondialisation des entreprises. Nous y reviendrons plus loin.

La formation et la relève

Deux autres dossiers sont prioritaires à cette époque : la formation des membres et la relève des permanents.

Des réformes majeures sont instaurées afin de revitaliser le service de l'éducation, victime en 1992 de coupures gouvernementales qui ont forcé le service à cesser l'encadrement des formations, laissant dans plusieurs cas les formateurs à eux-mêmes.

Dès le début de l'année 2002 s'amorce une tournée de visites des milieux de travail, de rencontres d'exécutifs locaux ainsi que des consultations régionales avec l'ensemble des formateurs aux Métallos. On conclut à la nécessité de

Cette femme de l'usine Venmar, qui fabrique des systèmes de ventilation, ne parvient pas à garder son sérieux pendant qu'elle emballe une hotte de cuisinière. On ne sait pas ce que le photographe lui a raconté...



27. Rapport annuel de Michel Arsenault, directeur, novembre 2001, p. 11.

Les 9 et 10 octobre 2001, le cours «L'information dans ma section locale» a été donné à Alma à des membres du Syndicat national des employés de l'aluminium (SNEAA), qui était alors en contrat de service avec les Métallos. Au fond à droite, on reconnaît les formateurs Michel Faucher et Claude Savard. On voit aussi les trois derniers présidents de la section locale depuis l'adhésion aux Métallos : Hugues Villeneuve en avant, Stéphane Desgagnés sur la ligne du centre et Marc Maltais derrière.



moderniser le contenu des cours, d'améliorer les outils pédagogiques dans les formations et de renouer avec l'encadrement.

La formation des permanents est aussi dans la mire de notre directeur. Le défi est de taille, comme la moitié des permanents sont appelés à partir à la retraite dans les prochaines années.

Ces travailleurs de la Mine Raglan, dans le Nunavik, font une pause en compagnie du directeur Michel Arsenault et du permanent Gaéтан Piché, en 2001. La mine située dans le Grand-Nord du Québec est aujourd'hui la propriété de la société multinationale Glencore. Elle produit principalement du nickel.

Devenir permanent syndical ne s'apprend pas dans les livres. Nous aurons donc à identifier les personnes ressources, les former et les encadrer. Nous ne voulons pas agir après coup et c'est pour cela que nous nous attardons immédiatement à la relève. Les permanentes et les permanents sont notre fierté et nous ferons en sorte que vous puissiez continuer d'en être fiers²⁸.



28. Rapport annuel de Michel Arsenault, directeur, novembre 2002, p. 14.

Les sections locales composées

Toujours dans une perspective d'amélioration des services aux membres, une tournée des sections locales composées est entreprise en 2003 par l'adjoint du directeur, Yvon Clément. Les sections locales composées ont pris beaucoup d'ampleur au cours des dernières décennies, au fur et à mesure que des sections locales autonomes disparaissaient ou fondaient comme neige au soleil avec les fermetures d'usines et les délocalisations. Les nouveaux groupes recrutés, souvent de plus petite taille, font généralement partie de sections locales composées.

Cet exercice de consultation met en lumière des difficultés vécues par les sections locales composées, notamment lorsqu'elles passent sous la barre des 1000 membres en raison de pertes d'emplois et de fermetures. La réflexion permet de modifier l'offre de formation, de mieux tenir compte de l'organisation des sections locales composées dans le fonctionnement du Syndicat et de développer des stratégies spécifiques de recrutement.

Notons à cette période la fusion avec la Fraternité des préposés à l'entretien des voies du CN, qui est devenue la section locale 2004.

Murdochville

L'année 2002 marque la fin des opérations de l'usine Noranda, à Murdochville en Gaspésie. C'est en avril qu'a lieu la dernière coulée de cuivre. Comme la fonderie employait 300 personnes, elle faisait vivre une grande partie de la population de la ville depuis 50 ans. C'est une véritable catastrophe pour la petite communauté de près de 1000 âmes, qui avait déjà subi les contrecoups de la fin des opérations de Mines Gaspé en 1999. « Dans le secteur du cuivre, Noranda a décidé d'investir dans des pays comme le Chili [...]. Les travailleurs n'ont pas de conditions de travail et les normes environnementales sont très faibles [...]. C'est toute une population que vient de laisser tomber Noranda après 50 ans de bons profits²⁹ », déclare Michel Arsenault, lui-même issu de ce milieu de travail.



Julie Lejeune (présidente), Diane Parent (vice-présidente) et André Bernard (agent de grief), de la section locale 9400, sont ici photographiés en octobre 2001 dans l'un des 10 restaurants Poulet Frit Kentucky de la région de Québec, au lendemain de la négociation d'un contrat de travail de trois ans qui a permis de majorer de 9% les salaires des travailleurs de la multinationale.

29. Le Soleil, 29 mars 2002.

La fermeture de Mines Gaspé en 1999 et la fin des opérations à la fonderie en 2002 ont changé le visage de Murdochville. On voit ici l'avenue Miller, anciennement l'avenue C.



Qu'advient-il alors de la ville après la fermeture de la compagnie ? Forts de l'expérience de la fin des opérations à Schefferville en 1981 et de la fermeture de Gagnon en 1984, les Métallos sont très sensibles à la situation : il est important que les résidents puissent décider par eux-mêmes de leur avenir et que ceux désirant partir puissent le faire avec une juste compensation. Les Métallos organisent un référendum en juin sur l'avenir de la ville.

Ces travailleurs de Stelco McMaster, à Contrecoeur, font partie des 333 métallos qui ont débrayé le 1^{er} août 2002. Leur grève s'est terminée le 28 décembre suivant, après cinq mois de conflit, alors que 81 % acceptaient les offres patronales. L'une des revendications des Métallos était la parité avec leurs collègues d'Hilton Works, à Hamilton en Ontario. «Stelco a rencontré la combativité des travailleurs appuyés par leur syndicat au Québec, au Canada et au niveau international», déclarait à l'époque le directeur des Métallos, Michel Arseneault, troisième à partir de la gauche sur cette photo. Le président de la section locale 6951, Serge Gailloux, se réjouissait en ces termes : « Nous avons atteint nos objectifs grâce à la solidarité de tous les travailleurs chez nous, mais également grâce au soutien de tous les travailleurs de l'acier. Enfin, nous remercions notre syndicat de nous avoir appuyés, puis pas à peu près, tout au long de ce dur conflit. »



Schefferville et Gagnon

Murdochville n'est pas un cas isolé dans l'histoire du Québec. Au début des années 1980, la crise du fer frappe durement l'économie de la Côte-Nord, à tel point que la minière IOC annonce en 1981 la fermeture de la mine et de l'usine de bouletage de Schefferville et de son concentrateur à Sept-Îles. Des 5000 habitants de Schefferville, 4000 sont obligés de partir pour se trouver du travail ailleurs. Les autres, pour la plupart membres des Premières Nations, restent. Des dédommagements offerts par IOC permettent à ceux qui quittent la ville d'éponger en partie les pertes subies et de recommencer leur vie ailleurs.

La situation se reproduit en 1984 à Gagnon. Les compagnies minières Québec Cartier (QCM) et Sidbec-Normines (qui appartient à l'État) mettent un terme à l'exploitation du gisement de Fire Lake et du concentrateur de Lac Jeannine. Cela annonce la fermeture de cette ville mono-industrielle de 2000 habitants. À la suite de négociations entre les Métallos – dont le président de la section locale 5778, Herby Bérubé –, le ministre des Ressources naturelles du Québec Rodrigue Biron et QCM, les travailleurs peuvent choisir entre un nouvel emploi à la mine de Mont-Wright à Fermont ou un dédommagement respectable. Environ la moitié des travailleurs de Gagnon partiront pour Fermont.

La question est simple : « Êtes-vous d'accord pour que le Syndicat des Métallos entame des procédures en vue d'une éventuelle fermeture de la ville de Murdochville ? » Plus de 500 personnes se prononcent et se déclarent à 77 % pour une fermeture. Au cours d'une deuxième consultation organisée en août par la municipalité, plus des deux tiers des répondants réaffirment leur appui à la fermeture. Le message est clair, fermons la ville, soyons compensés et passons à autre chose. Mais les gouvernements font la sourde oreille. Tant Bernard Landry que Jean Charest, son successeur, refuseront d'indemniser les travailleurs en fermant la ville, invoquant la responsabilité de Noranda. Michel Arsenault décrit la situation :



Steve Arsenault

Président de la section locale 4466 depuis 2003
à Rio Tinto Fer et Titane de Havre-Saint-Pierre
Opérateur d'équipements miniers depuis 1988
Âgé de 48 ans

Être un métallo, c'est un honneur. Je suis né là-dedans et j'ai le logo des Métallos tatoué sur le cœur. Le local du Havre a 63 ans d'histoire. C'est comme une école sur la Côte-Nord. Au fil des années, on a su mobiliser notre monde. Nous autres, les multinationales, ça ne nous fait pas peur.

Être un métallo, c'est une assurance pour notre monde, parce que dans la région, être un métallo, c'est être bien protégé. On est des sociaux-démocrates, on a toujours défendu nos membres et on a toujours été solidaires. On protège les faibles et les démunis, et pas seulement dans notre syndicat; je pense au Sommet des peuples ou aux marches du 1^{er} mai.

Jean Larose, président du syndicat de Lab Chrysotile, de la mine Lac d'Amiante à Black Lake, s'adresse à ses 339 membres en lockout le 12 juillet 2002, en compagnie du directeur québécois des Métallos, Michel Arsenault. Décrété le 28 avril, ce conflit s'est étendu sur 31 semaines et s'est réglé à l'issue d'une conciliation ordonnée par le ministre d'État aux Ressources humaines de l'époque, Jean Rochon. « Nous sortons gagnants, entre autres sur le fonds de pension, et nous avons accepté une formule différente, mais tout aussi valable du boni de vie chère qu'on voulait nous enlever complètement », s'est réjoui M. Larose le 2 décembre 2002. Il est à noter que, pendant le conflit, les travailleurs ont obtenu l'appui de mineurs brésiliens.



Notre position est claire : Noranda et les gouvernements doivent prendre leurs responsabilités. Nous nous battons pour obtenir de Noranda les meilleures conditions de fermeture pour nos membres. La réalité, c'est qu'il n'y a plus de minerais. Nous avons toujours été favorables au développement de Murdochville. Encore faut-il des projets ! Rien ne se pointe à l'horizon. C'est ça le drame ! Quand tu perds ton emploi à Murdochville, tu perds tout. Ta maison ne vaut plus rien, les emplois de qualité, à salaires comparables, ne sont plus là³⁰.

Au terme d'intenses négociations, une entente intervient entre la Noranda, le gouvernement du Québec et les Métallos le 11 mars 2003. Elle prévoit notamment un programme bonifié de préretraite, des allocations de secours pour ceux qui n'ont pas droit à la retraite et une bonification du programme de rachat des maisons.

Tragiquement, le président des Métallos à Murdochville, Jean-d'Arc Beaudin, ne connaîtra pas l'issue de la bataille. Celui qui a été au cœur de cette lutte a subi un infarctus le 15 décembre 2002 à Gaspé. Il est décédé peu après. Il avait 51 ans.

Sur le plan des conventions collectives, l'année 2002 se termine mieux pour les quelque 12 000 agents de sécurité métallos qui acceptent une nouvelle convention collective leur octroyant des augmentations de 14,5 % sur cinq ans. Les métallos de Générale manufacturière, à Drummondville, de Manac, à Boucherville, et de Sodexho Marriott, à Québec, signent également de nouvelles conventions avantageuses.

C'est aussi dans cette période que s'implante la Loi sur l'équité salariale. Entrée en poste en 2001, la nouvelle responsable du service de l'équité salariale et de l'évaluation des emplois, Carole Jodoin, accompagne plusieurs groupes dans cette démarche.

Sur le plan économique, les choses se replacent au Québec. Le taux de chômage oscille autour de 8 %, son niveau le plus bas depuis 25 ans. Mais les Métallos se préoccupent du vent de droite qui commence à se lever.

Ils prennent d'ailleurs part à la campagne électorale, à l'instar de la plupart des syndicats de la FTQ. À l'élection de 2003, inquiets de voir le parti résolument

Les membres du comité de survie de Owen-Illinois posent devant leur usine de fabrication de verre à Pointe-Saint-Charles en 2005. De l'aveu même de la direction de Owen-Illinois, l'usine fondée en 1905 et rachetée à Consumer Glass en 2001 a été sauvée en raison de l'inventivité des Métallos. Grâce au remplacement de deux fournaies, près de 400 personnes ont conservé leur emploi. Au centre, en noir, on voit le président de la section locale, Michel Archambault, ainsi que le permanent Richard Boudreault à l'arrière.



30. Le Soleil, 16 septembre 2002.



Le 11 décembre 2003, près de 400 travailleurs de la Côte-Nord, dont beaucoup de métallos, ralentissent la circulation sur la route 138 à la hauteur de Pointe-Label ainsi qu'à Port-Cartier. Ils protestent contre le projet de loi 31, qui aurait pour effet de nuire au transfert de l'accréditation syndicale (article 45 du Code du travail). Des syndiqués ont également bloqué la route 175 donnant accès au Saguenay, la 132 en Gaspésie et les routes 173, 117 et 155 dans le cadre d'une protestation organisée dans tout le Québec. Le port de Montréal est aussi bloqué. Les barrages seront levés le lendemain à midi.

à droite qu'est l'Action démocratique du Québec (ADQ) prendre du galon, la FTQ produit une analyse particulièrement critique des positions des différents partis. Cela vaut d'ailleurs des poursuites à plusieurs sections locales métallos, dans les régions de Chibougamau, Thetford Mines et Québec. Si les poursuites contre les sections locales de Chibougamau connaissent un arrêt des procédures, celles contre les sections locales 9425 à Québec, 7801-A (Castech) et 7649 (Lab Chrysotile) en Beauce sont accueillies. Ironie du sort, la décision forçant les sections locales à payer une amende pour avoir contrevenu à la Loi électorale est survenue au même moment où l'ADQ s'est sabordée pour se fondre dans la Coalition Avenir Québec.

Nouveau régime

En dépit de nos avertissements, le 14 avril 2003, Jean Charest et les libéraux prennent le pouvoir à Québec. Ils obtiennent 46 % des suffrages et 76 députés. L'ancien ministre progressiste-conservateur arrive au pouvoir imbibé des idées et des manières de faire de son mentor Brian Mulroney. Le nouveau premier ministre amorce des coupes dans plusieurs programmes sociaux tout



Nicolas Lapierre, aujourd'hui permanent, et Yan Babin, de la section locale 6254 à Pointe-Noire, sont prêts à se coucher sur la route pour faire valoir leurs droits.

Le président de la FTQ, Henri Massé, et le directeur québécois des Métallos, Michel Arsenault, posent avec des travailleurs de l'industrie du taxi lors de la fondation de FinTaxi en 2003. On reconnaît aussi à droite le coordonnateur au recrutement, Marcel Edoin.



Le directeur canadien sortant des Métallos, Lawrence McBrearty transfère ses pouvoirs au nouveau directeur Ken Neumann du Congrès d'orientation des Métallos qui s'est tenu à Vancouver du 21 au 24 avril 2004.



en imposant de nouvelles tarifications. C'est sa « réingénierie de l'État », un terme décrivant plutôt une attaque contre les travailleurs et les moins bien nantis dans notre société.

Plus spécifiquement pour nous, cela signifie un changement de ton radical dans nos relations avec Québec. « Stoppons la droite » est d'ailleurs le thème de notre 39^e assemblée annuelle. Nous y prévenons le nouveau gouvernement qu'il nous trouvera sur son chemin s'il s'attaque à nos droits, ce qui sera le cas quelques jours plus tard lors d'une manifestation à Québec et subséquentment lors de blocages de route à la grandeur du Québec.

À nos côtés lors de cette assemblée, nous pouvons compter sur les représentants des 800 membres du Syndicat national des employés de l'aluminium d'Alma, qui se sont joints à nous après avoir voté à 80 % leur adhésion. Leurs confrères de Bécancour feront de même en juin de l'année suivante, peu avant le déclenchement d'une importante grève qui durera 20 semaines.

En octobre 2003, nous organisons à Montréal, avec la collaboration de la Fédération internationale des organisations de travailleurs de la métallurgie, la Conférence mondiale du secteur de l'aluminium. Elle regroupe des travailleurs



Rencontre des métallos de la région de Montréal au printemps 2003. On reconnaît, de gauche à droite, le permanent Yves Morrissette, l'adjoint au directeur Yvon Clément, le coordonnateur de la région Bruno Lefebvre, les permanents Richard Boudreault, Martin Courville et Hélène Bérubé.

provenant de 17 pays aussi divers que la Russie, le Brésil, l'Australie ou la France. C'est à l'unanimité que les délégués votent pour la mise sur pied d'un conseil mondial de l'aluminium et de conseils d'entreprises qui incluent Alcan et Alcoa. Des contacts sont aussi pris avec le Réseau mondial des syndicats de la compagnie Rio Tinto.

Ça bouge aussi dans le secteur de l'acier. En 2003, la compagnie Ivaco, qui possède au Québec les usines Infasco (section locale 6839) et Sivaco (section locale 6818) à Marieville et Galvano à Belœil (section locale 9414), se place sous la protection de la Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies. Cela représente un millier d'emplois au Québec. Les Métallos du Québec, représentés par Guy Farrell, et ceux de l'Ontario se mettent alors en quête d'un partenaire pour reprendre les activités, avec la collaboration du Syndicat international. Les démarches aboutissent : la compagnie Heico relance les activités, permettant à la région de Marieville de maintenir les emplois nécessaires à sa vitalité économique.

Un scénario similaire se reproduit en 2005 lorsque l'aciériste Stelco, également présent au Québec avec les usines de Norambar, à Contrecoeur (section locale 6951), et Stelfil, à Lachine (section locale 3258), se place sous la protection de la même loi. Là encore, les Métallos, qui représentent les membres des usines



Le 5 juillet 2004, les travailleurs des Mines Wabush de l'usine de bouletage de Pointe-Noire au Québec et leurs collègues à Wabush au Labrador terre-neuvien débraient pour protéger leur travail contre la sous-traitance. Le conflit s'est terminé le 11 octobre 2004, l'employeur renonçant à ses tentatives. Sur cette photo, des travailleurs de Pointe-Noire participent à une activité de collecte de sang pour Héma-Québec. On reconnaît à l'avant le coordonnateur de la Côte-Nord, Réal Valiquette.

Ces travailleurs chez ABI à Bécancour célèbrent leur victoire en novembre 2004 au terme d'une grève qui a duré 20 semaines. Les 810 métallos de la section locale 9700 ont accepté un contrat de travail de cinq ans comprenant des gains en lien avec le régime de retraite et l'organisation du travail, en plus de hausses de salaire. On voit au centre le président de la section locale, Clément Masse. Notons que les travailleurs d'ABI avaient joint les rangs des Métallos cette même année.



Mélanie Tremblay

Secrétaire-archiviste de la section locale 9490

Opératrice chez Rio Tinto Alcan, à Alma, depuis 2001

Âgée de 39 ans

Pendant le lockout à Alma en 2012, j'ai constaté tous les avantages de faire partie d'un grand syndicat avec des alliés partout dans le monde. Grâce à nos appuis, grâce aux Métallos, on a mesuré la force de notre union. Ce que j'aime des Métallos individuellement, c'est qu'ils n'ont pas peur d'exprimer leurs opinions. Ils n'ont pas peur d'appuyer des gens qui ont des luttes à mener. Nous n'avons pas le choix de continuer à nous unir avec d'autres syndicats sur la planète. Pour nous à Alma, ça été déterminant avec la campagne «Off the podium»*, qui a été décisive dans la résolution du conflit. Avec la mondialisation, on a besoin d'offrir une opposition solide aux multinationales.

* NDLR Campagne médiatique menée en marge des Jeux olympiques de Londres pour dénoncer les agissements du commanditaire Rio Tinto.

de l'Ontario et du Québec, sauvent la mise et trouvent un repreneur au terme de nombreuses rencontres. C'est donc ArcelorMittal, qui a déjà mis la main sur les usines de Sidbec-Dosco en 1994, qui rachète Stelco.

Alors que le géant de l'acier prend de l'ampleur, le Conseil mondial des syndicats d'ArcelorMittal est fondé en septembre 2007 à Montréal. Des syndicats représentant les travailleurs de la multinationale dans une vingtaine de pays conviennent d'unir leurs forces pour améliorer les conditions des travailleurs du groupe, pour améliorer la santé, la sécurité et les droits de la personne et pour limiter la sous-traitance et les délocalisations, entre autres.

Cette solidarité internationale sans cesse améliorée, comme les expériences vécues par nos alliés dans leur pays et les liens que nous tissons avec eux, nous outille extrêmement bien pour l'avenir.

En revanche, il est impossible d'entrer en contact avec des entreprises ou des ouvriers chinois. La Chine est une dictature où les droits de la personne sont pratiquement inexistantes. On assiste au milieu des années 2000 à des délocalisations vers ce pays. Les travailleurs de Bauer Nike, de Procycle et de Maska Reebok sont durement touchés.



Du 16 au 18 septembre 2007, 200 délégués syndicaux en provenance de 20 pays se sont rassemblés à Montréal, à l'invitation du Syndicat des Métallos et de la Fédération internationale des organisations de travailleurs de la métallurgie. Ils fondent le Conseil mondial ArcelorMittal, qui œuvre à établir et à maintenir des normes de santé et de sécurité dans toutes les composantes de la multinationale, qui compte à l'époque 61 usines réparties dans 27 pays.

La présidente de la section locale 8922, qui représente 14 000 agents de sécurité du Québec, Lucie Rochon, au lutrin lors de la 49^e assemblée annuelle à Laval. Elle était alors présidente du comité des résolutions.

Président du syndicat Los Mineros, qui représente les mineurs et les travailleurs de l'acier du Mexique, Napoleón Gómez est en exil au Canada depuis 2006 en raison des menaces qui pèsent contre lui dans son pays. Il parvient à continuer son combat pour la dignité de ses compatriotes grâce au soutien des Métallos.

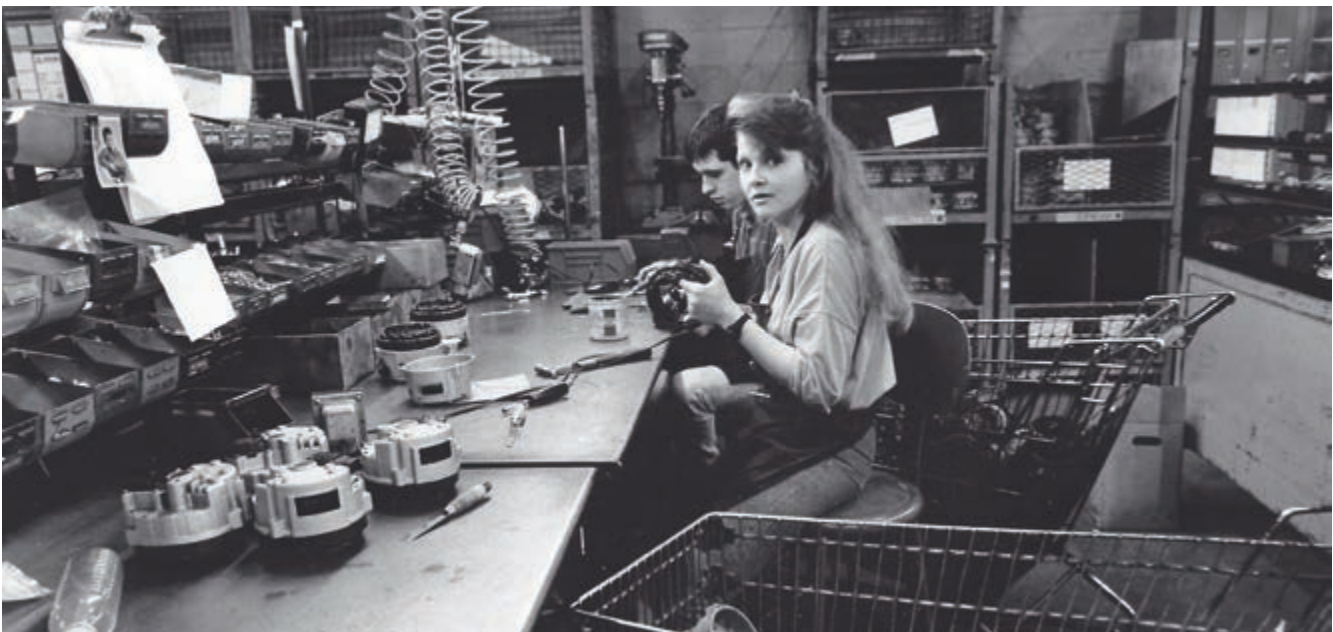


Par contre la Chine est assoiffée de matières premières pour faire croître son économie. Elle a besoin d'acier, de zinc, de cuivre et d'aluminium, ce que les Métallos sont extrêmement compétents à produire. Le projet d'achat de Noranda par la China Minmetals Corporation nous incite à nous ajuster devant cette perspective.

Cette travailleuse et son collègue travaillaient chez Réusinage Knight, à Granby, membre de la section locale composée 9414, pendant une grève de ses 115 membres. La stratégie indécente de l'entreprise était clairement de fermer l'usine et de délocaliser sa production, ce qu'elle est parvenue à faire. C'est une des raisons pour laquelle le conflit de travail avait éclaté en 2007.

[Au Québec], on n'exige pas que les multinationales exploitant notre cuivre, notre zinc, notre fer ou notre aluminium transforment ces ressources chez nous. Ce serait [pourtant] à notre point de vue le meilleur moyen de créer des emplois rémunérés et à long terme. Le gouvernement canadien devrait profiter de cette occasion pour imposer des conditions, comme des garanties d'investissements à long terme dans la transformation de produits finis et le maintien des emplois³¹.

Cette position sera reprise plus tard lors des débats entourant le Plan Nord.



31. Rapport annuel de Michel Arsenault, directeur, novembre 2004.

Chapitre 4

Chapitre 4

Attaques néolibérales

Michel Arsenault annonce qu'il se porte candidat à la présidence de la FTQ en novembre 2007. Avant de remercier les militants pour ses années avec nous, il rappelle les éléments essentiels de notre mission :

Nous pouvons trouver ensemble des solutions aux problèmes que nous vivons dans nos sections locales et dans la collectivité. Nous voulons travailler avec les Québécois pour notre émancipation sociale, économique et politique et continuer à nous faire connaître mondialement. [...] J'ai beaucoup appris depuis ma première élection en travaillant avec vous et pour vous. Cette expérience me servira grandement au sein de notre centrale. Bien que je servirai les membres de la FTQ, je n'oublierai jamais mes racines et demeurerai profondément attaché au Syndicat des Métallos. Il a été mon école, il m'a tout appris³².



Le président de la FTQ Michel Arsenault, le directeur canadien des Métallos Ken Neumann et le président international des Métallos Leo W. Gerard entourent le directeur québécois des Métallos, Daniel Roy, lors de son assermentation en 2007.



Michel Arsenault, Daniel Roy et Guy Farrell accueillent à Montréal des collègues métallos allemands du syndicat IG Metall en 2009. À gauche de Michel Arsenault, on reconnaît également le responsable du secteur de l'acier chez les Métallos pour l'Amérique du Nord, Dave McCall, ainsi que le permanent Stéphane Néron.

32. Rapport annuel de Michel Arsenault, directeur, novembre 2007, p. 25.



Le 10 mars 2008, la population de Chibougamau, dont plusieurs membres de la section locale 8644, bloque partiellement pendant la nuit les deux routes donnant accès à la ville. Elle demande une rencontre d'urgence avec le premier ministre du Québec, Jean Charest. Les barricades seront démantelées le 14 mars.



Le blocus s'appliquait aux camions transportant du matériel vers le chantier d'Eastmain et à tous les sous-traitants. Par contre, les véhicules individuels pouvaient passer les enfilades de billots.

Daniel Roy succède à Michel Arsenault. Il est assermenté à Pittsburgh le 12 décembre 2007. Auparavant, il était adjoint au directeur. Originaire de Sept-Îles, Daniel Roy a commencé sa carrière comme soudeur avant de monter les échelons au District 5.

Daniel Roy entre en poste en pleine crise financière, conséquence des pratiques néolibérales hors de contrôle qui mènent aux faillites de grandes institutions bancaires et, par ricochet, à l'appauvrissement des classes les plus pauvres. Sur le front politique, le libéral Jean Charest à Québec et le conservateur Stephen Harper à Ottawa obtiennent des mandats dans leurs parlements respectifs.



Petite pause pour ces participants à un cours sur les assurances collectives

Les promoteurs des privatisations, notamment dans le système public de santé, et de l'antisindicalisme sont donc maintenus au pouvoir.

C'est dans ce contexte que Daniel Roy énonce, à l'occasion de son premier rapport annuel, les orientations qu'il entend mettre de l'avant à titre de directeur du District 5.

Ces orientations visent d'abord le développement du service aux membres et le recrutement. M. Roy note que les 800 membres du Syndicat canadien de la marine marchande se sont joints à nous, de même que les travailleurs de chez Brasco. Plusieurs autres groupes ont suivi.

Le nouveau directeur souhaite aussi la consolidation de nos alliances avec les autres organisations du mouvement syndical québécois. Cela s'incarne entre autres dans notre appui aux travailleurs en lockout de Petro-Canada, dans l'est de Montréal. Nous leur offrons une aide financière en plus de participer à la campagne de boycottage contre la pétrolière. Nous venons aussi en aide tour à tour aux personnes en lockout du *Journal de Québec* et du *Journal de Montréal*. À cette époque également, les Métallos font preuve d'ouverture en échangeant davantage avec d'autres intervenants de la société civile, notamment certains groupes environnementaux et d'autres organisations progressistes.



Les métallos de la section locale 9700, de ABI Bécancour, démontrent leur solidarité en versant en 2007 un don de 26 000\$ aux lockoutés de Petro-Canada, membres du Syndicat canadien des communications, de l'énergie et du papier (SCEP).



Daniel Roy

De 2007 à -

Mes plus grands défis comme directeur des Métallos

En 1976, quand j'ai commencé à travailler comme soudeur à Sept-Îles, j'ai payé ma première cotisation à notre syndicat. Je n'aurais jamais cru que la vie m'emmènerait dans cette belle aventure, celle de faire ma vie de travail avec des milliers de femmes et d'hommes qui donnent de leur temps pour aider les autres. C'est un honneur.

À titre de directeur du Syndicat des Métallos, j'ai été frappé en entrant en fonction par le fait qu'à la tête des grandes multinationales arrivait une nouvelle génération de dirigeants. Ceux-ci amenaient des idées très différentes de leurs prédécesseurs. On aurait dit qu'ils voulaient nous faire reculer de 40 ans. Avec ces «jeunes loups», il a fallu user d'arguments et passer à l'action dans plusieurs dossiers. La précédente génération de dirigeants d'entreprises avec lesquels on avait eu des conflits avait compris que nous étions une organisation forte et bien enracinée. Au fil des négociations et des conflits, les rapports s'étaient civilisés entre nous. Leurs successeurs n'étaient pas du tout comme eux. Par conséquent, des affrontements sont survenus. Je pense, entre autres, au conflit de Rio Tinto-QIT sur les régimes de retraite à Havre-Saint-Pierre, à celui de l'aluminerie ABI d'Alcoa et à celui de Rio Tinto Alcan à Alma.

Le pouvoir exécutif des multinationales des ressources naturelles s'est déplacé sur la planète. Toutes les grandes compagnies avec lesquelles nous négocions sont rendues ailleurs qu'au Canada. Leurs patrons ne vivent plus dans notre société. Ils ne lisent pas nos journaux et connaissent peu les enjeux qui nous touchent. Dans le conflit d'Alma, par exemple, il a fallu qu'on aille aux assemblées d'actionnaires en Australie et en Grande-Bretagne pour faire entendre nos voix. Je souhaite d'ailleurs souligner la solide campagne mondiale orchestrée par mon adjoint Guy Farrell.

Désormais, nous vivons une ère féroce de globalisation, de déplacement des centres de décision. Il faut donc ardemment tisser des liens avec d'autres organisations syndicales pour créer des alliances. Quand je suis arrivé, on était en plein dans cette mutation. Nous sommes très actifs sur la scène internationale et nos membres en bénéficient.

L'autre grand défi qui se dresse devant nous est la relance du secteur manufacturier au Québec, qui est en déclin comme partout ailleurs. Depuis la dernière assemblée annuelle (la 49^e, en novembre 2013), on veut relancer ce secteur en faisant la promotion de la transformation de nos ressources naturelles ici, «de la mine à l'usine». Il m'arrive de rencontrer des patrons et de leur dire qu'ils ont une responsabilité à cet égard. À la longue, le message finit par passer. Nous ne cesserons pas de militer sur cette question.

L'avenir

Il faut laisser aux générations futures autant, sinon plus que ce qu'on a. C'est ça, notre grand défi, et aussi notre responsabilité morale. Autrefois, les patrons d'usines gagnaient de 8 à 10 fois le salaire des ouvriers. Aujourd'hui, en moyenne, ils gagnent 307 fois leur salaire : ça n'a aucun sens.

Si on ne fait pas attention, on va glisser vers une société moins égalitaire.

À l'heure actuelle, on assiste à l'émergence et à la consolidation de tendances politiques qui souhaitent enlever les droits aux syndicats et donc aux travailleuses et aux travailleurs.

Ce vent de droite qui souffle très fort, il ne date pas d'hier. Nos consœurs et confrères aux États-Unis le vivent durement. En Ontario aussi, la tendance est forte, même si le mouvement syndical ne se laisse pas faire. Imaginons une minute que les accréditations syndicales soient remises en cause comme dans 24 États américains, ce qu'ils appellent le *right-to-work*. Ce serait catastrophique : on parle d'une moyenne de salaire inférieure de 5000 \$ par an pour l'ensemble de la population dans les États où ces dispositions ont été prises. Une société avec un haut taux de syndicalisation est une société plus juste et plus prospère pour tous ses citoyens.

Cette tendance à l'appauvrissement et à la négation des droits des travailleuses et des travailleurs aux États-Unis, on ne la laissera pas passer ici. Parce qu'au Québec, on est encore une inspiration pour l'ensemble de l'Amérique. On est encore une société juste, où il n'y a pas de quartiers résidentiels huppés entourés de clôtures et de guérites.

C'est pourquoi on insiste pour expliquer à nos nouveaux membres les bagarres qui ont été nécessaires pour obtenir nos droits : je pense à la formule Rand, au processus d'accréditation syndicale ou à la loi anti-briseurs de grève.

On fait beaucoup d'éducation à ce sujet, parce que nous savons qu'il ne faut rien tenir pour acquis. C'est notre responsabilité comme organisation de bien faire valoir aux jeunes membres l'importance de demeurer vigilants collectivement. À eux ensuite de s'approprier ces revendications pour les porter à leur tour.

Malgré les attaques dont le mouvement syndical est trop souvent la cible, je suis optimiste : le mouvement syndical a du ressort et saura faire face aux défis. Nous aurons des moments difficiles, mais j'ai toujours cru que la sagesse de la collectivité l'emportera sur les discours dogmatiques de nos adversaires de droite.

Les Métallos sont enracinés au Québec depuis la fin des années 1930. Et depuis plus de 50 ans, notre Syndicat a reconnu notre identité francophone et accordé l'autonomie au District 5.

Il y a lieu de se réjouir, mais il faut garder l'œil ouvert. La bonne nouvelle, c'est qu'on a des militantes et des militants dans l'action. Il y a une belle relève de jeunes. À ce chapitre, je suis particulièrement fier de notre travail. La flamme est toujours allumée.

Notre tradition est entre bonnes mains, l'avenir de nos membres et de leurs familles aussi.

L'équipe de permanents,
sous la direction de Daniel Roy
en 2014



Les 220 métallos membres de la section locale 4466, chez Fer & Titane à Havre-Saint-Pierre, manifestent en septembre 2007 dans les rues de leur communauté. À l'avant-plan, Steeve Arsenault porte notre drapeau avec détermination, en scandant : « Ne touchez pas à notre PD ! » Au bout de trois mois de grève, les Métallos ont obtenu le maintien et l'amélioration de leur régime de retraite à prestations déterminées, ce qui était l'enjeu principal du conflit, en plus d'augmentations de salaire de 13,4%.



Lors de la grève de 2007, les métallos de la section locale 4466, chez Fer & Titane à Havre-Saint-Pierre, empêchent les camions provenant d'une autre région de joindre la mine afin de charger les bateaux de minerai.



« On vire les loaders de bord pour que les cadres ne puissent pas charger les bateaux. »

Le directeur Daniel Roy, au centre, et son adjoint Guy Farrell, juchés sur la locomotive, sont accueillis le 18 décembre 2007 par les travailleurs de la mine QIT, à Havre-Saint-Pierre. En rouge, on reconnaît le président de la section locale 4466 depuis 2003, Steeve Arsenault.



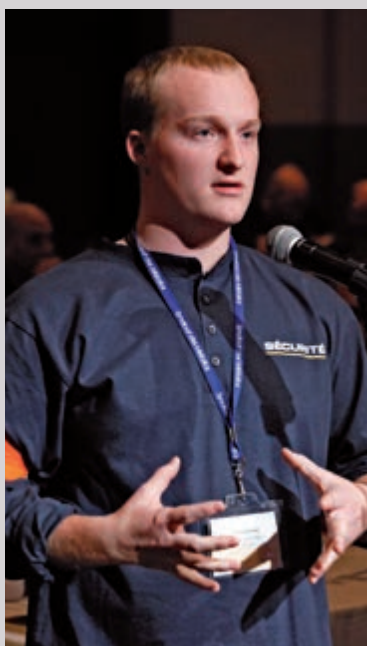
Enfin, on assiste à un renforcement de nos liens avec des syndicats et des organismes internationaux. Dans cet esprit, une quarantaine de représentants syndicaux provenant de neuf pays et travaillant pour Xstrata se rencontrent en octobre 2008 pour jeter les bases d'un conseil mondial Xstrata. Des réunions se tiennent avec nos collègues de l'étranger, qui viennent à leur tour nous visiter.

Dès le début du mandat de Daniel Roy, les Métallos jouent par ailleurs un rôle actif dans la mobilisation contre la volonté du gouvernement libéral de l'époque d'accroître le rôle du privé dans le système de santé. Nous sommes de toutes les manifestations et nous menons une campagne AGIR (action du groupe d'intervention rapide) sur le terrain auprès des membres afin d'amasser des milliers de signatures contre la privatisation en santé. Ces signatures seront déposées à l'Assemblée nationale en 2010.

À cette époque, les médias sociaux prennent de plus en plus d'ampleur. Déjà dotés d'un nouveau site Internet depuis 2008, les Métallos utilisent pleinement cette nouvelle manière de communiquer. Un groupe Facebook existe depuis les débuts du réseau social, créé par des membres de la Montérégie. Une page du Syndicat s'ajoutera en 2012, permettant aux membres de suivre l'actualité syndicale et sociale en temps réel. Le Syndicat fait aussi son entrée sur Twitter la même année.



André Racicot, mineur à la mine Doyon, près de Rouyn-Noranda, est surnommé depuis les années 1990 le « pitbull de la sécurité ». À titre de président de la section locale 9291, il siège au comité de la Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST) sur les mines. Comme il l'indiquait en 2010, pas question de baisser les bras. « On a réduit le nombre d'accidents de travail dans les mines de façon significative depuis 20 ans, passant de 1400 accidents indemnisés en 1989 à 114 en 2009, mais il reste du chemin à faire. »



Tomy Bezeau

Membre de la section locale 8922

Gardien de sécurité (Garda) à l'usine ArcelorMittal de Port-Cartier, depuis 2010

Âgé de 21 ans

Être un métallo, c'est comme faire partie d'une famille. C'est savoir qu'on peut compter sur eux. En étant membre, je me suis aperçu que je n'étais pas seul. C'est agréable de pouvoir compter sur les autres sections locales. Je me sens protégé, d'autant plus qu'à l'usine de Port-Cartier les travailleurs sont aussi syndiqués avec les Métallos. Je ne soupçonnais pas ça au départ.

Mes valeurs sont à gauche en tout temps, mais je sens que l'avenir ne sera pas une partie de plaisir. Ça va être une lutte pour la jeune génération, parce qu'on est de plus en plus bombardés par la droite antisyndicale. Malgré tout, j'ai espoir. On ne réussira pas tout seul. C'est la solidarité au-delà des cultures ici et à travers le monde qui est notre avenir. Tous les pays comptent désormais.

Le 26 mars 2009, une marche des Métallos à l'emploi du Centre de villégiature Gray Rocks, à Saint-Jovite, s'est conclue par la remise d'une pétition de 5000 noms au député Sylvain Pagé. Malgré tout, le centre a fermé après 103 ans d'opération, car il ne pouvait rivaliser avec l'offre de Mont-Tremblant. On voit sur la photo le président de la section locale 9400, Guy Gendron, accompagné de la présidente de l'unité syndicale, Gaétane David.



Travailleurs de la Mine Doyon en Abitibi en 2008. Elle a fermé en 2009, mais les travailleurs syndiqués ont été mutés vers le projet Westwood.

Dynamiques dans la crise

Alors que le monde pâtit de la crise financière tout au long de l'année 2009, nous déplorons des pertes de 1800 emplois parmi nos confrères tandis que 4000 Métallos ont dû subir des périodes de chômage variables.

Qu'à cela ne tienne, nos recruteurs nous permettent d'accueillir parmi nous 2200 nouveaux membres. Daniel Roy rend un hommage bien mérité à ces recruteurs :

N'ayons pas peur des mots, ils sont les meilleurs en Amérique du Nord. Ils travaillent fort, n'hésitant pas à approcher des groupes non syndiqués ou indépendants pour leur offrir notre soutien dans l'amélioration de leurs conditions de travail³³.

Le 20 mars 2008, les 210 travailleurs de l'usine Cari-All manifestent devant le bureau de la Caisse de dépôt et placement, au centre-ville de Montréal. Celle-ci détient une participation de 40% dans l'entreprise, mais soutient néanmoins la délocalisation de la production de l'usine vers la Caroline du Nord. Le président de la section locale composée 7625, Daniel Sylvestre, accorde une entrevue sur la fermeture de cette compagnie, qui fabriquait 90% des chariots et étagères d'épicerie vendus au Canada. « Il y a quelque chose qui ne tourne pas rond au Québec. Dans la foulée de la Révolution tranquille, nous nous étions donné des outils collectifs de développement, dont la Caisse de dépôt et placement. Il n'est pas normal que le gouvernement lui donne un nouveau mandat où le rendement à tout prix prime les intérêts nationaux du Québec, dont l'emploi est une composante essentielle. Nos propres outils collectifs de développement travaillent contre nous. Un changement de cap s'impose », a déclaré Daniel Roy lors de la manifestation. L'usine Cari-All de Montréal-Est était rentable lors de sa fermeture.



33. Rapport annuel de Daniel Roy, directeur, novembre 2009, p. 21.



Une lutte en santé et sécurité

Claude Fortin, qui travaillait comme électricien à la mine Doyon, en Abitibi, est décédé d'un cancer du poumon le jour de Noël 2009. Il avait 48 ans. La CSST a établi que les émanations de diesel dans la mine ont été la cause de son cancer, lui qui menait une vie active et ne fumait pas. Son employeur, lamgold, a contesté les conclusions de la CSST, mais a été débouté devant la

Cour supérieure, fin 2012. « J'aimerais souligner le courage dont a fait preuve Claude Fortin dans la défense de son dossier. Les mineurs sous terre lui doivent beaucoup. Les employeurs ne pourront plus toujours s'en tirer en plaçant que les cancers sont dus à des conditions pré-existantes. La jurisprudence sera désormais beaucoup plus claire », a affirmé en guise d'hommage le représentant des Métallos Marc Thibodeau lorsqu'il a pris connaissance du jugement.



Le chanteur de Loco Locass, Biz, réfléchit à l'avenir du français au Québec en compagnie des 400 délégués métallos lors de la 45^e assemblée annuelle, à Laval, les 15 et 16 novembre 2009.

De plus, plusieurs bonnes conventions collectives sont négociées en 2009 : ABI à Bécancour, Permacon à Québec, Cuisines Gaspésiennes à Matane et Canadian Tire à La Malbaie, pour en nommer quelques-unes.

Malgré la crise, nous poursuivons aussi notre engagement social, via le Fonds humanitaire, qui célèbre son 25^e anniversaire en 2010. Des dizaines de milliers de dollars sont versés à des cuisines collectives, entre autres. Au début de 2010, nous versons 25 000 \$ à Oxfam Québec pour venir en aide aux victimes du tremblement de terre en Haïti.

Nous ne baissons pas les bras

Au cours de cette période, les Métallos interviennent dans plusieurs dossiers pour préserver ou créer des emplois. D'abord, la pression s'accroît, autant localement qu'auprès des gouvernements, pour qu'ArcelorMittal construise le laminoir à poutrelles promis en 2007 à Contrecoeur, lors du transfert de



Ces travailleurs de la restauration de l'Aéroport Pierre-Elliott-Trudeau ont reçu une formation de Luc Lallier (au centre), les 11 et 12 février 2008.



Le 14 juin 2009, le directeur des Métallos, Daniel Roy, et le président de la section locale 6586, Claude Langlois, prennent la tête d'une marche à Contrecoeur pour réclamer à ArcelorMittal la construction du laminoir à poutrelles promis par la compagnie en 2007. On voit aussi à l'avant, de gauche à droite, la responsable du service de l'éducation, Marie-Danielle Lapointe, en discussion avec le coordonnateur Réal Valiquette, ainsi que le coordonnateur Denis Trottier, Chantal Chauvin, de la section locale 8922, et, à droite complètement, le permanent Pierre Arseneau.



Près d'un millier d'agents de sécurité métallos se sont réunis le 18 novembre 2011 devant l'Assemblée nationale pour réclamer l'allègement de leurs frais d'obtention de permis.

Avec Daniel Roy à ses côtés, le président international du Syndicat des Métallos, Leo W. Gerard, s'adresse à des militants en marge d'une réunion du bureau exécutif international tenue au Québec en juillet 2009. Le président Gerard en a profité pour réitérer son soutien aux métallos de Contrecœur dans notre campagne pour obtenir le laminoir à poutrelles.



500 emplois en Ontario. Bien que le laminoir ne puisse finalement pas voir le jour en raison de la crise, la compagnie réinvestit néanmoins dans l'usine et augmente la quantité de minerai transformée au Québec.

Les politiciens entendent aussi beaucoup parler de nous dans le cadre du conflit de travail chez le fabricant de câbles électriques Prysmian, à Saint-Jean-sur-Richelieu, en 2009. En effet, les Métallos réalisent qu'Hydro-Québec accepte d'être approvisionnée en câbles par cette compagnie en dépit du conflit, le matériel provenant donc de l'extérieur du Québec. Les syndiqués vont aussi



Des métallos de l'entreprise Prysmian, anciennement Pirelli Cables, devant l'Assemblée nationale le 3 novembre 2009. En grève, les travailleurs de Prysmian ont vu leur entreprise fermer à l'été 2010. Hydro-Québec doit s'approvisionner en câbles électriques dans une plus grande proportion à l'extérieur du Québec. Cette tendance s'accroît avec la fermeture de l'usine de General Cable, à La Malbaie, en avril 2014.



Lors de la marche du 1^{er} mai 2011, à Montréal, Bernard Boudreau, qui travaille chez Owen-Illinois, pousse le fauteuil roulant de l'épouse d'un métallo retraité, venue de Hamilton célébrer avec nous la fête des Travailleurs, puisque cette fête n'est pas célébrée en Ontario.



La centaine de travailleurs de l'auberge le Manoir des Sables, membres de la section locale composée 9400, se sont fait mettre à la porte par leur employeur le 15 septembre 2011. Le conflit de travail a duré un mois et a permis d'améliorer les conditions de travail. « On peut maintenant se comparer, au chapitre des salaires, par rapport aux autres établissements de la région », a fait valoir le représentant syndical Guy Gaudette, après la ratification de l'entente de principe.



Clément Masse

Président de la section locale 9700

Mécanicien à l'aluminerie de Bécancour depuis 1986

Âgé de 50 ans

Les Métallos représentent le mieux notre industrie. L'envergure internationale du syndicat nous permet d'avoir un rapport de force avec nos employeurs qui est réellement significatif, et ce, partout dans le monde. Je me retrouve beaucoup dans les valeurs syndicales des Métallos, notamment la solidarité, l'entraide, la dimension internationale, les valeurs familiales et aussi la défense de nos droits. Il n'y a pas de frictions, parce qu'on lutte tous pour l'avancement des droits sociaux et pour le partage de la richesse. Je pense que les Métallos sont appelés à grandir encore. Nous avons un très bel avenir, nous sommes solides et forts et, par-dessus tout, on a de la relève.

Daniel Roy converse avec le député de l'opposition Bernard Drainville en mars 2010, lors de la remise d'une pétition de 6500 signatures dénonçant la loi 34, déposée par le gouvernement libéral de Jean Charest, permettant l'intrusion du secteur privé dans le domaine de la santé. C'est grâce à AGIR (action du groupe d'intervention rapide) que les Métallos ont pu signifier massivement leur opposition à ce projet. Le permanent Claude Lévesque, le coordonnateur Réal Valiquette et le vice-président de la section locale 9400 Claude Villeneuve observent l'échange.



jusqu'aux États-Unis pour faire pression contre leur employeur, devant les bureaux du principal actionnaire de Prysmian, la banque Goldman Sachs. Prysmian fermera cependant ses portes sauvagement en 2010, forçant le Québec à s'approvisionner davantage à l'extérieur.

Durant l'été 2011, les Métallos prennent la défense des 140 travailleurs du centre d'appels IQT, de Trois-Rivières. Ce dernier vient d'être fermé de façon draconienne, les emplois étant démenagés dans un État américain qui déroulait le tapis rouge devant la compagnie. Le Syndicat soulève un tollé au Québec, tollé qui déborde jusqu'aux États-Unis. Résultat : les subventions promises par l'État américain sont retirées. Cela ne permet cependant pas de ramener les emplois à Trois-Rivières, mais les Métallos auront mené la bataille pour que les travailleurs, fraîchement syndiqués depuis quelques jours, reçoivent leur dû.

Nous faisons également des représentations auprès de Québec en 2012, quant à l'approvisionnement en bois des entreprises forestières et à la



Les membres du comité de négociation d'ArcelorMittal, qui représente plus de 2200 travailleurs sur la Côte-Nord, ont mené avec brio des négociations complexes en 2010-2011.



syndicalisation des travailleurs forestiers. Une délégation de Métallos de la région de Chibougamau et du Lac-Saint-Jean présente un mémoire en commission parlementaire pour exiger que les compagnies qui ne transforment pas suffisamment le bois soient pénalisées et que l'approvisionnement en bois de celles qui sont plus performantes soit sécurisé. Les Métallos demandent aussi que soit facilitée la syndicalisation des travailleurs forestiers, qui est menacée par le nouveau régime forestier qui entre en vigueur en 2013.

Photo de groupe prise lors de la rencontre régionale de la Côte-Nord, à Sept-Îles, en 2013.

Sur la Côte-Nord, les Métallos militent pour l'ouverture d'une nouvelle mine d'apatite, la mine Arnaud, près de Sept-Îles. Il faut dire que la région est secouée par la décision de la mine Wabush de fermer son usine de bouletage de Sept-Îles au printemps 2014. Le nouveau projet est perçu comme un espoir pour les travailleurs mis à pied. Le directeur des Métallos, Daniel Roy, participe d'ailleurs à une conférence de presse en 2013 à ce sujet. Nous déposons aussi, conjointement avec la FTQ, un mémoire au Bureau d'audiences publiques sur l'environnement.

Représentant déjà la presque totalité des travailleurs syndiqués du secteur minier, les Métallos syndiquent deux nouvelles mines pendant cette période. En effet, les 250 travailleurs du Lac Bloom, près de Fermont, choisissent les Métallos en octobre 2012. Les 162 salariés de la mine Canadian Royalties, dans le Grand-Nord, obtiennent quant à eux leur accréditation en février 2014. La soixantaine d'employés de bureau de Mine Raglan se syndiquent également en 2014, à l'instar de leurs confrères de la mine, déjà syndiqués depuis 1999.

Les Métallos ont participé en grand nombre à la marche du 17 mars 2014 dans les rues de Sept-Îles en faveur du projet de mine Arnaud. On voit ici en entrevue le président de la section locale 6254, Robert Roy, qui est aussi président du Conseil régional FTQ de la Côte-Nord.



Manifestation contre le budget d'austérité du gouvernement libéral à Québec le 12 mars 2011. On reconnaît l'encadreur du service de l'éducation Luc Lallier, le président de la section locale 6687 Gilles Bordeleau, Luc Laberge de la section locale 6425 et Luc Glaude de la section locale 6486.





Le Plan Nord

À l'occasion de la Commission parlementaire sur les mines, en août 2010, le Syndicat des Métallos énonce devant les élus ce qui sera notre position pour le développement minier dont on parle tant sous le vocable de « Plan Nord ». Ce terme, employé par Jean Charest en 2008 pour obtenir une majorité à l'Assemblée nationale, fait penser, au début, à une sorte de Far West.

Pour nous, il est essentiel de s'assurer d'une plus grande transformation locale des ressources qui seront extraites. Étant donné que les montants tirés des redevances minières sont limités et qu'il faut de moins en moins de travailleurs pour extraire le minerai, la transformation s'avère une étape cruciale de la maximisation des retombées économiques pour le Québec. L'intérêt majeur porté à nos ressources par des compagnies étrangères, dont plusieurs sont chinoises, rend d'autant plus importante la nécessité d'imposer nos exigences.

Sans contrat de travail depuis 17 mois, ces agents de contrôle et chefs de point de fouille ont attiré l'attention des passagers de l'Aéroport Pierre-Elliott-Trudeau le 10 juin 2013. Les quelque 600 métallos revendiquent la parité avec leurs collègues de l'Aéroport international Toronto Pearson.



Le directeur Daniel Roy (au centre) et son adjoint Guy Farrell (à sa gauche) en compagnie des coordonnateurs régionaux Donald Noël (Sainte-Thérèse), Richard Boudreault (Montréal), Denis Trottier (Brossard), Alain Croteau (Sept-Îles) et Mario Denis (recrutement) en 2013. Le coordonnateur de la région de Québec, Réal Valiquette, est absent de la photo.

Les jeunes partagent leurs points de vue au micro lors de la 47^e assemblée annuelle de 2011, dont le thème est fondamental pour leur avenir : « Développons avec vision ». C'est à ce moment qu'a été créé le Comité des jeunes du Syndicat.



Le 6 décembre 2012, le Syndicat des Métallos rencontre les parlementaires dans le cadre de l'étude du projet de loi no 7 sur l'aménagement durable du territoire forestier. Les Métallos réclament des amendements à la loi pour protéger le droit à la syndicalisation des travailleurs forestiers, ainsi que des modifications pour inciter les entreprises à maximiser l'utilisation de la ressource et éviter le gaspillage du bois. « Si on veut que les jeunes en région voient la forêt comme un métier d'avenir, il faut empêcher cette dégradation des conditions de travail », fait alors valoir le représentant syndical, Dominic Lemieux. De gauche à droite, Gabriel St-Gelais (Produits forestiers Arbec), Adrien Guillemette (Barrette-Chapais), le représentant syndical Dominic Lemieux et Pierre Leblond (Les Chantiers Chibougamau).

Daniel Roy écoute la ministre des Ressources naturelles, Martine Ouellet, lors du Forum sur les redevances minières en mars 2013. Auparavant, il avait plaidé devant tous les participants en faveur d'un accroissement de la transformation au Québec.

Compte tenu de la méfiance d'une partie de la population envers ce Plan Nord, cela nous semble le meilleur moyen de garantir des pratiques de développement exemplaires, tant sur le plan des ressources naturelles qu'en ce qui concerne les ressources humaines et les droits des peuples des Premières Nations. Daniel Roy explique :





Le Nord du Québec, dont l'économie repose beaucoup sur le secteur primaire, est en pleine effervescence. Mais l'industrie manufacturière, située dans les régions plus au sud, est en déclin. D'après une étude réalisée par la firme de services professionnels Deloitte, en 2000, le secteur manufacturier représentait 23 % du PIB du Québec. En 2010, il ne comptait plus que pour 16 %. Si la tendance se maintient, il aura chuté à 13 % en 2015. La survie de notre industrie manufacturière passe donc par la transformation des ressources extraites du Nord. Toutefois, à l'heure actuelle, une bonne partie de ces ressources sont transformées dans les pays émergents. [...] Le fer, les terres rares, le graphite et le lithium, par exemple, peuvent être transformés au Québec. Ces métaux et minéraux entrent d'ailleurs dans la composition de batteries pour les véhicules électriques. Le Québec a donc le potentiel de devenir un leader dans la fabrication des moyens de transport de demain³⁴.

Le directeur Daniel Roy et le président de la FTQ Michel Arsenault, accompagnés de la responsable des communications Clairandrée Cauchy, donnent leur aval au projet de loi no 43 sur les mines lors de la commission parlementaire du 17 septembre 2013 à l'Assemblée nationale. Daniel Roy explique aux élus que le projet répond à une préoccupation fondamentale des Métallos : « La transformation constitue une approche économique structurante, elle fait émerger de nouvelles activités, de nouveaux secteurs créateurs de valeur ajoutée, de même que des emplois de qualité. De notre point de vue, les activités de transformation devraient être génératrices de retombées économiques substantielles. Pensons seulement au fait que la transformation crée de trois à quatre fois plus d'emplois que la seule extraction de la ressource naturelle ! À la suite de la grande crise financière initiée en 2008, la relance économique demeure fragile. Les activités de transformation peuvent tout simplement changer la donne et permettre au Québec d'occuper un rang de choix dans le palmarès économique. »



Martin Jacques

Président de la section locale 9238

Technicien de laboratoire chez General Dynamics.

Âgé de 50 ans

Être un métallo, c'est d'abord une grande fierté. C'est un sentiment de franche camaraderie qui nous habite tous, peu importe nos milieux de travail. Quand t'es un métallo, tu le restes. Un des avantages d'être métallo, c'est la formation syndicale, qui est très bonne. On sait que nous sommes une force puissante. Cette force ce traduit par l'obtention de conditions de travail supérieures par rapport à ce que je vois dans ma région. Les Métallos, c'est un syndicat pugnace. On n'est pas toujours aimés, mais on prend tous les moyens pour défendre nos membres et les membres le savent. Je suis certain que dans les années à venir nous allons croître en faisant des alliances avec d'autres syndicats partout dans le monde et aussi au Québec.

34. Entrevue de Daniel Roy, *Québec Science*, vol. 51, no 7, avril 2013, p. 35.

Le président de la section locale 7493, de l'usine des poudres métalliques de Rio Tinto, Fer et Titane, Frédéric Paradis, et le secrétaire-archiviste Tshakapesh Jérôme préparent la négociation en février 2013. Les 205 travailleurs de Sorel ont entériné en janvier 2014 un contrat de travail qui prévoit des hausses salariales allant jusqu'à 19% sur six ans.



La démocratie en action : ces agents de sécurité de la section locale 8922 se prononcent au printemps 2013 sur un nouveau contrat de travail, qui sera enchâssé dans un décret. Une cinquantaine d'assemblées de ratification se sont tenues aux quatre coins du Québec.

Nous pensons également que des prises de participation par le gouvernement dans les sociétés minières constituent une valeur sûre, ce que nous plaçons devant les autorités politiques :

Nous ne sommes pas plus bêtes ici qu'ailleurs. L'État devrait prendre des parts significatives des projets miniers, verser les bénéfices et les entrées fiscales dans un fonds souverain, inspiré de celui mis sur pied en Norvège pour gérer les revenus du pétrole. Un tel fonds nous aiderait à faire face aux défis des finances publiques et du maintien des programmes sociaux à long terme³⁵.

35. Rapport annuel de Daniel Roy, directeur, novembre 2011, p. 19.



Les correspondants de notre bulletin d'information *Traits d'union* se réunissent annuellement pour coordonner leur travail. On voit ici l'équipe le 2 septembre 2013. Le réseau des correspondants régionaux a été mis sur pied dans les années 1990 par André Laplante. Ces militants sont libérés quelques jours par année pour faire circuler l'information au sein de notre Syndicat.



Le développement économique : oui, mais à condition que toute la collectivité en récolte les fruits. On ne sait pas encore quelle forme précise prendra le Plan Nord. Le bref gouvernement péquiste nous a consultés dans le dossier, appuyant notre volonté de promouvoir la transformation. Il en a résulté l'introduction dans la Loi sur les mines d'une disposition permettant au gouvernement du Québec d'exiger des efforts de transformation locale de la part des entreprises au moment d'accorder ou de renouveler un bail minier.

De retour au pouvoir en 2014, les libéraux devront nous écouter : il est certain que nous ne dérogerons pas à nos valeurs.

Les travailleurs des quatre cimenteries du Québec, dont deux syndiquées avec les Métallos, ont manifesté devant l'Assemblée nationale le 20 mai 2014 contre la subvention accordée au projet de la famille Beaudoin de construire une nouvelle cimenterie à Port-Daniel. Ces derniers craignent pour le maintien de leurs emplois. On reconnaît aussi sur la photo des militants de la section locale 8922, représentant les agents de sécurité, venus les appuyer.

Tragédie à Lac-Mégantic

Dans la nuit du 5 au 6 juillet 2013, un train comprenant 72 wagons-citernes dévale la pente entre la municipalité de Nantes et la ville de Lac-Mégantic, en Estrie. Il explose en plein centre-ville, faisant 47 morts et détruisant une superficie de 2 km². L'incendie qui s'ensuit dure quatre jours.

Le conducteur Thomas Harding est accusé en mai 2014 de négligence criminelle ayant causé la mort. Son confrère Richard Labrie, qui agissait comme cadre-répartiteur lors des événements, est également accusé, de même qu'un cadre de la compagnie de chemin de fer Montreal, Maine & Atlantic (MMA). Utilisés comme boucs émissaires, les travailleurs accusés ont été jetés en pâture aux médias et ont dû parader au centre-ville de Lac-Mégantic lors d'une exceptionnelle audience de mise en accusation au Centre sportif. Daniel Roy réagit dans un communiqué :

Personne n'inquiète le fédéral qui a déréglementé l'industrie et rendu une telle tragédie possible. Personne n'inquiète le président d'une compagnie qui a fait des économies sur le dos de la sécurité [...] Nous allons mettre sur pied un fonds de défense pour aider à payer les frais d'avocat des employés syndiqués de la MMA. Nos services techniques, que ce soit en matière de santé et sécurité et de relations de travail, demeureront également disponibles pour soutenir la défense dans la préparation du dossier³⁶.

Une formidable campagne de solidarité est mise en branle pour soutenir nos confrères. Les Métallos n'abandonnent jamais les leurs.



En soutien aux sinistrés de la tragédie de Lac-Mégantic, Daniel Roy remet au nom des Métallos et du Fonds humanitaire un don de 125 783\$ à la Croix-Rouge canadienne. Ces fonds ont été amassés en plein été auprès des membres et des sections locales touchés par le drame, dans lequel un de nos membres et la conjointe d'un autre ont perdu la vie. À l'arrière, on reconnaît les coordonnateurs Richard Boudreault et Réal Valiquette ainsi que le permanent Pierre Arseneau.

36. SYNDICAT DES MÉTALLOS. Communiqué : « Réaction à l'arrestation d'employés de la MMA - Les vrais responsables ne sont pas inquiétés » 13 mai 2014, [www.newswire.ca/fr/story/1354701/reaction-a-l-arrestation-d-employes-de-la-mma-les-vrais-responsables-ne-sont-pas-inquietes].



Les conservateurs nous trouveront sur leur chemin

Des entreprises qui négligent leurs infrastructures, des gouvernements qui n'en ont que pour la déréglementation au mépris de la sécurité et du bon sens, et surtout cette irresponsabilité de certains dirigeants qui font payer le prix de leur incompétence aux autres : voilà qui sont les ennemis de la dignité des travailleurs.

La tragédie survenue à Lac-Mégantic est la preuve concrète des dangers qui nous guettent avec la déréglementation à outrance prônée par le gouvernement conservateur de Stephen Harper.

À Thetford Mines, le 27 octobre 2012, les Métallos participent à la grande manifestation contre le saccage de l'assurance emploi devant le bureau de circonscription du conservateur Christian Paradis. Celui-ci était à l'époque ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux et lieutenant politique de Stephen Harper pour le Québec.



C'est une affaire de famille, les manifestations. On voit ici deux officiers de la section locale 9414, Adokonou Apelete et Fernand Lanoue, et une jeune métallo en devenir lors d'une manifestation contre la réforme de l'assurance emploi le 27 octobre 2012.

Le représentant syndical Jean-Yves Couture et le président de la section locale 7785, de SAPA Montréal, Balraj Bapniah, ont bravé la tempête comme des milliers de personnes le 23 février 2013, pour s'opposer à la réforme de l'assurance emploi.



À l'approche des élections fédérales de 2015, les Métallos partent en guerre contre les politiques de droite des conservateurs et plus précisément contre leur volonté d'affaiblir les organisations syndicales. En effet, les troupes

conservatrices multiplient les prises de position contre les syndicats, notamment contre la formule Rand, qui permet que tous ceux qui bénéficient des avantages d'un syndicat paient des cotisations. Ce même gouvernement s'apprête à modifier les lois pour compliquer la syndicalisation et faciliter la désyndicalisation. Devant ce vent de droite, nous rappellerons encore et toujours le rôle crucial joué par les syndicats dans l'existence d'une classe moyenne forte.

Un gréviste de l'usine de produits chimiques Arclin, à Sainte-Thérèse, membre de la section locale 2008, revendique pour les travailleurs la possibilité de prendre leur retraite plus tôt, puisque la santé de la plupart d'entre eux décline avant le moment de quitter le travail. Après une semaine de grève au printemps 2013, les travailleurs ont eu gain de cause et le régime de retraite a été bonifié. De plus, un horaire de travail allégé a été mis en place pour les travailleurs en fin de carrière.

Notre directeur, nos membres et ceux qui nous succéderont ne se tairont jamais pour dénoncer les attaques inlassables faites par les gourmands de la finance et leurs valets politiques contre nous, la classe moyenne et les plus démunis.

Ces injustices, nous les combattons en notre nom et au nom de l'ensemble de la société depuis nos débuts. Et nous continuerons, car notre histoire s'écrira encore pour plusieurs décennies.



Une gamme de services

Le District 5 du Syndicat des Métallos offre au Québec une vaste gamme de services aux membres et aux sections locales, qui sont plus nombreux que dans plusieurs syndicats canadiens et internationaux.

En plus du soutien aux négociations, les Métallos du Québec ont développé au fil des années une expertise en matière de recherche, d'avantages sociaux, de santé et sécurité, de représentation juridique, d'éducation, d'équité salariale, de solidarité internationale, d'action politique, de mobilisation, de communications et de recrutement.

Les permanents, généralement des militants syndicaux issus des milieux de travail, soutiennent les sections locales au quotidien, notamment pour les négociations, les arbitrages de griefs ou encore les dossiers de santé et sécurité.

Au chapitre de la négociation, le service de la recherche intervient en appui, fournissant de précieuses analyses sur la situation financière d'une entreprise, sur les incidences financières d'un contrat ou encore sur les avantages sociaux. Le responsable du service veille aux travaux du Comité des avantages sociaux métallos (CASOM), qui gère le regroupement des assurances collectives et les Fonds Métallos.

Un responsable du service de la santé et de la sécurité intervient quant à lui autant pour la prévention des accidents et des maladies professionnelles que pour la réparation. Il anime un réseau des représentants en prévention dans les sections locales.

Le service des communications médiatise nos enjeux auprès des médias en général et fait circuler l'information auprès des membres, que ce soit par le bulletin de liaison *Traits d'union*, la revue *Le Métallo* ou dans les médias sociaux. Une équipe de correspondants régionaux collabore régulièrement aux publications.

Le service de l'éducation repose quant à lui sur le principe de la formation par les pairs. Une équipe d'une trentaine de formateurs, des militants de la base, dispense ainsi chaque année des cours à leurs confrères et consœurs.

Le même principe vaut pour le recrutement : des travailleurs libérés périodiquement de leurs milieux de travail sillonnent le Québec pour expliquer à de futurs membres les bénéfices de la syndicalisation, le tout sous la supervision d'un coordonnateur au recrutement.

Avec l'entrée en vigueur de la Loi sur l'équité salariale, les syndicats ont été partie prenante des démarches d'équité et d'évaluation des emplois. La responsable de l'équité salariale et de l'évaluation des emplois appuie les sections locales dans cet exercice technique.

Les participants à la session de perfectionnement pédagogique des formateurs en 2014. Une équipe d'une trentaine de formateurs, des militants syndicaux libérés périodiquement pour donner des cours à leurs pairs. Notre programme régulier comprend notamment des cours sur les négociations, la communication, le leadership, le rôle de délégué, de financier ou encore la santé et la sécurité. Aux cours de base se sont ajoutées des formations d'actualité telles que : gestion de nos régimes de retraites et d'assurances collectives, résolution de conflits et harcèlement psychologique, secrétaire-archiviste ainsi que des cours à l'intention de nos sections locales composées.





Près de 10 000 personnes manifestent le 31 mars 2012 dans les rues d'Alma pour affirmer leur solidarité avec les 780 travailleurs de l'aluminerie de Rio Tinto Alcan qui sont en lockout depuis le 1^{er} janvier. Cette marche de solidarité a fait dire au président de la section locale 9490, Marc Maltais, qu'il s'agissait d'un des plus beaux jours de sa vie. Pendant ce conflit, les travailleurs en lockout ont pu compter sur l'appui massif de la population ainsi que de leurs collègues de partout dans le monde, comme le prévoyait l'adjoint au directeur des Métallos, Guy Farrell. «On est ici pour démontrer à Rio Tinto qu'on est en train de mobiliser la classe ouvrière sur la planète, et j'ai un remerciement spécial : merci beaucoup, Rio Tinto, vous venez de réveiller un géant.»

Le froid n'empêche pas ce garçon de soutenir le combat de son père pendant le lockout de l'usine Alma de Rio Tinto Alcan.

Rio Tinto Alcan : un exemple de solidarité internationale

À la veille du jour de l'An 2012, les 780 travailleurs d'Alma ont été mis en lockout illégal par Rio Tinto Alcan. Ils ont été mis à la porte de l'usine en pleine nuit, à -25°C, sans aucun avertissement.

Ce conflit a généré une mobilisation exceptionnelle dans la communauté almatoise ainsi que dans l'ensemble du Québec. Le 31 mars 2012, 8000 personnes ont défilé dans les rues d'Alma dans le cadre d'une grande marche de solidarité, du jamais vu dans cette communauté de 30 000 âmes.

Des syndiqués du Québec, du Canada et d'une dizaine de pays où Rio Tinto a des usines s'y sont rassemblés, venant parfois d'aussi loin que de la Nouvelle-Zélande, d'Australie ou d'Afrique du Sud.

La marche d'Alma fut le résultat d'une tournée internationale de l'adjoint à la direction du Syndicat des Métallos, Guy Farrell, et de Marc Maltais (section locale 9490) afin d'obtenir des appuis et de développer une campagne plus large. De fait, c'est au cours de cette même tournée que, lors d'une des deux assemblées des actionnaires de Rio Tinto, ces responsables ont arraché une promesse du PDG de la multinationale, Tom Albanese, de retourner à la table de négociation rapidement.

Le conflit s'est terminé 5 juillet 2012 au terme d'une mobilisation internationale et communautaire qui était le fruit de nos efforts pour créer des alliances afin de contrer la toute-puissance des multinationales.





Le poing fièrement levé, le président de la section locale 9490, Marc Maltais, en compagnie de Guy Farrell, reçoit l'appui de la Australian Worker's Union, lors de la tournée mondiale de solidarité organisée par les Métallos.



Les lockoutés de Rio Tinto Alcan à Alma sont présents au Jour de la Terre, à Montréal, le 22 avril 2012, en plein « printemps érable », aux côtés des étudiants aux carrés rouges et des militants écologistes. Leur banderole exprime parfaitement l'inertie du gouvernement de Jean Charest, qui continue de vendre de l'électricité au rabais à la multinationale durant le conflit.

C'est dans l'enthousiasme que les 780 travailleurs de l'usine d'Alma de Rio Tinto Alcan ratifient, le 5 juillet 2012, leur nouvelle convention collective après un lockout sauvage perpétré par l'employeur le 31 décembre 2011. Cette victoire, selon le président de la section locale 9490, Marc Maltais, dépasse largement l'usine Alma : « Nous avons réussi à unir des organisations des quatre coins du globe autour de notre cause, une première au Québec. Ce lockout illégal a marqué un tournant dans les luttes syndicales non seulement au Québec, mais au Canada et à travers le monde. »





En marge du Congrès d'orientation du Syndicat des Métallos à Vancouver en avril 2013, une conférence intitulée « La prochaine génération » de militants a rassemblé environ 150 jeunes. La délégation du Québec était accompagnée de la leader étudiante Martine Desjardins.



Vue de la salle lors de la 48^e assemblée annuelle, à Rivière-du-Loup, le 21 novembre 2012.



L'équipe du personnel de soutien avec la direction en 2013: le directeur Daniel Roy, Roseline Mongeon, Sylvie Doiron, Diane Ste-Marie, Marlyne Lessard, Sylvie Gagnon, Maira Laroche-Mercier, Éliane Leboeuf, l'adjoint au directeur Guy Farrell et Lucie Beaumont.



Jimmy Tremblay accepte une bourse d'études en compagnie de son père, du coordonnateur régional de Brossard, Denis Trottier (au centre gauche), et du président de la section locale 7531, Harold Arsenault (à gauche). Chaque année, jusqu'à six bourses sont remises à des enfants des membres qui poursuivent des études postsecondaires. Cette bourse vise à encourager la persévérance scolaire. Pour participer, les candidats doivent soumettre un texte en lien avec le syndicalisme.



La délégation du Québec lors du Congrès d'orientation du Syndicat des Métallos à l'échelle canadienne, à Vancouver en avril 2013.

Le rôle des Métallos du Québec chez l'ensemble des Métallos et dans le mouvement syndical en général

selon Leo W. Gerard



Parmi tous les syndicats nord-américains, ce sont les Métallos qui ont été les premiers à reconnaître la spécificité du Québec.

Pour nous, le Québec est, grâce à son progressisme, une inspiration pour le mouvement ouvrier en Amérique du Nord, je dirais même partout dans le monde. Non seulement dans la défense des droits des travailleuses et travailleurs,

mais dans l'ensemble de la société. Je pense par exemple au Code du travail, aux garderies, à l'équité salariale, à la CSST... Le Québec inspire le Canada et l'Amérique du Nord à cet égard. C'est aussi une société solidaire, comme le démontre l'importance du Fonds de solidarité FTQ, qui donne une voix aux travailleurs dans le développement économique et le maintien de leurs emplois.

Le Syndicat des Métallos joue un rôle très important dans le développement économique du Québec et montre la voie aux autres parties de l'Amérique du Nord. Je ne dis pas que le Québec est un paradis, mais grâce à son progressisme en général et à l'œuvre de ses syndicats en particulier, le Québec est une sorte de modèle social. Les gouvernements nous écoutent, bien qu'ils ne fassent pas toujours ce qu'on veut.

On ne doit pas oublier que, chez les Métallos, deux des quatre derniers directeurs canadiens ont été des Québécois, Lawrence McBrearty et Gérard Docquier. Ces directeurs originaires du Québec ont été en mesure de parler de la nature progressiste de ce qu'ils avaient accompli au Québec.

Clément Godbout, directeur québécois de 1981 à 1991, nous a montré comment mieux recruter. C'est lui qui nous a fait prendre conscience qu'on ne devait pas oublier les travailleurs des autres secteurs de l'économie. Il a insisté pour dire que les travailleurs au bas de l'échelle étaient ceux qui avaient le plus besoin d'un syndicat.

Je peux vous dire que grâce aux Métallos le Québec a une influence nationale très forte et une présence internationale tout aussi significative. De mon point de vue, les Métallos exercent un leadership très important dans la formation et l'éducation des membres.

Aussi, ils sont très écoutés du gouvernement du Québec, parce qu'ils participent pleinement au développement économique de la province. Ça montre qu'on renforce le Québec grâce à nos membres.

Une responsabilité

Je suis inquiet des attaques contre les syndicats en général, pas seulement au Québec ou en Amérique du Nord, mais aussi partout dans le monde. Nous devons relever le défi et riposter à ces attaques. Je suis certain que les Métallos peuvent le faire, parce qu'au Québec les gens sont conscients de l'impact positif des syndicats pour toute la société.

Je sens l'énergie des membres des Métallos. Quand je les rencontre à l'assemblée annuelle, je vois la détermination qui les habite et leur fierté d'appartenir à un syndicat qui se tient debout et fait avancer la société.

Une des choses que je respecte chez les Métallos est que même s'ils savent ce qu'ils ont accompli, ils savent qu'il faudra se battre encore contre la droite qui veut les détruire. Le désir de contribuer à bâtir un monde meilleur est bien vivant chez nos membres du Québec. Ils sentent cette responsabilité de lutter pour les droits des générations futures, pour nos enfants et nos petits-enfants.

Cette mémoire de l'histoire et ce sens des responsabilités pour l'avenir viennent à mon avis de la grève de Murdochville. Cette dernière a cristallisé la notion de société distincte, même d'un point de vue syndical.

Dans les années 1970, les Métallos ont réussi à obtenir un contrat de travail de la Stelco en français. Ils se sont battus pour ça. On a fait la même chose avec Sidbec-Dosco. Moi qui suis originaire du Canada anglais, c'est en venant au Québec négocier dans ce dossier que j'ai retrouvé mes racines françaises.

Influence globale

Le plus important combat, ces derniers temps, a été celui de Rio Tinto Alcan à Alma. Ce conflit nous a permis de démontrer à nos membres québécois qu'ils n'étaient pas seuls et qu'ils avaient le soutien de leurs compagnons dans le monde entier. On en a même amené à Alma! Ce combat a été reconnu globalement comme étant aussi important à mon sens que ce que Murdochville a été autrefois pour la société québécoise. On a prouvé avec cette histoire que Rio Tinto Alcan ne pouvait pas écraser une petite ville du nord du Québec sans en payer le prix.

Le futur est, à mon sens, rempli de promesses. On a un membership vigoureux et une belle équipe de direction. Je suis fier de ce qui a été accompli au Québec. C'est certain qu'on a des défis devant nous, mais on va les affronter. On va devoir se battre comme on le fait maintenant pour préserver nos acquis et faire des gains, pas seulement pour nous, mais pour les gens qui viendront après nous. On ne peut pas savoir si on va gagner, mais je peux garantir que si on ne se bat pas on perdra ce qu'on a.



Conclusion

Nos 35 dernières années ont été très fertiles, c'est le moins que l'on puisse dire. Que ce soit dans nos réponses aux crises, dans nos luttes, dans notre diversification, dans la création de nouveaux liens ou dans notre évolution en général, elles ont été riches en enseignements.

Nous avons traversé l'histoire et participé à la transformation de notre économie. Nous avons recruté de nouveaux membres. Nous nous sommes impliqués dans la société, venant en aide aux plus démunis et défendant les droits de nos confrères partout dans le monde.

Bref, nous avons grandi.

Comment ? En restant toujours fidèles à nos valeurs. En promouvant inlassablement la dignité, le développement économique et la richesse collective. On nous l'a dit et répété : nous sommes inspirants pour l'ensemble du monde syndical au Canada et en Amérique du Nord. Nous le sommes devenus grâce à notre personnalité.

Dans un geste de solidarité internationale, ces travailleurs d'ABI, à Bécancour, font la pause simultanément avec leurs collègues d'Alcoa à travers le monde au printemps 2013.



Le président de la grande section locale composée 9414 de la Montérégie, Christian Ricard, livre son rapport lors de la rencontre régionale en 2014. Il fait également partie du comité LGBT de la FTQ.

Au nom du Fonds humanitaire, le directeur Daniel Roy et son adjoint Guy Farrell remettent un don à une cuisine collective du quartier Hochelaga en 2007. Chaque année, les Métallos soutiennent des organismes communautaires du Québec qui viennent en aide aux moins nantis.



Jacques Servant, vice-président de la section locale composée 7065, sur la Côte-Nord, fait son rapport lors de la rencontre régionale 2013, sous l'œil bienveillant de son président, Nelson Breton.

Les membres de l'équipe de syndicalisation de la mine du Lac Bloom lèvent le bras à l'unisson pendant l'allocation de Daniel Roy à l'assemblée annuelle de 2012. L'équipe du recrutement est formée d'une quinzaine de recruteurs, des militants syndicaux libérés de leur travail pour différentes périodes afin de sillonner le Québec pour convaincre les travailleurs d'adhérer à notre organisation. Des militants se joignent à eux dans plusieurs régions.

Cet ADN est le fruit du travail de nos pionniers, qui se sont battus pour leurs droits à une époque où la classe moyenne n'existait même pas, qui se sont syndiqués malgré les fiers-à-bras qui les menaçaient, et qui ont résisté à l'État ou aux compagnies quand on voulait les faire crever de faim. Leurs successeurs ont continué leur travail en ayant toujours à l'esprit le chemin parcouru.

La recette qu'ils nous ont léguée pour vaincre nos adversaires comprend l'éducation, la mobilisation et une présence solide et sereine dans tous les milieux. Elle comprend aussi la volonté de mener les nécessaires batailles quand il le faut.

Notre objectif est l'évolution vers un monde meilleur pour les travailleurs, leurs familles et leurs descendants, qu'ils soient syndiqués ou non, travailleurs autonomes, travailleurs d'usine ou employés de bureau.

C'est pour cela que nous sommes fiers et dignes.

C'est pour cela que nous n'abandonnerons jamais.



Mot du rédacteur

C'est un honneur pour moi d'avoir eu la chance d'étudier, de comprendre et de mettre en mots les 35 dernières années des Métallos. Merci à Daniel Roy et à ses prédécesseurs Jean Gérin-Lajoie, Clément Godbout, Lawrence McBrearty, Arnold Dugas et Michel Arsenault pour leur générosité et leurs conseils. Merci à Clairandrée Cauchy et à son équipe des communications pour leur aide. Enfin, merci aux Métallos de poursuivre la lutte pour une société plus digne et plus juste, une lutte dont bénéficient tous leurs concitoyens.

Martin Bisailon

Mot de la fin

Les 35 dernières années de notre vie collective chez les Métallos, c'est page par page que je les ai lues et relues, parfois avec émotion, parfois avec nostalgie, mais surtout avec fierté. C'est une belle histoire remplie de grands sacrifices, de dévouement, d'entraide et de détermination. Ce sont des milliers de Québécois de tous les horizons qui ont su la façonner grâce à la solidarité et nous la laisser en héritage.

Bien sûr, dans un trop court résumé de nos luttes, de nos déceptions comme de nos victoires ou de nos revendications, tout n'a pu être souligné. Nous nous sommes efforcés toutefois d'en rappeler le plus équitablement les grands moments.

Quand je relis le livre de notre premier directeur élu, le confrère Jean Gérin-Lajoie, et celui-ci qui résume les dernières décennies de militantisme au sein Syndicat des Métallos, un affilié important de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec, je me trouve privilégié d'être votre porte-parole.

Voilà maintenant un demi-siècle que notre langue et notre culture sont reconnues au sein de notre organisation, que nous élisons notre directeur au suffrage universel des membres et que nous tenons des assemblées annuelles, signe de notre enracinement dans la société québécoise. Nous avons au fil du temps dessiné les contours de cette société dans laquelle nous souhaitons vivre et que nous contribuons à construire au jour le jour.

Notre histoire a connu des débuts difficiles. Ceux qui nous ont précédés ont trimé dur pour bâtir une société meilleure, plus juste et plus équitable. Chaque génération de syndicalistes a tenté d'assurer à ses enfants une meilleure qualité de vie. Malgré les embûches, ils ont réussi à faire un grand bout de chemin par la solidarité syndicale et par l'entraide.

Avec l'arrivée de la Révolution tranquille des années 1960 et 1970, tous ont réalisé l'importance de l'action politique et sociale pour notre avenir. On a vu à quel point le rôle des élus était important dans la définition de notre société, que ce soit par la mise en place de nos institutions financières comme la Caisse de dépôt et placement du Québec, par la nationalisation de l'hydro-électricité, par l'adoption de lois sur la santé et la sécurité du travail ou de nos lois modernes du travail, qui permettent l'accréditation syndicale en fonction d'une volonté de la majorité et la mise en place de dispositions anti-briseurs de grève. Cette vague progressiste s'est aussi poursuivie plus récemment avec les garderies à 7\$, le régime québécois d'assurance parentale et l'équité salariale. Il est possible pour les hommes et les femmes politiques d'intervenir concrètement dans le sens des intérêts des travailleurs, de la classe moyenne.

Chaque fois que l'État québécois est intervenu pour améliorer le sort de la classe moyenne, des voix se sont élevées pour crier au désastre économique.





Nous les avons toujours ignorées, avec raison !

Nous avons eu raison de ne pas les écouter lorsqu'est venu le temps de nous donner un véritable Code du travail ou de meilleures normes du travail. Nous avons eu raison de ne pas les écouter quand nous avons élu le Parti québécois de René Lévesque. C'est sous la gouverne de ce parti inspiré par l'approche sociale-démocrate que nous avons su le mieux progresser et répartir la richesse collective. Nous avons eu bien raison aussi de ne pas écouter ces voix lorsque nous avons mis en place le Fonds de solidarité FTQ, véritable outil de mise en commun de nos épargnes qui suscite aujourd'hui la jalousie dans les milieux financiers.

Depuis un demi-siècle, le Québec a su être capable de compassion et de compréhension. Pas toujours autant que nous, les Métallos, l'avons souhaité. Il n'en reste pas moins que le Québec a passablement mieux fait sur les plans social et syndical que la plupart de nos voisins. Bien sûr, il reste encore beaucoup de blé à moudre.

Encore aujourd'hui, le mouvement syndical est attaqué. S'il est dans la mire des ténors de la droite, avec les conservateurs fédéraux en tête, c'est qu'il dérange. C'est que les puissants ont peur de sa capacité de se tenir debout pour la classe moyenne, de revendiquer une meilleure redistribution de la richesse, de faire barrage à l'effacement de l'État. On voudrait nous convaincre que l'approche sociale-démocrate est dépassée. Ces perroquets de la haute finance rêvent de désyndicalisation, de déréglementation et de privatisation de nos fleurons.

Notre avenir ne repose surtout pas entre les mains de financiers et de puissants qui ne servent que leurs intérêts. La soudaine conversion de certains n'a d'ailleurs rien de rassurant. Nous aurons encore raison de ne pas les écouter.

L'avenir de notre syndicat et des prochaines générations passe nécessairement par des lois du travail justes qui ont une incidence sur notre qualité de vie. Il passe aussi par des politiques intelligentes de maintien et de création d'emplois de qualité, notamment dans le secteur manufacturier ainsi que dans celui de la transformation des ressources naturelles.

N'oublions pas que cet avenir passe par des gouvernements inspirés d'une approche sociale-démocrate et prêts à soutenir la présence syndicale. Ces gouvernements doivent reconnaître l'apport indispensable de l'action syndicale pour l'existence d'une classe moyenne forte et d'une société plus égalitaire.

Voilà ce que nous enseigne la belle histoire de notre démarche collective. Surtout, mes amis métallos, sachons transmettre à notre tour ces enseignements à ceux qui viendront pendre la relève au cours des prochaines décennies. Il en va de l'avenir du monde syndical et de celui de notre Québec qui, un jour, aura à décider de son destin.

Daniel Roy
Directeur québécois des Métallos

